

2006
document
de référence

JACQUET

METALS

sommaire

chiffres clés	3
renseignements concernant l'activité de la société	
1 / Le métier	4
2 / L'organisation du Groupe	11
3 / Les moyens de production	14
4 / Les risques et autres éléments	16
5 / Historique	19
6 / Administration et direction	20
7 / Évolution récente	21
renseignements généraux	
1 / Renseignements concernant JACQUET Metals	24
2 / Renseignements concernant le capital social	26
3 / Dividendes	28
4 / Politique d'investissements	28
5 / Bourse et actionnariat	29
6 / Honoraires d'audit	31
7 / Calendrier prévisionnel de communication financière	31
textes des résolutions présentées à l'assemblée générale du 25 juin 2007	32
rapport de gestion, situation financière et résultats 2006	
1 / Rapport de gestion	34
2 / Comptes consolidés 2006	58
3 / Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés	88
4 / Comptes sociaux 2006	89
5 / Rapport général et spécial des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux	103
6 / Rapport du Président du Conseil d'Administration sur les conditions de préparation des travaux du Conseil et les procédures de contrôle interne	107
7 / Rapport des Commissaires aux Comptes sur le rapport du Président	115
document d'information annuel	116
responsabilités	
1 / Responsable du document de référence	118
2 / Responsables du contrôle des comptes	118
3 / Responsable de l'information financière	118
table de correspondance	119

profil du groupe

JACQUET Metals est le numéro 1 européen de la distribution d'aciers inoxydables et d'alliages de nickel, principalement sous forme de tôles épaisses ("Quarto") dont il est le premier acheteur mondial. Fort d'un réseau de 33 filiales, le Groupe livre 7 000 clients répartis dans 60 pays dans le monde présents dans les métiers de l'eau, de l'environnement, de l'énergie, de la construction mécanique et chaudronnée, de la chimie et de l'agroalimentaire.

chiffres clés consolidés (normes IFRS)

en K€	2006	2005
Chiffre d'affaires	247 510	172 331
Résultat opérationnel	52 000	18 976
Résultat net part du Groupe	32 357	11 333
Résultat net par action (en euros)	15,48	5,42
Capacité d'autofinancement	38 893	17 182
Capitaux propres	79 074	47 167
Endettement net ¹	-3 207	10 401
Taux d'endettement net / Gearing ²	-4,1 %	22,1 %
Effectif moyen	340	331

¹ calculé par différence entre la dette financière moyen terme y compris les concours bancaires créditeurs et la trésorerie

² rapport entre l'endettement net et les capitaux propres

évolution du chiffre d'affaires 2007

en millions d'euros	2007	2006	Variation
Premier trimestre	89,1	55,9	59 %

Pour de plus amples commentaires, se référer au paragraphe 7 (Evolution récente) des renseignements concernant l'activité.



Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 25 avril 2007, conformément à l'article 212.13 de son Règlement Général. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'AMF. Conformément à l'article 28 de son règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004,

le lecteur est renvoyé aux précédents documents de référence concernant certaines informations :

1. le rapport de gestion, les comptes consolidés et les comptes sociaux, les rapports des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés et sur les comptes sociaux relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2005 et le rapport spécial sur les conventions réglementées se rapportant à cet exercice et figurant dans le document de référence déposé auprès de l'AMF le 6 juin 2006 sous le n° D.06-0508.

2. le rapport de gestion, les comptes consolidés et les comptes sociaux, les rapports des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés et sur les comptes sociaux relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2004 et le rapport spécial sur les conventions réglementées se rapportant à cet exercice et figurant dans le document de référence déposé auprès de l'AMF le 7 juin 2005 sous le n° D.05-846.

renseignements concernant l'activité de la société

1 / le métier

1.1 / le marché

(Source des informations : ARCELOR, CRU MONITOR).

JACQUET Metals opère sur le marché des métaux nobles destinés à l'industrie, principalement les aciers inoxydables et alliages de nickel. Le Groupe stocke essentiellement des tôles épaisses vendues soit en l'état, soit découpées à la demande.

4

Le marché mondial de l'acier représente environ 1,3 milliards de tonnes dont environ 2,2 % pour l'acier inoxydable tous produits confondus. Le marché des tôles inox se segmente comme suit :

- tôles laminées à froid, avec 16 millions de tonnes produites pour des épaisseurs inférieures à 5 mm, destinées au marché de l'automobile et des industries grand public (électroménager, ustensiles de cuisine, décoration),
- tôles laminées à chaud, avec 5 millions de tonnes produites pour l'industrie dans son ensemble (principalement chaudronnerie et construction mécanique).

On distingue :

- les tôles laminées à chaud en bobines (bandes, coils),
- les tôles laminées à chaud au moyen d'un laminoir de type QUARTO. Ces dernières, d'une épaisseur le plus souvent supérieure à 12 mm, représentent environ 900 000 tonnes soit 3 % du marché total de l'inox. **Elles constituent l'essentiel du marché de JACQUET Metals.** Ces 900 000 tonnes se répartissent à égalité entre les projets et la distribution. Avec sa consommation prévue en 2007, JACQUET Metals détiendra 10 % du marché mondial de la distribution. La consommation mondiale d'acier inoxydable augmente en moyenne de 4,5 % par an depuis vingt ans. En 2006, la consommation d'acier inoxydable à chaud, segment sur lequel opère JACQUET Metals, progresse également régulièrement en raison :
- des qualités de résistance à la corrosion et de neutralité des produits pour le traitement des fluides et des gaz dans les secteurs des industries :
 - chimique, y compris pharmaceutique et cosmétique,
 - agro-alimentaire (contraintes d'hygiène et de facilité d'entretien),
 - papetière,
 - de traitement et de stockage des gaz (cryogénie, gaz technique),
 - de traitement de l'eau (bassins de décantation, dessalement d'eau de mer, acheminement et distribution),
 - de l'environnement et de la dépollution (traitements des fumées et des déchets),
 - nucléaire,
 - plus récemment, de la construction d'ouvrages d'art.
- de l'adaptation régulière des alliages aux exigences de plus en plus élevées des différents secteurs de l'industrie. Alors que l'on comptait deux nuances d'acier inoxydable en 1960, JACQUET Metals en stocke actuellement dix sept auxquelles sont venus s'ajouter ces dernières années autant d'alliages de nickel dont les qualités de résistance à la corrosion sont encore supérieures à celles de l'inox.

Le marché de JACQUET Metals couvre plus du tiers des applications industrielles en Europe et dans le monde.

1.2 / l'offre du Groupe JACQUET Metals et ses avantages

L'acier inoxydable et les différents alliages sont livrés aux filiales du Groupe JACQUET Metals principalement sous forme de tôles, prêtes à être distribuées en l'état ou découpées selon les spécifications de la clientèle.

1.2.1 / l'offre

Le Groupe JACQUET Metals propose à une clientèle industrielle répartie dans le monde entier :

- un service de livraison de tôles entières, de découpage et de fabrication de pièces découpées sur mesure (disques, couronnes, pièces suivant plans...) incluant :
 - deux gammes de métaux nobles : aciers inoxydables (17 références différentes), alliages de nickel (17 références différentes),
 - une gamme d'épaisseurs unique sur le marché de 1 à 150 mm,
 - la livraison en moyenne sous dix jours n'importe où dans le monde,
 - la facturation en devises et la prise en charge de toutes les formalités administratives et douanières,
 - l'acheminement des produits vendus.
- une offre complémentaire de celle des grands producteurs car elle contribue à diffuser leurs produits en apportant un service (logistique, découpage sur mesure) qui nécessite un savoir faire différent du leur. La complémentarité porte aussi sur la disponibilité de la matière et sur la nature des alliages. JACQUET Metals stocke 34 types d'alliages ce qui représente environ 900 références, avec un positionnement haut de gamme.

1.2.2 / les avantages de l'offre

L'offre du Groupe JACQUET Metals présente les avantages suivants :

- les alliages sont conformes, pour plus de 95% de la gamme, aux normes les plus utilisées dans le monde (EURONORM, ASTM, ASME, AFNOR, DIN). Le Groupe JACQUET Metals a été à l'origine de la double certification des tôles en aciers inoxydables dès 1986. Les spécifications d'achats puis la certification et la logistique mises en place permettent de vendre ces produits dans le monde entier.
- la gamme est évolutive, intégrant régulièrement de nouveaux aciers inoxydables et alliages de nickel afin de répondre à une demande de plus en plus exigeante en termes de :
 - résistance à la corrosion,
 - caractéristiques mécaniques telles qu'allongement et élasticité,
 - non-dénaturation des produits en contact avec les alliages,
 - résistance à des températures de plus en plus fortes (positives et négatives),
 - hygiène (facilité de nettoyage),
 - maintenance.
- les produits livrés par JACQUET Metals sont directement utilisables par le client, compte tenu de leur degré de finition et des procédures de contrôles internes appliquées.
- le stock disponible permet, dans la plupart des cas, de répondre aux demandes des clients en différentes nuances d'alliages dans toutes les gammes d'épaisseurs.

Les procédures de contrôle interne sont définies par le système de management de la qualité du Groupe, certifié ISO 9001 et donc audité régulièrement par l'organisme TÜV-CERT. Ces procédures définissent les contrôles qui doivent être effectués par les opérateurs et l'encadrement aux différents stades de fabrication et de traitement administratif.



renseignements concernant l'activité de la société

6

1.2.3 / développement du négoce

A partir de 2004, le Groupe a développé les activités de négoce de tôles en acier inoxydable disponibles sur stock. Des sociétés dédiées à cette activité ont été créées sous une enseigne spécifique "QUARTO". Les sociétés QUARTO Nordic et QUARTO Europe peuvent ainsi développer de nouveaux courants d'affaires avec des stockistes et découpeurs de taille moyenne parfois concurrents des filiales du Groupe, sans pour autant porter préjudice à ces dernières puisque les sociétés QUARTO se substituent aux fournisseurs habituels des concurrents. Ces activités de négoce permettent d'augmenter de façon significative les approvisionnements du Groupe et donc d'obtenir de meilleures conditions d'achat bénéficiant à l'ensemble des filiales. Sur l'exercice 2006, ces sociétés contribuent à 9 % du chiffre d'affaires du Groupe contre 7 % en 2005.

1.3 / les clients

1.3.1 / nature de la clientèle

Le Groupe compte environ 7 000 clients actifs dont le principal représente moins de 2,5 % du chiffre d'affaires consolidé. Les 10 premiers clients du Groupe en 2006 contribuent ensemble pour environ 10 % de l'activité. La taille moyenne d'une commande est de 4 250 €. Les clients commandent directement aux sociétés du Groupe, sans procédure d'appel d'offre. La facturation se fait pour chaque commande client après fabrication et expédition des produits. La quasi-totalité du chiffre d'affaires est assurée auprès de différentes compagnies d'assurance-crédit.

Le Groupe a référencé environ 1900 nouveaux clients en 2006 ("source interne") du fait principalement :

- de l'enrichissement permanent de la gamme stockée,
- de son développement rapide à l'international.

Les relations commerciales sont récurrentes et portent sur une grande quantité de petites commandes qui constituent la majeure partie du chiffre d'affaires du Groupe. Le carnet de commandes représente environ 1 mois de chiffre d'affaires.

Les clients du Groupe sont :

- pour 70 % du chiffre d'affaires, des fabricants d'équipements destinés à recevoir un produit fluide, semi-fluide ou un gaz avant chauffage ou refroidissement pour :
 - séparation, en une ou plusieurs étapes, des molécules pour obtenir des extraits,
 - mélange,
 - stockage (tankers, cuves, silos, citernes dont citernes routières).
- pour 30 % du chiffre d'affaires, des fabricants d'appareillages mécaniques (machines, automatismes,...).

Le Groupe sert en Europe, en tant que clients directs ou indirects, une grande partie des entreprises régulièrement utilisatrices de métaux nobles pour la fabrication d'équipements de traitement des fluides à usage chimique, pharmaceutique ou médical. Les fabricants d'équipements de stockage des liquides (produits laitiers, vins, bières, boissons) constituent également des débouchés pour le Groupe ainsi que les sociétés opérant dans les secteurs de la construction mécanique, de l'énergie, des machines textiles, de la mécanique générale, de la construction navale, de l'industrie du papier/cellulose, de la fabrication de fours, de l'armement et de l'environnement.

ABB, ALSTOM, AREVA, SANOFI AVENTIS, VEOLIA WATER, SIEMENS, EIFFEL, ROLLS ROYCE, METSO PAPER et aussi une multitude d'entreprises de taille moyenne de la construction sont clientes du Groupe.

Les produits livrés par le Groupe sont utilisés, par exemple, dans la fabrication d'éléments d'échangeurs de chaleur, de compresseurs, de turbines, de générateurs de vapeur, de compensateurs de dilatation, de colonnes de distillation, de réacteurs de désulfurisation, de turbines de propulsion, d'incinérateurs de déchets, d'installations de traitement et d'acheminement de l'eau et de dessalement d'eau de mer pour la rendre buvable.

1.3.2 / la clientèle internationale

La répartition du chiffre d'affaires a évolué comme suit au cours des trois derniers exercices :

% du CA consolidé	2006	2005	2004
International	83 %	77 %	75 %
France	17 %	23 %	25 %

Sur les trois derniers exercices, le chiffre d'affaires par pays se répartit comme suit :

en millions €	2006	2005	2004
Allemagne	43,7	26,2	17,8
France	43,0	38,9	34,7
Pays-Bas	30,3	17,7	17,8
Finlande	25,9	15,7	12,0
Italie	15,6	10,3	8,0
Belgique	13,0	11,4	9,2
Royaume Uni	10,9	8,6	6,5
Autriche	10,4	6,2	4,4
Espagne	9,3	5,1	4,0
Suisse	8,7	7,2	4,7
Suède	8,5	6,1	5,8
Pologne	7,8	5,4	5,3
République Tchèque	3,8	1,9	1,4
Danemark	3,4	2,9	1,6
Portugal	2,2	1,4	0,9
Inde	1,4	0,4	0,5
Hongrie	1,4	0,8	0,2
Norvège	1,2	0,8	0,2
Chine	1,0	0,4	0,4
Taiwan	0,7	0,5	0,3
Corée du Sud	0,7	0,5	0,3
Japon	0,5	0,7	1,6
Autres	4,1	3,5	3,0
Total	247,5	172,3	140,6



renseignements concernant l'activité de la société

1.4 / l'organisation commerciale

Le Groupe dispose de sa propre force de vente. Les implantations commerciales (filiales) du Groupe se répartissent ainsi :

8

Nom	Activité	Site de commercialisation	Sites d'approvisionnement et de parachèvement
JACQUET SAS	distribution et découpe de tôles	FR Saint-Priest (69) PT Vila Nova de Gaia	FR Saint-Priest (69)
JACQUET Lizy SAS	distribution et découpe de tôles	FR Lizy-sur-Ourcq (77)	FR Lizy-sur-Ourcq (77)
JACQUET Lyon SASU	distribution de tôles et de pièces découpées	FR Saint-Priest (69)	FR Saint-Priest (69)
FRANCE INOX SAS	distribution et découpe de tôles	FR Villepinte (93)	FR Villepinte (93)
DETAIL INOX SAS	distribution et découpe de tôles	FR Grésy-sur-Aix (73)	FR Grésy-sur-Aix (73)
OSS SARL	distribution et découpe de tôles	FR Viroflay (78)	FR Joigny (89)
JACQUET Benelux SA	distribution et découpe de tôles	BE Herstal BE Lier	BE Herstal FR Saint-Priest (69)
JACQUET Nederland BV	distribution de tôles et de pièces découpées	NL Purmerend	BE Herstal FR Saint-Priest (69) NL Drachten
JACQUET UK Ltd	distribution et découpe de tôles	GB Sheffield	GB Sheffield FR Saint-Priest (69)
JACQUET Deutschland GmbH	distribution de tôles et de pièces découpées	DE Essen	FR Saint-Priest (69) PL Katowice
JACQUET Steinau GmbH	distribution de tôles et de pièces découpées	DE Steinau	FR Saint-Priest (69) PL Katowice
ERDRÜGGER Metallservice GmbH	distribution de tôles et de pièces découpées	DE Neckarwestheim	FR Saint-Priest (69) PL Katowice
JACQUET Berlin GmbH	distribution de tôles et de pièces découpées	DE Berlin	FR Saint-Priest (69) PL Katowice
JACQUET Polska Sp. z o.o	distribution de tôles et de pièces découpées	PL Katowice PL Gdansk	PL Katowice FR Saint-Priest (69)
JACQUET Osiro AG	distribution et découpe de tôles	CH Aesch	CH Aesch FR Saint-Priest (69)
JACQUET Finland OY	distribution et découpe de tôles	FI Hyvinkää	FI Hyvinkää FR Saint-Priest (69) SE Hjo
JACQUET Metallservice GmbH	distribution de tôles et de pièces découpées	AT Pinsdorf	PL Katowice FR Saint-Priest (69)
JACQUET Iberica SA	distribution et découpe de tôles	ES Saragoza	ES Saragoza FR Saint-Priest (69)
JACQUET Nova Srl	distribution et découpe de tôles	IT Nova Milanese	IT Nova Milanese FR Saint-Priest (69)
JACQUET Sverige AB	distribution et découpe de tôles	SE Hjo	SE Hjo FR Saint-Priest (69)
JACQUET Norge AS	distribution de tôles et de pièces découpées	NO Bergen	SE Hjo FR Saint-Priest (69)
JACQUET Danmark ApS	distribution de tôles et de pièces découpées	DK Odder	SE Hjo FR Saint-Priest
JACQUET s.r.o	distribution de tôles et de pièces découpées	CZ Praha	PL Katowice FR Saint-Priest (69)
JACQUET Magyarorszag Kft	distribution de tôles et de pièces découpées	HU Budapest	PL Katowice FR Saint-Priest (69)
QUARTO Nordic AB	distribution de tôles	SE Malmö	SE Hjo FI Hyvinkää
QUARTO Europe SASU	distribution de tôles	FR Saint-Priest (69)	FR Saint-Priest (69) SI Jesenice
JACQUET Shanghai Special Alloy Processing CO. Ltd	distribution et découpe de tôles	CN Shanghai	CN Shanghai FR Saint-Priest (69)
JACQUET Mid Atlantic Inc.	distribution et découpe de tôles	US Philadelphia	US Philadelphia FR Saint-Priest (69)
JACQUET Houston Inc.	distribution et découpe de tôles	US Houston	US Philadelphia

1.5 / les achats

En 2006, les achats du Groupe s'élèvent à 174 millions d'euros répartis de la manière suivante :

Fournisseurs en M€	2006	2005	2004
Achats d'aciers inoxydables et alliages de nickel	157	118	93
Achats de fournitures industrielles et prestations associées	3	3	2
Transports sur achats et ventes	6	5	4
Prestations de services et honoraires	8	7	7
Total	174	133	106

Etre premier acheteur mondial de tôles inox QUARTO (47 000 tonnes en 2006) permet à JACQUET Metals d'occuper une place de premier ordre auprès de la plupart de ses fournisseurs :

- en inox, le Groupe s'approvisionne auprès de sociétés comme ARCELOR MITTAL, OUTOKUMPU, ACRONI, ACERINOX, COLOMBUS, NAS, DAEKYUNG, TISCO.
- en alliages de nickel, le Groupe s'approvisionne principalement auprès de THYSSEN KRUPP VDM et bénéficie d'un contrat d'exclusivité pour le marché français.

Le Groupe ne dépend pas d'un fournisseur particulier et n'a recours que de façon occasionnelle à la sous-traitance.

1.6 / la concurrence

JACQUET Metals et ses filiales détiennent plus de 50 % de parts de marché en Suisse, en Belgique et en France.

1.6.1 / la concurrence en tôles découpées

La concurrence en France :

- les intégrés :
 - THYSSEN : 10 % du marché français.
 - PUM (Groupe ARCELOR MITTAL) : 8 % du marché français.
- les indépendants :
 - de nombreuses petites sociétés, dont certaines sont spécialisées dans l'acier carbone, commercialisent ponctuellement de l'inox. Ensemble, elles représentent 10 % du marché français.

La concurrence en Europe :

JACQUET Metals représente environ 13 % du marché européen. Les principaux concurrents du Groupe sont de deux types :

- des départements intégrés de grands Groupes sidérurgiques européens. Ces derniers sont présents dans plusieurs pays :
 - OUTOKUMPU dispose d'implantations en Finlande, Suède, Allemagne, Angleterre, Belgique, Hollande et Italie.
 - THYSSEN SCHULTE dispose d'implantations de découpe en France et en Italie et est étroitement lié au Groupe sidérurgique allemand THYSSEN KRUPP STAHL.
- des sociétés de type familial implantées sur un seul pays avec un chiffre d'affaires compris entre 5 et 30 millions d'euros ; par exemple ROSTFREI STAHL ou NIRO WENDEN en Allemagne, GRIF-FON & ROMANO ou CSAI en Italie, METALS UK en Angleterre, TIBNOR en Suède.



renseignements concernant l'activité de la société

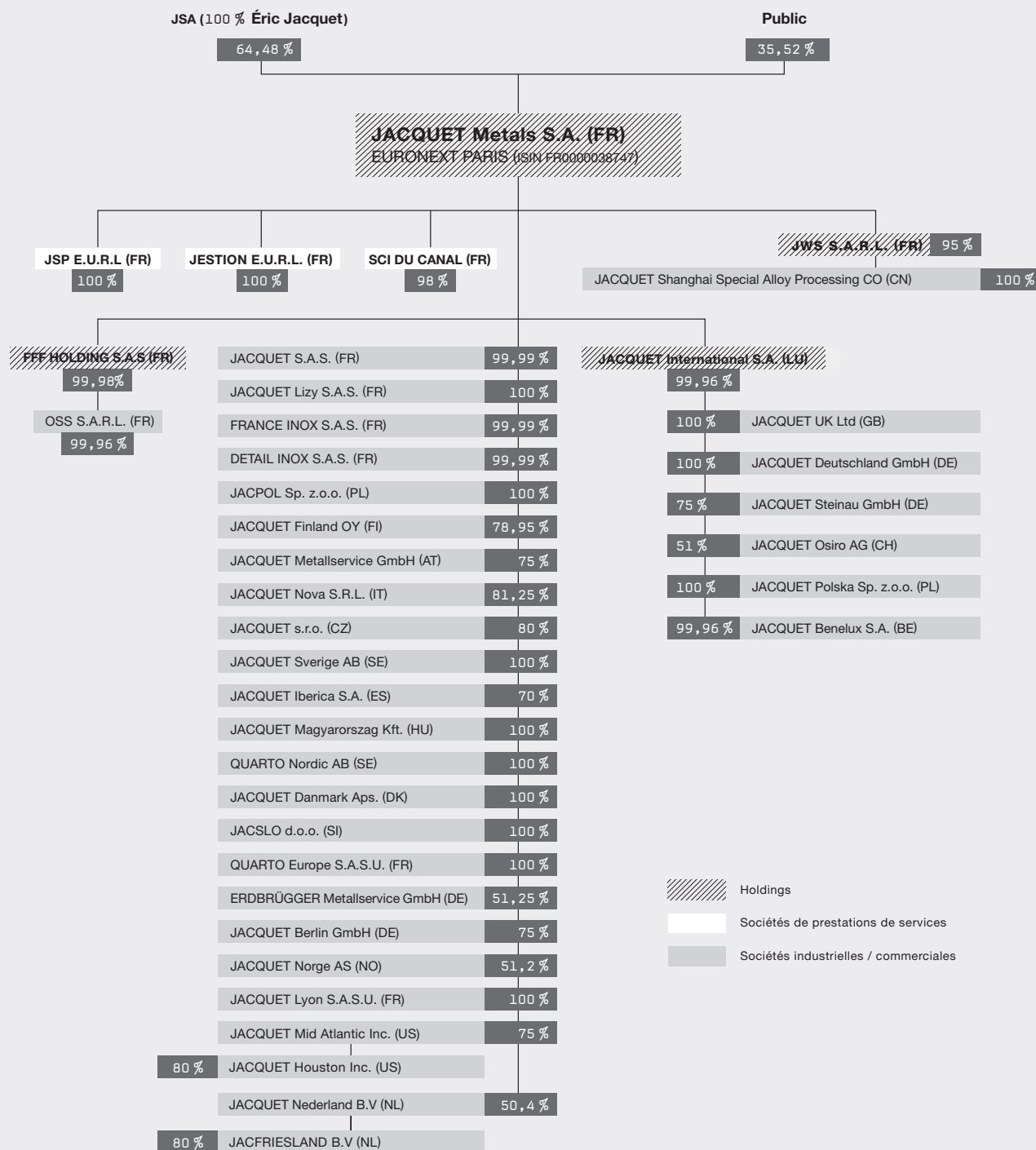
1.6.2 / la concurrence en négoce

Les concurrents directs des sociétés «QUARTO» sont :

- les producteurs d'inox qui disposent de leur propre réseau de distribution intégré, tels que ACE-RINOX, OUTOKUMPU et DAEKYUNG
- des sociétés indépendantes des producteurs telles NICHELCROM en Italie, THYSSENSCHULTE et SALZGITTER en Allemagne. La disponibilité des produits, donc des stocks, étant un facteur clé dans cette activité, les concurrents directs des filiales QUARTO sont peu nombreux.

2 / l'organisation du groupe

2.1 / l'organigramme juridique du Groupe au 31 décembre 2006

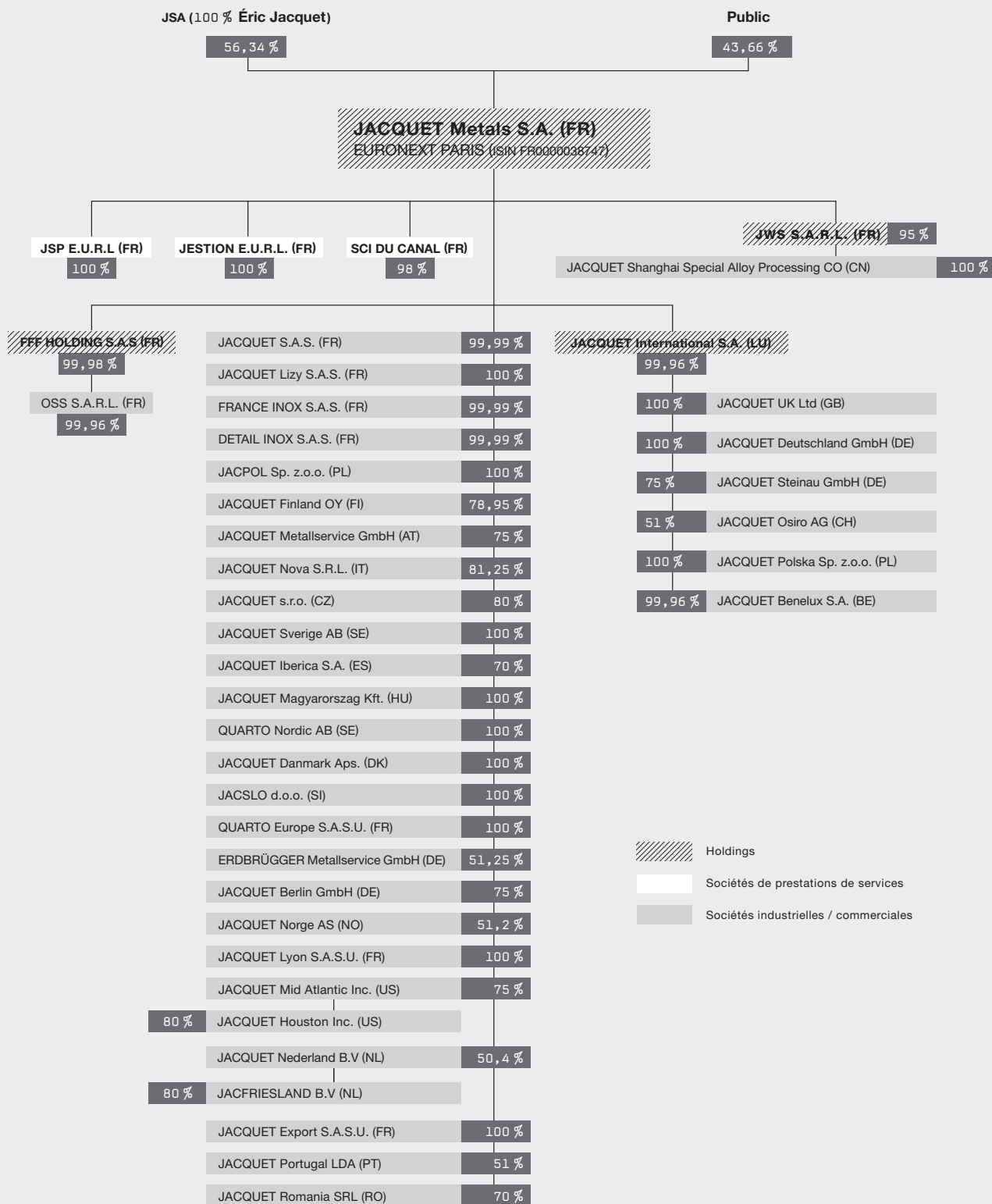




renseignements concernant l'activité de la société

2.2 / l'organigramme juridique du Groupe au 25 avril 2007

12



2.3 / flux intragroupe

La facturation intragroupe a évolué comme suit au cours des trois derniers exercices :

Décomposition du chiffre d'affaires 2006 en K€	Intragroupe	Hors Groupe	Total
Mère / filiales	5 730	40	5 770
Filiales / filiales	117 992	247 470	365 462
Total	123 722	247 510	371 232
Décomposition du chiffre d'affaires 2005 en K€	Intragroupe	Hors Groupe	Total
Mère / filiales	3 669	41	3 710
Filiales / filiales	67 585	172 290	239 875
Total	71 254	172 331	243 585
Décomposition du chiffre d'affaires 2004 en K€	Intragroupe	Hors Groupe	Total
Mère / filiales	3 040	18	3 058
Filiales / filiales	39 826	140 552	180 378
Total	42 866	140 570	183 436

La facturation de la société mère JACQUET Metals à ses filiales est constituée essentiellement de prestations de service. Les facturations entre filiales correspondent à des ventes de tôles et de pièces découpées et des prestations de service.

L'augmentation importante des facturations entre 2006 et 2005 est principalement due à la montée en puissance des sociétés JACSLO et JACFRIESLAND, à l'augmentation de l'activité de JACQUET SAS ainsi qu'à la montée du prix des matières premières.

Des prestations de service sont facturées par la société JACQUET International aux filiales qu'elle détient. Cette société a pour unique activité la gestion d'une partie des filiales étrangères du Groupe.

2.4 / relations mère-filiales

JACQUET Metals n'est pas uniquement une société Holding, mais assure également une activité de prestataire de service pour le compte de ses filiales, visant à optimiser leurs coûts en leur faisant bénéficier d'avantages économiques. Le chiffre d'affaires de JACQUET Metals est ainsi constitué principalement de prestations de direction et de prestations informatiques, facturées directement ou indirectement à toutes les filiales du Groupe, selon des critères identiques.

Le Groupe contrôle des filiales présentant des intérêts minoritaires. Il s'agit des sociétés suivantes : JACQUET Finland OY, JACQUET Metallservice GmbH, JACQUET Nova S.r.l., JACQUET Osiro AG, JACQUET Nederland BV, JACFRIESLAND BV, JACQUET Steinau GmbH, JACQUET Berlin GmbH, JACQUET s.r.o, JACQUET Iberica SA, ERDBRÜGGER Metallservice GmbH, JACQUET Norge AS, JACQUET Shanghai, JACQUET Mid Atlantic Inc. et JACQUET Houston Inc. Les pourcentages de détention sont indiqués au paragraphe 2.1 et 2.2.

Les valeurs en consolidation de ces filiales s'analysent comme suit :

Valeurs en consolidation en K€	Filiales détenues avec un actionnaire minoritaire	Filiales détenues sans associé	Société cotée	Total consolidé
Actif immobilisé net (y compris écarts d'acquisition)	10 443	15 015	905	26 362
Dettes financières	9 148	13 064	14 738	36 949
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 606	17 566	14 984	40 156
Dividendes versés en 2006 à la société cotée	-	-	6 008	-



renseignements concernant l'activité de la société

14

Des pactes d'actionnaires existent entre JACQUET Metals et les filiales suivantes : JACQUET Finland OY, JACQUET Metallservice GmbH, JACQUET Nova S.r.l, JACQUET Osiro AG, JACQUET Nederland BV, JACQUET Steinau GmbH, ERDBRÜGGER Metallservice GmbH, JACQUET Norge SA, JACQUET Berlin GmbH, JACQUET Iberica SA, JACFRIESLAND BV, JACQUET s.r.o et JACQUET Mid Atlantic Inc. Ces pactes visent à arbitrer les intérêts des parties en cas de volonté de désengagement ou de conflit. Ces pactes ne traitent en aucune manière de modalités touchant à la vente ou à l'achat d'actions de la société JACQUET Metals.

3 / les moyens de production

3.1 / description de l'outil de production

3.1.1 / le parc machines

Le parc machines appartient en pleine propriété au Groupe, à l'exception de matériels financés en location financement pour un montant de 2 264 K€ au 31 décembre 2006. La durée d'utilité moyenne du parc machines est de l'ordre de 10 ans. Les capacités de découpe sont comprises entre 1 mm et 300 mm d'épaisseur de tôles.

3.1.2 / l'immobilier au 31 décembre 2006

	Occupant Locataire /Propriétaire	Superficie Terrain/Bâtiments		Renouvellement du bail	Loyer annuel HT en K€
JACQUET Metals (Saint-Priest)	•	35 305 m ²	8 969 m ²	31.12.2011	335
JACQUET Lizy ¹	•	10 000 m ²	2 639 m ²	–	–
FRANCE INOX	•	7 870 m ²	2 500 m ²	31.12.2011	92
OSS	•	10 000 m ²	2 000 m ²	–	–
DETAIL INOX	•	1 600 m ²	3 490 m ²	30.09.2008	63
JACQUET Benelux	•	10 000 m ²	2 500 m ²	–	–
JACQUET UK	•	17 000 m ²	2 000 m ²	–	–
JACQUET Steinau	•	6 500 m ²	900 m ²	–	–
JACPOL	•	12 214 m ²	3 941 m ²	–	–
JACQUET Osiro	•	940 m ²	700 m ²	01.12.2007	90
JACQUET Finland	•	25 397 m ²	2 340 m ²	–	–
JACQUET Nova	•	3 500 m ²	880 m ²	31.12.2007	83
JACQUET Sverige	•	12 483 m ²	1 957 m ²	–	–
JACFRIESLAND	•	5 973 m ²	1 600 m ²	–	–
JACQUET Shanghai	•	20 300 m ²	4 740 m ²	–	–
JACQUET Iberica	•	10 000 m ²	–	–	–
JACQUET Mid Atlantic	•		5 030 m ²	30.06.2009	58
JACSLO	•	5 663 m ²	247 m ²	–	–

¹ JACQUET Lizy loue l'immobilier du site de Lizy à la SCI du Canal appartenant à JACQUET Metals.

3.1.3 / actifs appartenant directement ou indirectement au dirigeant et exploités dans le cadre de l'activité du Groupe

Actifs	Sites concernés	Loyers HT 2006 en K€	Locataires
JERIC SARL	Saint Priest (69)	335	JACQUET Metals
	Villepinte (93)	92	FRANCE INOX
SCI Rogna Boue	Grésy-sur-Aix (73)	63	DETAIL INOX

3.2 / agréments et certifications du Groupe

Société	Certification ISO 9001	Organisme certificateur	Date de reconduction
JACQUET SAS (Saint-Priest)	oui	TÜV-CERT (Saarland)	05.2007
JACQUET Lizy	oui	TÜV-CERT (Saarland)	09.2009
OSS	oui	TÜV-CERT (Rheinland)	01.2009
JACQUET Benelux	oui	TÜV-CERT (Saarland)	09.2009
JACQUET Sverige	oui	DNV	06.2009

3.3 / les marques

Le Groupe est propriétaire de l'ensemble des marques nécessaires à son exploitation.

3.4 / ressources humaines

La répartition du personnel par catégorie s'analyse comme suit :

Effectif moyen	2006	2005	2004
Cadres	54	51	48
Employés	150	141	141
Ouvriers	136	139	146
Total	340	331	335

Le taux de départ dans l'entreprise hors éléments non récurrents est faible. Il est inférieur à 10 % par an sur les 3 dernières années.

Le salaire moyen brut a évolué de la manière suivante sur les 3 dernières années :

en K€ / an	2006	2005	2004
Salaire moyen	39	34	32



renseignements concernant l'activité de la société

4 / les risques et autres éléments

4.1 / risques généraux

En matière de risques juridiques, industriels et environnementaux, le Groupe JACQUET Metals – de part la nature même de son métier de distribution et de découpe d'aciers inoxydables – n'est pas exposé à des litiges ou des différends susceptibles d'avoir une incidence significative sur sa situation financière, son activité, son résultat ou son patrimoine. L'ensemble des filiales du Groupe dispose d'une couverture adaptée à l'activité, à travers des polices d'assurance couvrant l'ensemble des risques. Par ailleurs, JACQUET Metals n'a pas recours à des opérations financières complexes et n'encourt donc aucun risque significatif de marché. A la connaissance de ses dirigeants, JACQUET Metals n'est pas exposé à d'autres risques, notamment en matière sociale, susceptibles d'avoir une incidence significative sur sa situation financière.

16

4.2 / risques sur approvisionnement

La nature même de l'activité de JACQUET Metals lui permet de ne dépendre d'aucun contrat d'approvisionnement particulier. Cette orientation se traduit par une politique d'achat diversifiée, et un processus de sélection rigoureux, qui veille notamment à éviter une situation de dépendance vis à vis d'un ou plusieurs fournisseurs.

4.3 / risques sur l'évolution du cours des matières premières

L'acier inoxydable et les alliages de nickel comprennent une part de nickel estimée entre 10 et 100 % suivant la référence. Le nickel est un métal spéculatif dont les cours exprimés en USD varient de manière significative. La politique commerciale du Groupe vise à répercuter systématiquement à la hausse comme à la baisse toutes les variations de prix d'achat sur les prix de vente. Il n'existe aucune position financière à caractère spéculatif visant à couvrir le Groupe contre une évolution des index Nickel et USD.

4.4 / risques de change

Sauf exception, les achats de matières premières du Groupe en France et à l'étranger sont réalisés en euros. L'exposition au risque de change concerne principalement les filiales anglaise, suédoises, suisse, slovène, polonaises, américaines et chinoise pour la partie des achats engagés en euro, les autres flux étant exprimés dans la monnaie fonctionnelle de chacune des filiales. JACQUET Metals, société mère du Groupe, est également exposée au risque de change, des avances de trésorerie étant consenties aux filiales hors zone euro en monnaie locale. Pour limiter les effets du risque de change au niveau du Groupe, les emprunts moyen terme et les opérations de location financement contractés par les entités hors zone euro ont été souscrits en monnaie locale.

La direction financière du Groupe analyse mensuellement les positions de change, devise par devise et filiale par filiale, puis définit et met en place les couvertures nécessaires. L'instrument de couverture utilisé étant le plus souvent l'achat ou la vente à terme de devises. Au 31 décembre 2006, les positions de change du Groupe en GBP, SEK, CHF, DKK, NOK, HUF sont couvertes à 100 %. Les financements en USD consentis par JACQUET Metals aux filiales américaines et chinoise sont couverts au moyen d'un découvert à hauteur de 89 %.

Au 31 décembre 2006, la filiale JACQUET Shanghai dispose d'un passif net non couvert de 1 271 KUSD.

4.5 / risques de taux

Au 31 décembre 2006, la dette à taux variable du Groupe est couverte par un CAP de taux à hauteur de 44 %. L'impact d'une augmentation d'un point des taux d'intérêts entraînerait une charge financière supplémentaire d'environ 120 K€.

4.6 / risques actions

Au 31 décembre 2006, la trésorerie de JACQUET Metals est constituée pour environ 55 % de valeurs mobilières de placement, principalement investies en SICAV et Certificats de Dépôt Négociables. Les autres titres détenus ont une valeur nette comptable de 193 K€ équivalente à leur valeur de marché. Une variation à la baisse de 10 % du cours de ces titres serait sans incidence significative sur la situation financière du Groupe.

4.7 / risques de liquidités

Au 31 décembre 2006, le Groupe dispose d'une trésorerie nette positive faisant ressortir un gearing (ratio endettement net/capitaux propres) de -4 %. Le Groupe est en mesure de faire face à ses obligations de remboursement de dettes à court terme et à la capacité de mobiliser des ressources financières supplémentaires. JACQUET Metals dispose d'environ 18 millions d'euros de lignes de crédit confirmées dont 9 millions non utilisées au 31 décembre 2006.

Il existe des clauses d'exigibilité anticipée de remboursement des emprunts sous forme de covenant bancaire basé sur un endettement financier Groupe net de trésorerie exprimé par rapport aux capitaux propres consolidés, devant être inférieur à 1. Comme l'indique le tableau ci-dessous, trois sociétés sont concernées par cette clause au 31 décembre 2006, mais sans que celle-ci ne soit applicable :

en K€	Capital restant dû au 31.12.2006
JACQUET UK	756
JACQUET International	346
JACQUET Finland	400
Total	1 502

4.8 / risques informatiques

Le Groupe procédera en 2007 à la mise en place d'un système de sauvegarde des données et des applications informatiques dans un site décentralisé autre que celui de Saint Priest, et capable d'assurer la sécurité des systèmes suite à des pannes graves ou des destructions accidentelles.

4.9 / risques pays

Le Groupe réalise près de 85 % de ses ventes hors de France et ce majoritairement en Europe, l'Asie représentant aujourd'hui moins de 3 % des ventes à l'export. Le Groupe est installé principalement dans des pays membres de l'Union Européenne ou considérés comme politiquement très stables. Par ailleurs, l'ensemble des créances clients est assuré auprès de plusieurs compagnies d'assurance garantissant ainsi le recouvrement de celles-ci. Le risque pays est donc considéré comme très faible.



renseignements concernant l'activité de la société

4.10 / autres éléments

4.10.1 / assurances

La politique d'assurance du Groupe vise à couvrir sans limitation ni plafond les deux principaux facteurs de risque à savoir :

- la responsabilité civile par la couverture des risques et dommages indirects issus de l'utilisation ou de la mise en œuvre des produits JACQUET Metals.
- l'incendie et la perte d'exploitation par la couverture des dommages aux matériels et bâtiments consécutifs à un sinistre et l'indemnisation de la perte d'exploitation qui en résulte.

Les polices d'assurance sont souscrites pays par pays et société par société auprès de plusieurs compagnies d'assurances. La direction s'assure de manière régulière par la revue des contrats des niveaux de franchise de manière à limiter les risques à un niveau inférieur à 10 000 euros. Le montant des primes d'assurance payé par le Groupe en 2006 s'élève à 372 K€, contre 422 K€ en 2005 et s'analyse comme suit :

Type assurance	2006	2005	2004
Responsabilité civile	82	67	55
Multirisques	155	188	197
Flotte véhicules	80	95	116
Divers	55	72	56
Total	372	422	424

La diminution des primes payées sur l'exercice 2006 résulte de la cession de la société 3F et de la renégociation de certains contrats en France, notamment ceux de la flotte de véhicules.

4.10.2 / faits exceptionnels et litiges

Un contentieux fiscal portant sur les exercices 1993 et 1994 et concernant JACQUET SAS est en cours devant le Tribunal Administratif de Lyon. Le redressement contesté et non comptabilisé s'élève à 200 K€. Le Groupe estime très faible la probabilité d'être redressé d'où l'absence de provision. A la connaissance de la société, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir ou ayant dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société et du Groupe.

5 / historique

- 1962** – Création à Lyon par Michel Jacquet, père de l'actuel dirigeant, des Établissements JACQUET dont la spécialité est le découpage à façon des métaux.
- 1977** – Ouverture à Lizy-sur-Ourcq (77) d'un deuxième site de parachèvement.
- 1986** – Apport par Michel Jacquet des fonds de commerce Saint-Priest et Lizy à JACQUET SA.
- 1988** – Création en Allemagne d'une filiale commerciale, JACQUET Deutschland.
 - Acquisition de FFF (Fabrication Française de Fonds) et de ses filiales, FORME et OSS (Oxycoupage Sciage Service).
- 1991** – Création d'une joint-venture en Espagne (JACQUET Iberica), devenue filiale à 70 % en 1993.
 - Création de JACQUET Benelux, centre de service.
- 1993** – Le 23 décembre 1993, Éric Jacquet devient actionnaire majoritaire (51%) de JACQUET SA qui est alors la société-mère du Groupe.
- 1994** – Création de JACQUET Industries, détenue à 100 % par Éric Jacquet.
 - Rachat par JACQUET Industries des 49 % encore détenus par Michel Jacquet dans JACQUET SA.
- 1997** – Création de JACQUET Nederland.
 - Rachat de FFF et de ses filiales par JACQUET Industries.
 - 23 octobre : entrée de JACQUET Industries au Second Marché de la Bourse de Paris. Le public détient 15 % du capital.
- 1998** – Création de JACQUET UK (Angleterre), centre de service.
 - Création de JACPOL (Pologne), centre de service.
 - Création de JACQUET Polska (Pologne), filiale commerciale.
 - Reprise des actifs de BEYER devenant JACQUET Steinau (Allemagne).
 - Rachat des 90 % du capital de FRANCE INOX détenus par des tiers.
- 1999** – Cession de l'activité aluminium (département intégré de JACQUET SA).
 - Prise de participation (51 %) dans JACQUET Osiro (Suisse). Les 49 % restant sont détenus par FA (Flanschenfabrik Angeinstein GmbH).
- 2000** – Création de JACQUET Finland (Finlande), centre de service.
 - Création d'une filiale commerciale en Autriche, JACQUET Metallservice.
- 2001** – Création de 3F et apport de l'activité industrielle et commerciale de FFF à 3F.
 - Création de JACQUET Nova en Italie, centre de service.
- 2002** – Acquisition de la société SVETSPRODUKTER-JACQUET (Suède) en janvier, devenue par la suite JACQUET Sverige (centre de service).
 - Acquisition de la société DETAIL INOX (France) en avril.
- 2003** – Création d'une filiale commerciale en République Tchèque, JACQUET s.r.o
 - Transformation du bureau de vente de Budapest en filiale commerciale, JACQUET Magyarorszag.
 - Création de QUARTO Nordic en Suède : plateforme de stockage et de distribution de tôles inox.
 - Création de JACQUET Danmark, filiale commerciale.
- 2004** – Création d'un centre de service aux Pays-Bas, JACFRIESLAND, dédié à la découpe laser.
 - Rachat par JACQUET Industries de 40 % des parts de JACQUET Danmark.
 - Création de JACSLO en Slovaquie.
 - Prise de participation à hauteur de 51 % dans ERDBRÜGGER METALLSERVICE en Allemagne.
 - Création de JACQUET Shanghai Special Alloy Processing en Chine, centre de service.
 - Création de QUARTO Europe à Lyon : plateforme de stockage et de distribution de tôles inox.
 - Cession de la société FORME.
- 2005** – Création d'une nouvelle filiale commerciale en Allemagne, JACQUET Berlin.
 - Création d'une filiale commerciale en Norvège, JACQUET Norge.
 - Ouverture d'un bureau commercial à Gdansk (Pologne)
- 2006** – Création de JACQUET Mid Atlantic (USA), centre de service.
 - Création de JACQUET Houston (USA), centre de service.
 - JACQUET Industries devient JACQUET Metals.
 - Création de JACQUET Lyon, filiale commerciale.
 - Cession de la société 3F.
- 2007** – Création de JACQUET Portugal, filiale commerciale.
 - Création de JACQUET Romania, centre de service.
 - Création de JACQUET Export, filiale commerciale.



renseignements concernant l'activité de la société

6 / administration et direction

6.1 / conseil d'administration

Il est composé des membres suivants :

Nom	Fonction	Date de nomination	Échéance
Éric Jacquet	Président	23.06.2003	2009
Michel Perrin	Administrateur	23.06.2003	2009
Jean Révérand	Administrateur	23.06.2003	2009

20

La liste des mandats exercés par les administrateurs dans et en dehors du Groupe est communiquée en point 12 du rapport du Conseil d'Administration sur la gestion du Groupe et l'activité de la société page 52.

6.2 / équipes de direction

Elles se répartissent comme suit :

6.2.1 / directions opérationnelles

Éric Jacquet	Président Directeur Général
Philippe Goczol	Directeur Général
Joël Schneeweis	Directeur d'exploitation
François Bujadoux	Directeur d'exploitation

6.2.2 / directions fonctionnelles

Thierry Philippe	Directeur financier
Patrick Guien	Directeur informatique
Jean Révérand	Responsable logistique et achats
Patrick Vaucher	Responsable assurance qualité

6.2.3 / directions opérationnelles des filiales

William Casson	JACQUET Lizy
Philippe Pourre	FRANCE INOX
Pascale Frenoy	OSS
Patrick Neris	DETAIL INOX
Christian Chazel	JACQUET Lyon
Philippe Goczol	JACSLO
Daniel Gaspard	JACQUET Benelux
Keith Bonnington	JACQUET UK
Klaus Bökels	JACQUET Deutschland
Rüdiger Beyer	JACQUET Steinau
Cezary Zurada	JACQUET Polska / JACPOL
Lester De Jong / Ron Kras	JACQUET Nederland
Renze De Graaf	JACFRIESLAND
Jean-Luc Vogt	JACQUET Osiro
Ilkka Jauhiainen	JACQUET Finland
Günter Räjnoch	JACQUET Metallservice
Alfonso Abad Olalla	JACQUET Iberica

Daniel Lopez	JACQUET Iberica
Enrico Pessi	JACQUET Nova
Hans Mattsson	JACQUET Sverige
Jozsef Hopfer	JACQUET Magyarország
Ivan Burda	JACQUET s.r.o.
Per Hammarsten	QUARTO Nordic
Monika Erdbrügger	ERDBRÜGGER Metallservice
Shiqiang Wu	JACQUET Shanghai Special Alloy Processing
Gérard Pierson	QUARTO Europe
Dominik Misselhorn	JACQUET Berlin
Cato Salbu	JACQUET Norge
Terry Engle	JACQUET Mid Atlantic
Matt Budzisz	JACQUET Houston
José Alberto	JACQUET Portugal
Ion Baraitaru	JACQUET Romania

6.3 / fonctionnement des organes de direction

Le fonctionnement des organes de direction et les règles relatives au gouvernement d'entreprise sont détaillés dans le rapport du Président sur les conditions de préparation des travaux du Conseil d'Administration et les procédures de contrôle interne.

6.4 / conventions

Les conventions faisant l'objet d'une procédure réglementée sont données dans le rapport spécial des Commissaires aux Comptes. Aucune convention et aucun prêt n'a été conclu entre JACQUET Metals et ses administrateurs et actionnaires.

7 / évolution récente

Les communiqués de presse des 29 mars 2007 et 11 avril 2007 parus depuis la clôture de l'exercice 2006 sont rappelés ci-dessous :

7.1 / résultats 2006

Le Conseil d'Administration, réuni le 28 mars 2007, a arrêté les comptes consolidés de l'exercice 2006 établis selon les normes IFRS et dont les chiffres se présentent comme suit :

en millions d'euros	31.12.2006	31.12.2005
Chiffre d'affaires	247,5	172,3
Résultat opérationnel courant	51,1	19,1
Résultat opérationnel	52,0	18,9
Résultat net consolidé	35,3	12,7
Résultat net - Part du groupe	32,4	11,3



renseignements concernant l'activité de la société

22

activité et résultats

L'augmentation du chiffre d'affaires et des résultats résulte des excellentes conditions de marché rencontrées en 2006 et de l'accroissement des volumes distribués par le Groupe. Les nouveaux centres de service de Shanghai et de Philadelphie, qui ont démarré leur activité en 2006, n'ont pas encore contribué de manière significative à cette performance. Le Résultat Net Part du Groupe représente 13,1 % du chiffre d'affaires.

dividende

Le Conseil d'Administration proposera à la prochaine Assemblée Générale le versement d'un dividende de 2,70 euros par action, mis en paiement début juillet 2007.

perspectives 2007 / 2008

Dans une conjoncture toujours très porteuse, le Groupe entend poursuivre son développement à l'international avec l'ouverture d'une dizaine de nouvelles implantations logistiques en Europe, en Amérique et en Asie. Après le démarrage de l'activité du site de Houston en mars, d'autres projets aboutiront prochainement avec le doublement des capacités des centres de service belge et italien.

7.2 / chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre 2007

en millions d'euros	T1 2007	T1 2006	Variation
Export	75,1	44,6	68 %
France	14,0	11,3	24 %
Total	89,1	55,9	59 %

Le chiffre d'affaires du 1^{er} trimestre 2007 affiche un nouveau record à 89,1 millions d'euros dont 84 % réalisés à l'international. Les filiales JACQUET Mid Atlantic (Etats-Unis) et JACQUET Shanghai (Chine) contribuent désormais à l'activité du Groupe. Dans une conjoncture toujours très porteuse, les ouvertures de centres de service prévues en Europe, aux Etats-Unis et en Asie en 2007 et 2008 devraient accroître les volumes distribués par le Groupe.

renseignements généraux

24

1 / renseignements concernant JACQUET Metals

Dénomination sociale

JACQUET Metals

Siège social

Rue Michel Jacquet – BP 61 – F-69802 SAINT-PRIEST Cedex

Date de création

14 mars 1994

Durée

La société a une durée de vie qui expire le 13 avril 2093, soit 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

Immatriculation

La société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro B 394 672 166. Son code APE est 741J, correspondant à l'activité : Administration d'entreprises.

Forme juridique

Société Anonyme

Lieu où peuvent être consultés les documents et renseignements relatifs à la société

Les statuts, comptes et rapports, procès-verbaux d'Assemblées Générales qui en application de la législation sur les sociétés commerciales sont mis à disposition des actionnaires et du public, peuvent être consultés au siège social de la société.

Objet social (article 2 des statuts)

La société a pour objet :

- l'achat, la revente, la fabrication, le négoce, tant en France qu'à l'étranger, pour elle-même et/ou pour le compte de tiers, de tous produits métallurgiques,
- la fabrication de pièces découpées à usage industriel en tous alliages, notamment aciers inoxydables et alliages de nickel,
- la définition de la stratégie du Groupe, tant en France qu'à l'étranger,
- l'animation de l'ensemble de ses filiales notamment aux niveaux industriel, financier, logistique et informatique,
- la création, l'acquisition, l'exploitation, la vente, la prise ou la dation à bail de tous établissements industriels ou commerciaux se rattachant à cet objet,
- l'acquisition par voie d'achat, d'apport, de souscription au capital, l'administration, la gestion de toutes parts ou actions de sociétés civiles, de sociétés à responsabilité limitée, ou sociétés anonymes, ainsi que de toutes valeurs mobilières dans le cadre de la gestion d'un portefeuille, la prise de participation dans toutes sociétés quel que soit son objet et sa forme,
- et généralement toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet social et à tous objets similaires ou connexes, ou susceptibles d'en faciliter l'application et le développement, le tout tant pour elle-même que pour le compte de tiers ou en participation sous quelque forme que ce soit.

Exercice social (article 5 des statuts)

Du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

Assemblées Générales (articles 30 à 32 des statuts)

Les Assemblées Générales sont convoquées dans les conditions fixées par la loi. Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation. Tout actionnaire a le droit de participer aux Assemblées sur justification de son identité et de l'inscription de ses actions dans les comptes de la société. La compétence des Assemblées ordinaires, extraordinaires ou spéciales est celle prévue par la loi.

Pour les actionnaires dont les actions sont détenues sous la forme nominative, le droit de participer aux Assemblées Générales est subordonné à l'inscription de l'actionnaire sur les registres de la société. Le délai au cours duquel cette formalité est accomplie expire cinq jours avant la date de la réunion de l'Assemblée.

Pour les actionnaires dont les actions sont détenues sous la forme au porteur, le droit de participer aux Assemblées est subordonné au dépôt, trois jours au moins avant la date de la réunion de l'Assemblée Générale, et au lieu indiqué dans l'avis de convocation et l'avis de réunion paru au BALO, d'un certificat établi par l'intermédiaire chargé de la tenue du compte de l'actionnaire et constatant l'indisponibilité jusqu'à la date de l'Assemblée, des actions inscrites dans ce compte.

Répartition des bénéfices (article 40 des statuts)

Le compte de résultat, qui récapitule les produits et les charges de l'exercice, fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice de l'exercice. Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fond de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fond de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice disponible est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

L'Assemblée Générale a la faculté de reporter à nouveau ce bénéfice ou de l'affecter en totalité ou en partie à la dotation de tous fonds de réserve. Elle peut également prélever sur ce bénéfice un dividende réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux. En outre, l'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle. Dans ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque l'actif net est ou deviendrait à la suite de celle-ci inférieur au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Paiement du dividende (article 41 des statuts)

L'Assemblée Générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Droits attachés aux actions (articles 7 et 14 des statuts)

Toutes les actions sont de même catégorie et bénéficient des mêmes droits, tant dans la répartition des bénéfices que dans le boni de liquidation.



Droits de vote et droits de vote doubles (article 14 des statuts)

Lors du vote aux Assemblées, chaque action donne droit à une voix. L'Assemblée Générale en date du 18 septembre 1997 a instauré un droit de vote double bénéficiant à toute action détenue nominativement par un même actionnaire depuis au moins deux ans à compter du 18 septembre 1997.

En cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes d'émission, ce droit de vote double sera conféré, dès leur émission, aux actions nominatives, attribuées gratuitement à un actionnaire de la société à raison d'actions anciennes pour lesquelles ce dernier bénéficierait déjà de ce droit.

Le transfert par quelque moyen dans quelque condition que ce soit ainsi que la conversion de l'action au porteur mettra fin de plein droit au droit de vote double qui s'y rattache, hors les cas visés à l'article L225-124 du code de commerce.

Franchissement de seuil

Les statuts ne prévoient aucune disposition particulière. Les seuils de déclaration sont les seuils légaux. Les franchissements, à la hausse ou à la baisse des seuils prévus par la loi, doivent être déclarés par tout actionnaire auprès de l'Autorité des Marchés Financiers, selon les dispositions légales en vigueur. L'absence de déclaration entraîne l'application des dispositions légales en vigueur.

2 / renseignements concernant le capital social

Capital social

Le capital social de la société est de 7 500 000 euros divisé en 2 090 000 actions sans expression de leur valeur nominale.

Négociabilité des actions – Place de cotation (article 12 des statuts)

Toutes les actions sont librement cessibles et cotées sur l'eurolist d'EURONEXT Paris depuis le 23 octobre 1997.

Forme et mode d'inscription en compte des actions (article 11 des statuts)

Après l'introduction en Bourse, et conformément aux dispositions de l'article 94-II de la loi n°81-1160 du 30 décembre 1980 (loi de finance pour 1982) et du décret 83-359 du 2 mai 1983 relatif aux régimes des valeurs mobilières, les droits des titulaires sont représentés par une inscription en compte à leur nom :

- s'agissant des actions nominatives, en compte nominatif pur auprès de la société ou en nominatif administré auprès d'un intermédiaire habilité,
- s'agissant de titres au porteur, chez l'intermédiaire de leur choix.

Lors de l'Assemblée Générale du 18 septembre 1997, l'article 11 des statuts de la société a été modifié afin que la société puisse demander à tout moment, dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, à EUROCLEAR, le nom ou, s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination, la nationalité et l'adresse des détenteurs de titres conférant, immédiatement ou à terme, le droit de vote dans ses propres Assemblées d'actionnaires ainsi que la quantité de titres détenus par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés. Les actions sont admises aux opérations EUROCLEAR.

Capital potentiel : Néant

Évolution du capital de JACQUET Metals

Date	Opération	Augmentation de capital en nominal en €	Prime d'émission ou d'apport en €	Nombre de titres émis	Montant cumulé en € (A)	en titres (B)	(A)/(B)
15.03.94	Création ¹	38 112	-	25 000	38 112	25 000	1,52
30.06.94	Apports en nature ²	2 652 613	-	1 740 000	2 690 725	1 765 000	1,52
23.10.97	Augmentation de capital en numéraire ³	495 459	3 319 577	325 000	3 186 184	2 090 000	1,52
01.06.01	Transformation du capital en euros ⁴	4 313 816	(3 319 577)	-	7 500 000	2 090 000	3,59

1 suivant Assemblée Constitutive du 15.03.94

2 suivant décision Assemblée Générale Extraordinaire du 30.06.94

3 suivant Assemblée Générale Mixte du 18.09.97

4 suivant Assemblée Générale Mixte du 01.06.01

Le montant du capital et le nombre de titres sont inchangés depuis juin 2001.

Répartition du capital et des droits de vote sur les trois derniers exercices

	Au 31.12.2006			Au 31.12.2005			Au 31.12.2004		
	Nombre d'actions	% capital	% droits de vote	Nombre d'actions	% capital	% droits de vote	Nombre d'actions	% capital	% droits de vote
JSA ³	1 347 600 ²	64,48	77,55	1 379 110 ¹	65,99	79,51	1 567 500 ¹	75	85,71
Public	742 400	35,52	22,45	710 890	34,01	20,49	522 500	25	14,29
Total	2 090 000	100	100	2 090 000	100	100	2 090 000	100	100

1 actions ayant un droit de vote double

2 dont 1 217 410 actions ayant un droit de vote double

3 JSA est une société anonyme de droit belge détenue par Éric Jacquet, immatriculée à Liège sous le n°162 301 RCS Liège-Belgique

Sur les trois derniers exercices, la répartition des actions dans le public s'analyse comme suit :

	Au 31.12.2006		Au 31.12.2005		Au 31.12.2004	
	Nombre d'actions	% capital	Nombre d'actions	% capital	Nombre d'actions	% capital
Actionnaires individuels	742 400	35,52	710 890	34,01	516 667	24,72
Actionnaires salariés ¹	-	-	-	-	851	0,04
Auto-détention	-	-	-	-	-	0,00
Auto-contrôle	-	-	-	-	4 982	0,24
Total	742 400	35,52	710 890	34,01	522 500	25,00

¹ salariés ayant acheté des actions JACQUET Metals à titre personnel



renseignements généraux

28

Le 7 août 1998, Monsieur Éric Jacquet a fait apport à la société JSA de 1 567 000 actions et autant de droits de vote de JACQUET Metals sur les 1 764 994 actions dont il était propriétaire. Cette opération n'a pas eu d'effet sur le contrôle final de JACQUET Metals, Monsieur Éric Jacquet détenant 99,99 % du capital et des droits de vote de JSA.

Les pourcentages en droits de vote ont fait l'objet d'une déclaration auprès de l'AMF le 16 avril 2007 qui fait état d'un capital composé de 2 090 000 actions et d'un nombre total de 3 267 418 droits de vote. Une déclaration mensuelle est effectuée chaque fois que les droits de vote et le nombre d'actions ont varié par rapport à ceux publiés antérieurement. Au 13 avril 2007, JSA détient 56,34 % du capital et 72,07 % des droits de vote.

A la connaissance de la société, il n'existe qu'un seul actionnaire détenant directement, indirectement ou de concert 5 % ou plus du capital ou des droits de vote :

— SIPAREX SMALL CAP VALUE a déclaré avoir franchi, le 21 février 2007, le seuil de 5 % du capital et détenir 111 000 actions JACQUET Metals représentant autant de droits de vote, soit 5,31 % du capital et 3,36 % des droits de vote.

— AMIRAL GESTION a déclaré avoir franchi le seuil de 5 % du capital à la hausse le 8 février 2007 puis à la baisse le 13 avril 2007.

Nantissement des actions : Aucune action de la société ne fait l'objet de nantissement ou de quelque garantie que ce soit.

Pacte d'actionnaires : Il n'existe pas de pacte d'actionnaires.

Titres non représentatifs du capital : Néant.

Obligations convertibles échangeables ou remboursables en titres donnant accès au capital : Néant.

Rachat par la société de ses actions

La société n'a procédé à aucun rachat de ses propres actions depuis son introduction en bourse et ne détient plus d'action en auto-contrôle.

3 / dividendes

Exercices ¹	Dividende net	Avoir fiscal	Dividende global
2006	2,70 €	- €	2,70 €
2005	1,35 €	- €	1,35 €
2004	1,00 €	- €	1,00 €
2003	0,10 €	0,05 €	0,15 €
2002	0,10 €	0,05 €	0,15 €

¹ exercice au titre duquel le dividende a été mis en paiement

4 / politique d'investissements

Investissements du Groupe (en K€)	Total	Dont corporels	Dont financiers
2006	6 334	5 908	426 ¹
2005	4 566	4 186	108 ²
2004	8 020	4 228	3 724 ³
2003	4 428	4 196	193
2002	7 963	4 921	2 983 ⁴

¹ création de JACQUET Mid Atlantic Inc. et JACQUET Lyon SASU

² création de JACQUET Norge AS et JACQUET Berlin GmbH

³ y compris les créations de JACQUET Shanghai Special Alloy Processing

Co.Ltd, JACSLO d.o.o, JACFRIESLAND BV, QUARTO Europe S.A.S.U

et la prise de participation dans ERDBRÜGGER Metallservice GmbH.

⁴ y compris acquisition des sociétés DETAIL INOX et JACQUET Sverige.

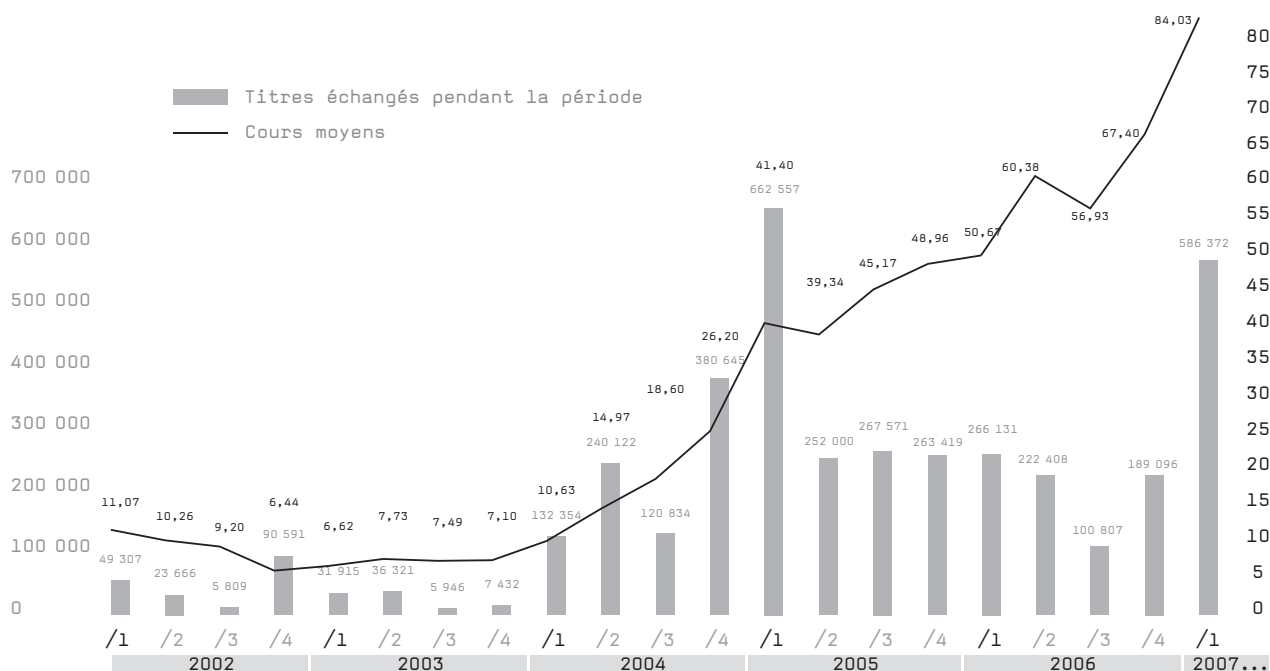
Le Groupe JACQUET Metals ne procède, du fait de son activité même, à aucun investissement de recherche et de développement. Les investissements récurrents du Groupe sont des investissements corporels qui concernent essentiellement l'augmentation et l'amélioration des installations de parachèvement, de stockage et de logistique. Les investissements réalisés en Chine et aux Etats-Unis contribuent pour près de la moitié dans l'augmentation des immobilisations du Groupe. Le reste des investissements résulte principalement de l'augmentation des capacités de stockage et de découpe.

Le Groupe entend continuer à investir dans de nouveaux moyens de stockage et de parachèvement dès lors que ces derniers lui permettent de soutenir son développement et d'améliorer sa rentabilité. À ce titre, les investissements corporels de l'exercice 2007 pourraient s'élever à 8 millions d'euros.

5 / bourse et actionariat

JACQUET Metals est coté sur l'Eurolist d'Euronext Paris depuis le 23 octobre 1997 (code ISIN FR0000038747). L'action est cotée en continu depuis le 1^{er} juillet 2002. JACQUET Metals a adhéré au segment Next Prime d'Euronext le 29 juillet 2002. L'appartenance à ce segment constitue un engagement en matière de transparence financière (publication d'informations financières supplémentaires par rapport aux obligations légales).

Données boursières sur les cinq dernières années
(source Euronext)





renseignements généraux

30

Synthèse des données boursières sur les cinq derniers exercices (Source Euronext)

en euros	2006	2005	2004	2003	2002
Nombre d'actions (au 31 décembre)	2 090 000	2 090 000	2 090 000	2 090 000	2 090 000
Cours le plus haut	74,95	54,00	33,20	9,00	11,90
Cours le plus bas	47,00	33,03	7,07	6,01	4,50
Cours moyen de l'année	58,85	43,72	17,65	7,24	9,24
Dernier cours de l'année	70,90	49,15	33,20	7,26	6,20
Capitalisation boursière (au dernier cours de l'année)	148 181 000	102 723 500	69 388 000	15 173 400	12 958 000

Évolution du cours et des volumes sur l'exercice 2006 et le premier trimestre 2007 (source Euronext)

2006	Nombre de titres échangés	Moyenne par séance	Cours en euros		
			plus bas	moyen	plus haut
Janvier	96 180	4 372	48,00	50,04	53,10
Février	36 274	1 814	47,00	48,04	50,50
Mars	133 677	5 812	49,40	53,93	57,60
Avril	116 743	6 486	52,55	59,52	65,20
Mai	67 711	3 078	56,05	61,77	65,10
Juin	37 954	1 725	51,75	59,85	63,85
Juillet	20 768	989	51,40	55,99	59,15
Août	29 897	1 300	53,15	54,45	56,30
Septembre	50 142	2 388	55,80	60,34	64,30
Octobre	65 852	2 993	60,80	64,25	68,20
Novembre	50 633	2 302	63,25	67,28	70,00
Décembre	72 611	3 822	68,10	70,68	74,95
	778 442	3 090	54,77	58,85	62,35
2007	Nombre de titres échangés	Moyenne par séance	plus bas	Cours en euros moyen	plus haut
Janvier	64 611	2 937	72,00	74,96	79,00
Février	272 945	13 647	71,70	78,85	90,40
Mars	248 816	11 310	83,22	98,29	115,00

Depuis avril 2002, l'action JACQUET Metals fait l'objet d'un contrat de liquidité conclu avec la société BANQUE PRIVEE FIDEURAM WARGNY afin de favoriser l'animation de son titre. Ce contrat, désormais conforme avec la Charte de Déontologie de l'A.F.E.I. reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers, a été reconduit le 1^{er} décembre 2005 pour une période d'un an renouvelable par tacite reconduction. Ce renouvellement a fait l'objet d'une communication auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 9 janvier 2006.

Les sociétés de bourse Fideuram Wargny, Aurel Leven et SG Securities ont publié une analyse sur la valeur.

6 / honoraires d'audit

Les honoraires d'audit et de Commissariat aux Comptes se sont élevés à 335 K€ en 2006 et se ventilent comme suit :

en K€	2006				2005			
	Deloitte	Pin	Autres	Total	Deloitte	Pin	Autres	Total
Maison-mère et consolidation	65	8		73	55	8		63
Filiales françaises	10	58	10	78	10	50	17	77
Filiales étrangères	130		53	183	96		42	138
Total	205	66	63	335	161	58	59	278

Les prestations d'audit auprès des filiales étrangères sont assurées par des réviseurs locaux qui, pour la plupart, sont affiliés aux réseaux des Commissaires aux Comptes du Groupe. Les prestations des Commissaires aux Comptes se limitent à la mission légale de révision et de certification des comptes sociaux et consolidés.

7 / calendrier prévisionnel de communication financière

25.06.2007	Assemblée Générale de JACQUET Metals exercice 2006
27.06.2007	Communiqué sur résultats du 1 ^{er} trimestre 2007
02.07.2007	Mise en distribution dividendes 2006
10.07.2007	Communiqué chiffre d'affaires au 30.06.2007
27.09.2007	Communiqué sur résultats semestriels 2007
01.10.2007	Réunion SFAF à Paris
09.10.2007	Communiqué chiffre d'affaires au 30.09.2007
06.12.2007	Communiqué sur résultats 3 ^{ème} trimestre 2007
10.01.2008	Communiqué chiffre d'affaires annuel 2007

L'ensemble des informations financières est à la disposition des investisseurs et des actionnaires sur le site Internet de la société à l'adresse suivante : www.jacquetmetals.com ou peuvent être obtenues sur simple demande auprès de la société.

Tous les éléments de communication financière sont disponibles en langue anglaise et téléchargeables sur le site Internet de la société.

Les communiqués de JACQUET Metals sont disponibles la veille (après 18h) de leur publication dans la presse financière. Ils sont adressés systématiquement à toute personne qui en fait la demande.

texte des résolutions présentées à l'assemblée générale du 25 juin 2007

32

convocation

Les actionnaires de la Société JACQUET Metals sont convoqués à l'Assemblée Générale au siège social sis à SAINT PRIEST (RHONE), rue Michel Jacquet anciennement dénommée rue du Bordelais, le 25 juin 2007 à 10 heures à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire :

- rapport de gestion du Conseil d'Administration sur l'activité de la société au cours de l'exercice clos le 31 Décembre 2006 et présentation des comptes annuels dudit exercice,
- rapports des Commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission et sur les conventions visées aux articles L225-38 à L225-42 du Code de Commerce,
- rapport du Président du conseil d'administration en application des dispositions de l'article L225-37 du Code de Commerce,
- approbation des comptes sociaux de l'exercice 2006,
- approbation des conventions,
- affectation du résultat ; fixation du dividende,
- présentation des comptes consolidés du Groupe JACQUET Metals pour l'exercice 2006,
- approbation desdits comptes consolidés,
- pouvoirs en vue des formalités.

de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire :

néant

première résolution

L'assemblée générale donne acte à son Président de ses déclarations relatives à la convocation des actionnaires et à la mise à leur disposition des documents et renseignements prescrits par la réglementation en vigueur et utiles à leur information préalable.

L'assemblée générale, connaissance prise du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 Décembre 2006, approuve les comptes annuels de cet exercice, dans toutes leurs composantes, tels qu'ils ont été présentés, lesdits comptes annuels se soldant par un bénéfice net de 10 490 737 €.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes annuels ou résumées dans ces rapports.

L'assemblée générale approuve spécialement, en application des dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, le montant des dépenses et charges de la nature de celles visées à l'article 39-4 du même Code général des impôts, supportées au cours de l'exercice écoulé et s'élevant à 19 543 € ainsi que le montant de l'impôt correspondant, soit 6 514 €.

L'assemblée générale donne en conséquence aux administrateurs quitus de l'exécution de leur mandat pour l'exercice dont elle vient d'approuver les comptes.

deuxième résolution

Connaissance prise du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur la situation de la société au regard des conventions visées aux articles L225-38 et suivants du Code de Commerce, l'assemblée générale approuve chacune des conventions analysées dans ledit rapport.

troisième résolution

L'assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice approuvé, soit 10 490 737 € de la façon suivante :

- à titre de dividendes à concurrence de 5 643 000 €, soit un dividende de 2,70 € par action,
- au crédit du compte "Autres Réserves" à concurrence du solde, soit 4 847 737 €.

Les dividendes susvisés seront mis en distribution au siège social à compter du 2 juillet 2007. Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, l'assemblée prend acte de ce que la totalité des sommes dont la distribution vient d'être décidée à titre de dividendes est éligible à la réfaction de 40 % visée à l'article 158-3 2° du même Code. En outre, l'assemblée Générale prend acte de ce que les rapports présentés mentionnent que les dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Exercice	Dividendes	Avoir fiscal ¹	Réfaction art. 158-3- 2° du C.G.I.	
			Éligible	Non éligible
2005	2 821 500 €	N. A.	2 821 500 €	0 €
2004	2 090 000 €	N. A.	2 090 000 €	0 €
2003	209 000 €	104 500 €	N. A.	N. A.

¹ L'avoir fiscal a été supprimé depuis le 1^{er} janvier 2005.

quatrième résolution

L'assemblée générale, connaissance prise des rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes ainsi que des comptes consolidés du Groupe JACQUET Metals arrêtés au 31 décembre 2006 qui se traduisent par un résultat net positif de 35 328 552 € et par un résultat net part du Groupe d'un montant positif de 32 357 477 €, approuve les comptes consolidés de l'exercice 2006 dans toutes leurs composantes, tels qu'ils ont été présentés.

cinquième résolution

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des délibérations pour remplir toutes formalités légales consécutives à l'adoption des résolutions qui précèdent.

Tout actionnaire quel que soit le nombre d'actions qu'il possède peut assister personnellement à cette Assemblée ou s'y faire représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint.

Les propriétaires d'actions nominatives seront admis à l'Assemblée à la condition d'être inscrits en compte cinq jours au moins avant la date fixée pour cette assemblée.

Il est rappelé que par application de l'article 32 des Statuts les actionnaires propriétaires d'actions au porteur doivent, pour être admis à l'Assemblée, déposer leurs titres au siège social trois jours avant la réunion de l'Assemblée, au moyen d'un certificat établi par l'intermédiaire chargé de la tenue du compte de l'actionnaire, constatant l'indisponibilité des actions inscrites sur ce compte jusqu'à la date de l'Assemblée.

Des formulaires de pouvoirs sont à la disposition des actionnaires au siège social.

Tout actionnaire peut voter par procuration ou par correspondance. Un formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration sera adressé, aux frais de la société, à tout actionnaire qui en fera la demande par écrit six jours au moins avant la date de réunion. Le formulaire devra être renvoyé au siège social de la société au plus tard trois jours avant la tenue de l'assemblée.

Les actionnaires ne peuvent participer à l'Assemblée Générale par télématique. Il est rappelé que le vote par correspondance est exclusif du vote par procuration et réciproquement.

Les demandes d'inscription de projet de résolutions à l'ordre du jour devront être envoyées au siège social dans les dix jours suivants cette publication.

Cet avis de réunion vaut avis de convocation, sous réserve qu'aucune modification ne soit apportée à l'ordre du jour à la suite de demandes d'inscription de projets de résolutions présentées par des actionnaires.

Le Conseil d'Administration

rappports de gestion, situation financière et résultats 2006

1 / rapport du Conseil d'Administration sur la gestion du Groupe et l'activité de la société présenté à l'assemblée générale ordinaire du 25 juin 2007

informations sur le groupe

34 1 / présentation des comptes consolidés

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe JACQUET Metals au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006 sont établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS applicables à cette date telles qu'approuvées par l'Union Européenne.

2 / situation et évolution de l'activité au cours de l'exercice

2.1 / contexte général et environnement économique

Le Groupe JACQUET Metals affiche une forte croissance en 2006 portée par d'excellentes conditions de marché et par l'accroissement des volumes distribués du Groupe. Acteur incontournable grâce à son réseau commercial et ses stocks sans équivalent, le Groupe est aujourd'hui le numéro 1 européen de la distribution d'aciers inoxydables et d'alliages de nickel, principalement sous forme de tôles épaisses («Quarto») dont il est le premier acheteur mondial (47 000 tonnes en 2006). A périmètre comparable, les ventes ont augmenté de 47 % sur l'exercice 2006, cette hausse étant répartie de manière quasi identique entre volumes et prix.

En 2006, JACQUET Metals a "exporté" en Asie et en Amérique le business model qui a fait son succès en Europe et qui repose sur les principes suivants :

- un site logistique majeur stockant la totalité de la gamme soit une quarantaine de métaux anti-corrosion et des plateformes de stockage et de parachèvement situées près de la clientèle pour les produits les plus courants. Les trois sites majeurs du Groupe sont donc maintenant Lyon, Shanghai et Philadelphie.
- des managers associés au capital des filiales qu'ils dirigent et dont la rémunération est fortement basée sur le résultat de la société dont ils ont la responsabilité.

Le Groupe se développe principalement à l'international, qui représente 83 % des ventes de tôles en 2006 contre 77 % en 2005. Le chiffre d'affaires est réalisé majoritairement en Europe, l'Asie représentant 3 % des ventes. La mise en service de JACQUET Shanghai en 2006 contribuera à l'augmentation des ventes sur ce continent.

En avril 2006, le Groupe a cédé sa filiale 3F spécialisée dans la fabrication de fonds bombés et structurellement déficitaire depuis 2002 (perte de 664 K€ avant impôts en 2005). JACQUET Metals sort ainsi du métier de la fabrication des fonds bombés et est donc devenu un acteur ultra spécialisé dans la distribution de tôles Quarto inox et alliages de nickel.

L'effectif s'établit à 381 personnes au 31 décembre 2006 contre 376 personnes au 31 décembre 2005. Hors effet 3F, la progression serait de 35 personnes et s'explique par le développement du Groupe et la création de nouvelles filiales.

Les investissements corporels de l'exercice s'élèvent à 6 M€ contre 4 M€ en 2005. Les investissements réalisés en Chine et aux Etats-Unis contribuent pour près de la moitié dans l'augmentation des immobilisations du Groupe. Le reste des investissements résulte principalement de l'augmentation des capacités de stockage et de découpe.

L'essentiel de la trésorerie dégagée sur l'exercice aura été utilisée par l'accroissement du besoin en fonds de roulement lié au programme d'augmentation des stocks mis en place en 2005 et qui s'est achevé en 2006. Les enveloppes de financement moyen terme d'un montant total de 16 millions d'euros mises en place fin 2005 et début 2006 en prévision des investissements et du développement du Groupe ont été investies en Certificats de Dépôt Négociables et SICAV en l'attente d'une utilisation ultérieure.

2.2. / chiffres clefs et commentaires

2.2.1 / compte de résultat

Le compte de résultat synthétique en normes IFRS se présente comme suit :

en K€	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	247 510	172 331	140 570
Résultat opérationnel	52 000	18 976	16 128
Résultat financier	(632)	(84)	(1 054)
Résultat avant impôt	51 368	18 892	15 074
Résultat net consolidé	35 328	12 713	10 500
Résultat net part du Groupe	32 357	11 333	9 354

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires progresse de 44 % par rapport à l'exercice précédent pour atteindre 247,5 millions d'euros avec une part réalisée à l'international représentant désormais 83 % des ventes contre 77 % en 2005. L'évolution des ventes a bénéficié à parts quasi égales de l'accroissement des volumes distribués et de la hausse du prix des matières premières.

Résultat opérationnel

Les excellentes conditions de marché, demande soutenue et augmentation des prix, ont eu un impact favorable sur les marges brutes du Groupe. Combiné à une bonne maîtrise des frais de structure, le résultat opérationnel s'établit à 52 M€ contre 18,9 M€ en 2005.



Résultat financier

Le résultat financier s'analyse comme suit :

en K€	2006	2005	2004
Coût de l'endettement	1 405	852	867
Autres produits et charges financiers	(773)	(768)	187
Total	632	84	1 054

Le coût de l'endettement net s'établit à 393 K€ contre 555 K€ en 2005. Cette baisse résulte de la diminution de l'endettement du Groupe. Au 31 décembre 2006, le Groupe dispose d'un surplus de trésorerie de 3,2 M€ contre un endettement net de 10,4 M€ au 31 décembre 2005.

Les risques de change sont globalement maîtrisés et n'ont donc pas d'impact significatif sur le résultat financier. En revanche, ce dernier est dégradé par l'impact défavorable lié aux SICAV USD détenues au 31 décembre 2005 et destinées au financement des projets américains et chinois. La vente de ces SICAV en 2006 a généré une perte de 250 K€ alors qu'un gain latent était comptabilisé au 31 décembre 2005 pour 250 K€.

2.2.2 / bilan

L'analyse du bilan fait ressortir les grandes tendances suivantes :

en K€	2006	2005	2004
Actif non courant	26 362	24 541	23 737
Besoin en fonds de roulement	49 505	33 027	17 887
Capitaux propres	79 074	47 167	36 483
Endettement financier net ¹	(3 207)	10 401	5 141
Capitaux engagés	75 867	57 568	41 624

¹ calculé par différence entre la dette financière moyen terme et la trésorerie nette, y compris concours bancaires créditeurs.

Les investissements corporels (hors stocks) de l'exercice se sont élevés à 6 millions d'euros pour un montant de 4 millions d'euros en 2005. Ils sont principalement constitués des acquisitions d'actifs en Chine et aux Etats-Unis dans le cadre de la mise en place des unités de parachèvement de JACQUET Shanghai et de JACQUET Mid Atlantic et des nouvelles installations de capacité dans les autres filiales. La dotation aux amortissements de l'exercice s'élève à 3,2 millions d'euros et reste stable par rapport à 2005.

Le besoin en fonds de roulement s'accroît fortement sous l'effet du programme d'augmentation des stocks, ces derniers s'établissant à 77 millions d'euros au 31 décembre 2006 contre 43 millions d'euros au 31 décembre 2005. Cette augmentation résulte tant de l'augmentation des volumes que de celle des prix d'achat.

Au 31 décembre 2006, le Groupe dispose d'une trésorerie nette positive faisant ressortir un gearing (endettement net/capitaux propres) de -4 % contre 22 % fin 2005. Les remboursements d'emprunts de l'exercice représentent 8 M€ contre 4,6 M€ en 2005. Cette augmentation résulte des emprunts moyen terme mis en place fin 2005 pour 12 M€. Le Groupe a complété cette enveloppe destinée à son développement en la portant de 12 à 16 M€ début 2006.

3 / évolution et perspectives d'avenir

3.1 / activité sur le premier trimestre 2007

Le chiffre d'affaires du premier trimestre 2007 affiche un nouveau record à 89,1 millions d'euros dont 84 % réalisés à l'international. Les filiales JACQUET Mid Atlantic (Etats-Unis) et JACQUET Shanghai (Chine) contribuent désormais à l'activité du Groupe.

3.2 / développement du Groupe

Le Groupe entend poursuivre son développement à l'international avec l'ouverture en 2007 et 2008 d'une dizaine de nouvelles implantations en Europe, en Amérique et en Asie. Après le démarrage de l'activité du site de Houston en mars, d'autres projets aboutiront prochainement avec le doublement des capacités des centres de service belge et italien. De nouveaux centres de service seront également lancés en Europe notamment à Saragosse, Berlin et en Autriche.

3.3 / perspectives financières 2007

L'année 2007 a bien débuté. Le démarrage de l'activité des filiales américaines et chinoise, l'accroissement des volumes distribués sur le premier trimestre et la conjoncture porteuse, permettent d'appréhender l'année 2007 avec optimisme.

4 / informations concernant les filiales et participations

Les résultats des filiales et les commentaires significatifs sur l'activité de l'exercice 2006 sont donnés ci-dessous :

4.1 / sociétés Holding

JACQUET International S.A

La société a pour activité la gestion en tant que holding de filiales et de participations étrangères. Le résultat 2006 est en forte croissance du fait de l'augmentation des dividendes perçus.

en K€	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	869	710	633
Résultat net	2 892	1 285	1 355
dont dividendes reçus	2 758	1 178	275

FFF Holding S.A.S.

Suite à la cession de la société 3F en avril 2006, la société FFF HOLDING ne détient plus que des titres dans la société OSS. Elle n'a pas de salarié. La forte dégradation des résultats 2005 était principalement due à la comptabilisation d'une provision sur les titres de la société 3F.

en K€	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	-	-	-
Résultat net	115	(1 682)	78
dont dividendes reçus	-	-	166

JWS S.A.R.L.

La société a été créée en décembre 2003. Elle est destinée à porter et financer tout ou partie des investissements du Groupe en Chine.

en K€	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	-	-	-
Résultat net	(63)	(21)	(21)
dont dividendes reçus	-	-	-



4.2 / sociétés de prestations de service

SCI DU CANAL

La société a pour activité unique la location immobilière des bâtiments occupés par JACQUET Lizy, dont elle est propriétaire.

en K€	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	94	87	84
Résultat net	84	78	64

JESTION E.U.R.L.

La société réalise des prestations administratives et comptables pour le compte des sociétés du Groupe JACQUET Metals. Ses résultats progressent suite au développement de l'activité de ses sociétés clientes.

en K€	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	1 638	1 255	1 039
Résultat net	339	204	127
Effectif en nombre	27	24	21

JSP E.U.R.L.

La société exerce son activité de prestataire de services dans la découpe de tôles pour le Groupe. Ses résultats sont en augmentation, en relation avec l'évolution de son activité.

en K€	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	2 796	2 484	2 355
Résultat net	104	44	25
Effectif en nombre	30	30	29

4.3 / sociétés de commercialisation et de parachèvement

JACQUET S.A.S.

La société exerce son activité dans le stockage et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. Sous l'effet de conditions de marché favorables rencontrées en 2006, le chiffre d'affaires a augmenté de plus de 30 %. Une provision pour hausse des prix de 3 101 K€ est constatée en charges exceptionnelles au 31 décembre 2006.

en K€	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	66 534	50 945	38 498
Résultat net	5 114	2 137	1 991
Effectif en nombre	8	12	13

JACQUET Lyon S.A.S.U

La société, créée en 2006 et qui loue une partie du fonds de commerce de JACQUET SAS, exerce son activité en France dans le négoce de tôles à partir de métaux nobles.

en K€	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	14 723	-	-
Résultat net	541	-	-
Effectif en nombre	6	-	-

JACQUET Lizy S.A.S.

La société exerce son activité en France dans le négoce et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. L'activité continue de progresser en 2006 (+15 %) essentiellement sous l'effet de la hausse du prix des matières premières. Une provision pour hausse des prix de 170 K€ est constatée en charges exceptionnelles au 31 décembre 2006.

en K€	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	7 941	6 878	5 817
Résultat net	374	113	80
Effectif en nombre	15	15	15

FRANCE INOX S.A.S.

La société exerce son activité en France dans le négoce et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. Porté par la hausse du prix des matières premières, le chiffre d'affaires augmente de 28 % par rapport à 2005. Une provision pour hausse des prix de 144 K€ est constatée en charges exceptionnelles au 31 décembre 2006.

en K€	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	5 268	4 124	4 360
Résultat net	166	31	116
Effectif en nombre	11	12	12

OSS S.A.R.L.

La société exerce son activité en France dans le négoce et la découpe de tôles larges à partir de métaux nobles. Profitant de conditions de marché favorables, le chiffre d'affaires et les résultats ont progressé en 2006. Une provision pour hausse des prix de 423 K€ est constatée en charges exceptionnelles au 31 décembre 2006.

en K€	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	8 652	7 146	7 054
Résultat net	266	(56)	(120)
Effectif en nombre	17	18	18

DETAIL INOX S.A.S.

La société exerce son activité en France dans le négoce et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. Le chiffre d'affaires a progressé de 15 % par rapport à l'exercice 2005 principalement sous l'influence de la hausse du prix des matières premières. La société, qui a constaté en 2006 une provision pour hausse des prix de 235 K€, réalise son premier exercice bénéficiaire depuis son acquisition en 2002.

en K€	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	4 369	3 785	3 019
Résultat net	214	(52)	(17)
Effectif en nombre	12	13	11



JACQUET Benelux S.A.

La société exerce son activité depuis 1991 dans le négoce et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. Elle est présente en Belgique, au Luxembourg et aux Pays-Bas via JACQUET Nederland. Les ventes de l'exercice 2006 ont progressé de 26 % sous l'effet conjugué de l'accroissement des volumes distribués, tant en négoce qu'en pièces découpées, et de la hausse du prix des matières premières. La société a cédé en juin 2006 sa participation majoritaire dans JACQUET Nederland à JACQUET Metals. Cette cession contribue positivement au résultat de la filiale. Suite à un programme d'investissement, la société verra ses capacités de découpe augmenter sur l'exercice 2007.

en K€	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	19 589	15 553	12 694
Résultat net	2 551	1 095	844
Effectif en nombre	22	23	21

JACQUET UK Ltd

La société exerce son activité depuis 1998 en Grande-Bretagne dans le négoce et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. La société affiche un redressement spectaculaire de ses résultats depuis l'exercice 2004. La hausse du chiffre d'affaires en 2006 est due au principalement aux bonnes conditions de marché rencontrées sur l'exercice.

en K€	2006	2005	2004
Taux de change €/GBP	0,682	0,685	0,679
Chiffre d'affaires	10 732	8 242	6 242
Résultat net	1 562	899	864
Effectif en nombre	18	18	16

JACQUET Deutschland GmbH

La société exerce son activité en Allemagne dans le négoce de tôles et de pièces découpées à partir de métaux nobles. Le chiffre d'affaires augmente fortement grâce à l'accroissement des volumes distribués, principalement en alliages de nickel, et à la hausse du prix des matières premières.

en K€	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	19 466	12 618	9 751
Résultat net	747	437	253
Effectif en nombre	11	11	10

JACQUET Steinau GmbH

La société exerce son activité en Allemagne dans le négoce de tôles et de pièces découpées à partir de métaux nobles. La société, qui a fermé son centre de service en 2004, voit son chiffre d'affaires augmenter de 45 % sous l'effet de l'augmentation des volumes distribués et de la hausse du prix des matières premières.

en K€	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	8 306	5 734	5 550
Résultat net	408	233	93
Effectif en nombre	5	4	3

JACQUET Polska Sp. z.o.o.

La société exerce son activité en Pologne dans le négoce de tôles et de pièces découpées à partir de métaux nobles. La société voit son chiffre d'affaires augmenter grâce à l'accroissement des volumes distribués dans les aciers inoxydables.

en K€	2006	2005	2004
Taux de change €/PLN	3,898	4,046	4,576
Chiffre d'affaires	6 090	3 893	4 254
Résultat net	232	111	168
Effectif en nombre	12	12	7

JACPOL Sp. z.o.o.

La société exerce son activité dans la découpe de tôles à partir de métaux nobles sur le territoire polonais pour le compte d'autres filiales du Groupe, principalement en Pologne, Allemagne, Autriche, Hongrie et en République Tchèque. Le chiffre d'affaires 2006 a fortement augmenté sous l'effet conjugué de l'augmentation des volumes distribués et de la hausse du prix des matières premières. Pour faire face à la chute des marges sur le deuxième semestre 2005, des actions correctives ont été menées et ont eu pour conséquence la forte progression du résultat de la filiale. La société a investi plus de 500 K€ en 2006 pour l'agrandissement de ses aires de stockage.

en K€	2006	2005	2004
Taux de change €/PLN	3,898	4,046	4,576
Chiffre d'affaires	23 851	16 475	12 586
Résultat net	3 804	888	1 412
Effectif en nombre	30	28	22

ERDBRÜGGER Metallservice GmbH

En juin 2004, le Groupe a pris une participation majoritaire de 51 % dans cette société évoluant sur le marché allemand et spécialisée dans les activités de négoce. L'augmentation du chiffre d'affaires résulte essentiellement de la hausse des volumes distribués dans les aciers inoxydables, la société ayant vu son chiffre d'affaires dans les alliages de nickel diminuer sur l'exercice.

en K€	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	3 767	3 617	916
Résultat net	165	107	(9)
Effectif en nombre	2	2	2

JACQUET Nederland B.V.

La société détenue à 50,4 % exerce son activité depuis 1997 aux Pays-Bas dans le négoce de tôles et de pièces découpées à partir de métaux nobles. Sur un marché très dynamique, la société voit son chiffre d'affaires augmenter très fortement grâce à la hausse des volumes distribués.

en K€	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	31 942	18 153	18 157
Résultat net	1 939	960	1 330
Effectif en nombre	18	14	12



JACQUET Osiro AG

La société détenue à 50,98 % exerce son activité depuis 1999 en Suisse dans le négoce et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. Ses parts de marché progressent régulièrement et l'exercice 2006 enregistre encore une forte progression de chiffre d'affaires, sous l'effet conjugué de l'augmentation des volumes distribués et de la hausse du prix des matières premières.

en K€	2006	2005	2004
Taux de change €/CHF	1,569	1,547	1,546
Chiffre d'affaires	8 151	6 140	4 989
Résultat net	592	369	383
Effectif en nombre	10	10	9

JACQUET Finland OY

Depuis 2000, la société exerce son activité en Finlande dans le négoce et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. La société a racheté 5 % de ses propres actions à un actionnaire minoritaire avec pour but de les annuler. Le pourcentage de détention de JACQUET Metals augmente mécaniquement de 75 % à 78,95 %. L'augmentation du chiffre d'affaires résulte autant de la hausse des volumes distribués que de la hausse du prix des matières premières.

en K€	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	21 514	15 260	11 524
Résultat net	2 862	1 107	904
Effectif en nombre	21	18	18

JACQUET Metallservice GmbH

La société détenue à 75 % exerce son activité en Autriche depuis 2000 dans le négoce de tôles et de pièces découpées à partir de métaux nobles. Dans un environnement très concurrentiel, la société poursuit son expansion en augmentant ses volumes de pièces découpées et de produits de spécialité. La société a lancé la construction d'un centre de service qui devrait être opérationnel au troisième trimestre 2007.

en K€	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	9 766	5 649	4 356
Résultat net	374	184	89
Effectif en nombre	7	7	8

JACQUET Iberica S.A.

La société, détenue à 70 %, exerce son activité en Espagne depuis octobre 2001 dans le négoce de tôles et de pièces découpées à partir de métaux nobles. Sur un marché très dynamique, le chiffre d'affaires augmente très fortement par rapport à 2005 tant sous l'effet de l'augmentation des volumes distribués que de la hausse du prix des matières premières. La société investit actuellement dans la construction d'un centre de service qui devrait entrer en activité à la fin de l'exercice 2007.

en K€	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	6 283	2 716	2 119
Résultat net	340	102	39
Effectif en nombre	3	3	3

JACQUET Nova S.r.l.

La société détenue à 81,25 % exerce son activité en Italie dans le négoce et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. Le chiffre d'affaires augmente sous l'effet conjugué de la progression des volumes en découpe et de la hausse du prix des matières premières. La société verra ses capacités de découpe doubler sur l'exercice 2007.

en K€	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	7 893	5 435	4 511
Résultat net	1 012	440	330
Effectif en nombre	5	5	5

JACQUET Sverige AB

La société exerce son activité en Suède dans le négoce et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. Le chiffre d'affaires progresse grâce à la hausse des volumes distribués dans les alliages de nickel et du prix des matières premières.

en K€	2006	2005	2004
Taux de change €/SEK	9,286	9,243	9,128
Chiffre d'affaires	7 911	5 919	4 601
Résultat net	879	185	193
Effectif en nombre	23	23	22

JACQUET Magyarorszag Kft.

La société a été créée en janvier 2003 et exerce son activité en Hongrie dans le négoce de tôles et de pièces découpées à partir de métaux nobles. La société, qui a renforcé son équipe commerciale début 2006, enregistre ses premiers résultats positifs depuis sa création.

en K€	2006	2005	2004
Taux de change €/HUF	264,024	247,470	253,360
Chiffre d'affaires	1 172	771	212
Résultat net	54	(18)	(53)
Effectif en nombre	2	1	1

JACQUET s.r.o.

La société détenue à 80 % a été créée en 2003 et exerce son activité en République Tchèque dans le négoce de tôles et de pièces découpées à partir de métaux nobles. La société a poursuivi sa stratégie de développement de parts de marché avec pour conséquence une nette progression de ses volumes distribués et un quasi doublement du chiffre d'affaires sur 2006.

en K€	2006	2005	2004
Taux de change €/CZK	28,394	29,924	32,050
Chiffre d'affaires	3 822	1 898	1 368
Résultat net	227	80	25
Effectif en nombre	3	2	2



JACQUET Shanghai Special Alloy Processing Co.Ltd

Cette société, créée en juin 2004 et basée à Shanghai, constitue la tête de pont du Groupe pour son développement sur le marché chinois. Le centre de service est opérationnel depuis septembre 2006. La société contribue à l'activité du Groupe sur le 1^{er} trimestre 2007. Ce bon début devrait être amplifié par le renforcement des équipes commerciales effectué en février.

en K€	2006	2005	2004
Taux de change €/CNY	9,946	10,329	10,200
Chiffre d'affaires	484	-	-
Résultat net	(329)	(123)	(33)
Effectif en nombre	10	2	1

JACFRIESLAND BV

Cette société, filiale à 80 % de JACQUET Nederland BV, est spécialisée dans la découpe laser. Elle est opérationnelle depuis octobre 2004 et réalise la quasi-totalité de son chiffre d'affaires avec la société JACQUET Nederland BV.

en K€	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	9 215	4 713	287
Résultat net	1 029	322	14
Effectif en nombre	21	17	6

QUARTO Nordic AB

Cette société basée en Suède a été créée en octobre 2003 et exerce son activité en Scandinavie. Elle dispose d'un stock important et commercialise des tôles entières à partir d'une plateforme de stockage située sur le site de JACQUET Sverige et de JACQUET Finland. La clientèle de la société est composée de stockistes et de découpeurs, parfois concurrents des filiales de découpe JACQUET. Le chiffre d'affaires 2006 progresse sous les effets conjugués de l'accroissement des volumes distribués et de la hausse du prix des matières premières.

en K€	2006	2005	2004
Taux de change €/SEK	9,286	9,243	9,128
Chiffre d'affaires	10 869	6 461	6 004
Résultat net	577	316	375
Effectif en nombre	2	2	2

QUARTO Europe SASU

Cette société a été créée en juillet 2004. Elle est l'équivalent sur les marchés d'Europe continentale et d'Europe du sud de la société QUARTO Nordic. Le chiffre d'affaires 2006 progresse sous les effets conjugués de l'accroissement des volumes distribués et de la hausse du prix des matières premières. Une provision pour hausse des prix de 475 K€ est constatée en charges exceptionnelles au 31 décembre 2006.

en K€	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	11 536	8 261	638
Résultat net	919	159	1
Effectif en nombre	2	2	3

JACSLO d.o.o

Cette société, opérationnelle depuis avril 2005, a été créée en mai 2004. Implantée en Slovénie, JACLSO est une plateforme de stockage de tôles destinée à approvisionner l'ensemble des sites du Groupe. L'augmentation de son activité s'explique autant par l'accroissement des volumes distribués que par la hausse du prix des matières premières.

en K€	2006	2005	2004
Taux de change €/SIT	239,576	239,595	238,810
Chiffre d'affaires	24 869	8 295	-
Résultat net	3 072	60	(8)
Effectif en nombre	3	3	-

JACQUET Danmark ApS.

La société exerce son activité au Danemark dans le négoce de tôles et de pièces découpées à partir de métaux nobles. L'organisation commerciale est aujourd'hui pilotée depuis l'une des filiales suédoises de JACQUET Metals.

en K€	2006	2005	2004
Taux de change €/DKK	7,459	7,450	7,440
Chiffre d'affaires	1 090	1 180	316
Résultat net	3	(45)	(68)
Effectif en nombre	0	1	1

JACQUET Berlin GmbH

La société détenue à 75 % a été créée en décembre 2005. Elle exerce son activité en Ex-Allemagne de l'Est, dans le négoce de tôles et de pièces découpées à partir de métaux nobles et réalise des bénéfices dès son premier exercice. La société se développera en 2007 avec notamment la création d'un centre de parachèvement qui devrait être lancé en fin d'année.

en K€	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	1 456	-	-
Résultat net	16	-	-
Effectif en nombre	2	1	-

JACQUET Norge AS

La société détenue à 51 % a été créée en décembre 2005. Elle exerce depuis début 2006 son activité en Norvège dans le négoce de tôles et de pièces découpées à partir de métaux nobles. La société a été recapitalisée en fin d'exercice 2006.

en K€	2006	2005	2004
Taux de change €/NOK	8,031	-	-
Chiffre d'affaires	1 099	-	-
Résultat net	(125)	-	-
Effectif en nombre	2	2	-



JACQUET Mid Atlantic Inc.

La société, créée en mars 2006 et basée à Philadelphie, constitue la tête de pont du Groupe pour son développement sur le marché Américain. Elle est détenue à 75 % par JACQUET Metals en partenariat avec le manager local. La filiale, qui a démarré son activité sur le dernier trimestre 2006, contribue à l'activité du Groupe sur le 1^{er} trimestre 2007.

en K€	2006	2005	2004
Taux de change €/USD	1,244	-	-
Chiffre d'affaires	258	-	-
Résultat net	(605)	-	-
Effectif en nombre	9	-	-

JACQUET Houston Inc.

Cette société, filiale de JACQUET Mid Atlantic à 80 % a été créée en septembre 2006. Elle exerce depuis mars 2007 son activité dans le sud des Etats-Unis dans le négoce et la découpe de tôles à partir de métaux nobles. L'activité et les investissements ne sont pas significatifs sur 2006.

5 / informations sociales et environnementales

5.1 / effectif

Au 31 décembre 2006, l'effectif du Groupe est de 381 personnes (dont 139 en France et 242 à l'étranger) contre 376 personnes au 31 décembre 2005. Cette stabilité s'explique par la cession de la société 3F en avril 2006 (30 personnes). L'effectif comprend l'ensemble des salariés liés par un contrat à durée indéterminée ou à durée déterminée, travaillant à temps plein ou à temps partiel, incluant les apprentis et contrats de qualification, ainsi que les personnes en longue maladie ou en congé parental. A ce chiffre s'ajoute le personnel en sous-traitance externe ainsi que le personnel intérimaire, soit 9 personnes au 31 décembre 2006.

En équivalent temps plein, c'est-à-dire abstraction faite des temps partiels, des absences ainsi que des arrêts maladie, l'effectif moyen 2006 s'établit à 340 personnes, contre 331 personnes en 2005.

5.2 / temps de travail

Le Groupe applique la durée légale locale du temps de travail conformément aux législations en vigueur dans l'ensemble des pays où il est implanté.

5.3 / sous-traitance

Le Groupe fait appel à la sous-traitance que lorsqu'il ne dispose pas en interne des compétences techniques nécessaires. Dans ce cadre, le Groupe est lié par contrat avec la société CFL (actionnaire minoritaire de JACQUET Nova) pour la mise à disposition de salariés. Il n'y a pas eu en 2006 de sous-traitance visant à augmenter les volumes de pièces découpées.

5.4 / politique salariale et sociale

Le salaire moyen brut s'élève à 39 K€. Le taux de charges sociales patronales ressort à 33,86 % des salaires bruts versés.

Il n'y a pas de contrat collectif d'intéressement ni de régime de participation légale. Un plan d'épargne entreprise est en place depuis 2001, il est ouvert à l'ensemble des salariés des sociétés françaises du Groupe à l'exception de ceux de la société DETAIL INOX.

Un système de bonus basé sur les résultats est en place pour la plupart des responsables de filiales et des cadres de direction du Groupe. Un système de bonus trimestriels basé sur les résultats est également en place pour la majorité des équipes commerciales.

La politique en matière d'œuvre sociale ne fait pas l'objet d'une directive Groupe, chaque directeur de filiale étant libre d'engager des dépenses suivant les usages et les pratiques locales dans la limite d'un budget autorisé.

À l'exception de la société JSP pour laquelle il existe un Comité d'Entreprise, les seules instances représentatives du personnel sont constituées des délégués du personnel. Un comité d'hygiène et de sécurité est opérationnel sur JSP, qui a tenu au cours de l'exercice une réunion de travail sur la prévention des risques.

5.5 / formation

Les dépenses consacrées à la formation des salariés du Groupe se sont élevées à 112 K€ soit environ 0,8 % de la masse salariale.

5.6 / environnement

Il n'existe aucun litige d'aucune sorte en matière environnementale susceptible d'avoir une incidence significative sur la situation financière, l'activité, le résultat ou le patrimoine du Groupe. Intrinsèquement, l'acier est un matériau de choix pour la protection de l'environnement compte tenu de ses propres qualités et de sa supériorité dans le domaine du recyclage vis-à-vis d'autres matériaux. Par nature, les métiers du Groupe (découpe et négoce de métaux nobles) ne génèrent pas d'émission de déchets toxiques pour l'environnement. Les chutes, qui constituent les produits résiduels de l'activité de découpe sont entièrement recyclées et permettent ainsi de fabriquer de nouvelles tôles d'acier inoxydable. Par ailleurs, les techniques de production mises en œuvre ne recourent pas à l'utilisation de matières dangereuses et polluantes.

La consommation d'eau et d'énergie générée par l'activité est peu significative et n'entraîne pas de nuisances se traduisant par le rejet de matières polluantes dans l'eau ou dans l'air. Les équipements de découpe sont conçus et installés de manière à limiter toute infiltration nocive dans le sol pouvant porter atteinte à l'équilibre du milieu naturel. A ce jour, le Groupe n'a pas entrepris de démarche d'évaluation ou de certification en matière d'environnement.

6 / activité en matière de recherche et de développement

Le Groupe n'a pas d'activité dans ce domaine.

7 / risques

Les informations issues du rapport de gestion relatives aux risques de taux, de changes, de liquidités, sur actions et pays sont intégralement reproduites au paragraphe 4 intitulé « Risques et autres éléments » des renseignements concernant l'activité de l'entreprise.

8 / événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi

Néant



informations sur la société mère

1 / situation et évolution de l'activité au cours de l'exercice

Les états financiers de la société JACQUET Metals sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises.

48

1.1 / compte de résultat

Le compte de résultat synthétique se présente comme suit :

en K€	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	5 770	3 711	3 058
Résultat opérationnel	5 623	2 823	893
Résultat financier	6 362	3 252	2 219
Résultat courant	11 986	6 075	3 112
Résultat exceptionnel	868	(68)	4
Résultat net	10 491	4 672	2 798

Le chiffre d'affaires est constitué essentiellement de prestations de services facturées aux autres sociétés du Groupe. Son évolution, comme celle du résultat opérationnel, est directement liée au développement de l'activité du Groupe.

L'augmentation du résultat financier par rapport à l'exercice 2005 est principalement liée aux produits de participation (essentiellement des dividendes) versés en 2006 par les filiales de la société.

En 2005, la société JACQUET Metals s'est portée acquéreur de matériels dont 3F, société cédée en 2006, n'avait qu'un usage limité et destinés à la vente. Ces matériels achetés pour 683 K€, et enregistrés en stock par JACQUET Metals, ont été cédés en 2006. L'essentiel du résultat exceptionnel résulte de la plus value de cession réalisée sur ces actifs.

Le tableau en Annexe 1 résume l'activité de la société au cours des cinq derniers exercices.

1.2 / bilan

L'analyse du bilan fait ressortir les grandes tendances suivantes :

en K€	2006	2005	2004
Immobilisations financières	25 783	26 382	20 864
Autres immobilisations	725	764	824
Trésorerie	24 563	15 242	6 711
Autres actifs	9 529	5 179	3 256
Total	60 600	47 567	31 655
Capitaux propres	28 808	21 138	18 556
Endettement	26 028	22 638	9 963
Autres passifs	5 764	3 791	3 136
Total	60 600	47 567	31 655

Les immobilisations financières s'analysent comme suit :

en K€	2006	2005	2004
Titres de participations	17 839	16 382	17 460
Créances rattachées à des participations	7 765	8 990	2 197
Prêts	30	867	1 072
Autres immobilisations financières	149	143	135
Total	25 783	26 382	20 864

49

Les créances rattachées à des participations s'élèvent à 7 765 K€ au 31 décembre 2006 contre 8 990 K€ en 2005 et s'expliquent principalement par :

- une avance de trésorerie de 2,8 M\$ accordée à la société JACQUET Shanghai pour le financement de son besoin en fonds de roulement (équivalent à 2 126 K€).
- une avance de trésorerie de 4,8 M\$ accordée à la société JACQUET Mid Atlantic pour le financement de son besoin en fonds de roulement (équivalent à 3 645 K€).

La société a complété l'enveloppe de financements moyen terme à taux variable, mise en place fin 2005 pour un montant de 12 M€, par deux nouveaux emprunts en début d'exercice pour un montant de 4 M€. Tout comme en 2005, ils ont été souscrits sans garantie particulière et ont pour but de financer le développement du Groupe. Les dettes financières à moins d'un an comprennent des découverts en dollar pour un montant équivalent à 5 232 K€ destinés à couvrir le risque de change des avances de trésorerie effectuées aux filiales JACQUET Mid Atlantic et JACQUET Shanghai.

Le détail des autres mouvements est donné au paragraphe 3.

2 / évolution et perspectives d'avenir

La société continuera à piloter la stratégie du Groupe et à gérer ses participations dans ses différentes filiales.

3 / prises de participations

L'augmentation des titres de participation en valeur brute s'élève à 1 457 K€ pour l'exercice clos au 31 décembre 2006 et s'analyse comme suit :

Création d'une filiale aux USA détenue à 75 %, JACQUET Mid Atlantic Inc.	376 K€
Augmentation de capital de JACQUET Norge AS	31 K€
Création d'une filiale en France détenue à 100 %, JACQUET Lyon SASU	50 K€
Acquisition de 50,4 % des parts de JACQUET Nederland BV	1 000 K€
Total	1 457 K€

Le tableau résumant la situation des filiales et participations et la quote-part du capital détenue est joint en Annexe 2. Les principaux commentaires relatifs à l'évolution de l'activité des filiales au cours de l'exercice 2006 sont donnés au paragraphe 4 des informations sur le Groupe.



4 / capital social et actions détenues en propre

Le capital social s'élève à 7 500 000 euros, sans changement par rapport au 31 décembre 2005. La société ne détient plus d'actions en propre. La société n'a pas émis d'obligations convertibles, ni d'actions avec option de souscription.

50 5 / dividendes mis en distribution

Les dividendes versés au cours des trois exercices précédents s'établissent comme suit :

Exercice	Nombre d'actions	Dividendes net en €	Dividendes net par action en €	Avoir fiscal en €	Dividende global en €
2005	2 090 000	2 821 500	1,35	–	1,35
2004	2 090 000	2 090 000	1,00	–	1,00
2003	2 090 000	209 000	0,10	0,05	0,15

6 / identité des détenteurs du capital dépassant les seuils légaux

En 2006, à la connaissance du Conseil d'Administration, il n'y a eu aucun franchissement de seuil. Les actionnaires détenant plus de 5 % du capital et des droits de vote de JACQUET Metals au 31 décembre 2006 se répartissent comme suit :

Nom ou dénomination	Adresse	Nombre d'actions au 31.12.2006		
		Nombre d'actions	Capital en %	Droits de vote en %
JSA	ZI des Hauts Sarts B-4040 Herstal	1 347 600	64,48	77,55

En 2007, deux actionnaires ont franchi un seuil et détiennent directement, indirectement ou de concert 5 % ou plus du capital ou des droits de vote :

– AMIRAL GESTION a déclaré avoir franchi, le 8 février 2007, le seuil de 5 % du capital et détenir 109 524 actions JACQUET Metals représentant autant de droits de vote, soit 5,23 % du capital et 3,30 % des droits de vote.

– SIPAREX SMALL CAP VALUE a déclaré avoir franchi, le 21 février 2007, le seuil de 5 % du capital et détenir 111 000 actions JACQUET Metals représentant autant de droits de vote, soit 5,31 % du capital et 3,36 % des droits de vote.

A la date du Conseil d'Administration, la société JSA détient 58,25% du capital et 73,62 % des droits de vote.

7 / programme de rachat par la société de ses propres actions

Néant.

8 / opérations réalisées au titre des options d'achat ou de souscription d'actions réservées au personnel salarié de la société

Néant.



9 / proportion du capital détenue à la clôture de l'exercice par le personnel de la société

Néant

10 / rémunérations et avantages de toute nature, directs et indirects des mandataires sociaux

51

en K€	Rémunération annuelle brute 2006				Rémunération annuelle brute 2005				Rémunération annuelle brute 2004		
	Salaire fixe	Salaire variable	Avantages	Engag. IDR provisionnés	Salaire fixe	Salaire variable	Avantages	Engag. IDR provisionnés	Salaire fixe	Salaire variable	Avantages
Éric Jacquet	182	115	–	43	180	110	–	23	120	–	–
Jean Révérand	46	–	2	5	46	–	2	4	40	–	2
Michel Perrin	54	–	2	19	53	–	2	18	52	–	2

Les avantages en nature ci-dessus mentionnés correspondent aux véhicules de société. Les mandataires sociaux n'ont pas perçu de jetons de présence, ni reçu d'actions ou options d'achats d'actions au cours de l'exercice 2006. Il n'existe pas de dispositif de retraite spécifique pour les mandataires sociaux. Par ailleurs, les dirigeants n'ont pas reçu d'autres rémunérations de la part des sociétés contrôlées au sens de l'article 233-16. Il est précisé que Monsieur Michel Perrin est rémunéré par la société JACQUET SAS.

Il est également précisé que la société n'est pas en mesure de déterminer le montant payé individuellement à la compagnie d'assurances pour les engagements de retraite (IDR), ceux-ci étant versés de manière globale par société.

11 / informations sociales

Les seuls mouvements de personnel de l'exercice 2006 concernent des contrats à durée indéterminée.



12 / liste des mandats et fonctions exercées dans toute société durant l'exercice

Les mandats exercés par les administrateurs dans toute autre société sont donnés ci-dessous :

52

Nom	Mandat	Société
Éric Jacquet	Président du Conseil d'Administration ¹	JACQUET Metals S.A.
	Président du Conseil d'Administration ¹	JACPOL Sp. z.o.o
	Président du Conseil d'Administration ¹	JACQUET UK Ltd
	Président du Conseil d'Administration ¹	JACQUET Osiro AG
	Président du Conseil d'Administration ¹	JACQUET Iberica SA
	Président du Conseil d'Administration ¹	JACQUET Sverige AB
	Président du Conseil d'Administration ¹	JACQUET Finland OY
	Président du Conseil d'Administration	JACQUET Mid Atlantic Inc.
	Président du Conseil d'Administration	JACQUET Houston Inc.
	Président ²	JACQUET Shanghai Special Alloy Processing Co. Ltd.
	Président ³	FFF HOLDING S.A.S.
	Président ³	DETAIL INOX S.A.S.
	Président ³	JACQUET S.A.S.
	Président ³	FRANCE INOX S.A.S.
	Président ³	3F S.A.S. (jusqu'en avril 2006)
	Président ³	QUARTO Europe S.A.S.U.
	Président ³	JACQUET Lizy S.A.S.
	Président ³	JACQUET Lyon S.A.S.U.
	Administrateur	JACFRIESLAND BV
	Administrateur	JACQUET International S.A.
	Administrateur	JACQUET Polska Sp. z.o.o
	Administrateur	JACQUET Nova S.r.l
	Administrateur	QUARTO Nordic AB
	Administrateur	JACQUET Danmark ApS
	Administrateur	ERDBRÜGGER Metallservice GmbH
	Administrateur	JACQUET S.R.O
	Administrateur	JACQUET Berlin GmbH
Administrateur	JACQUET Norge AS	
Administrateur délégué	JACQUET Benelux S.A.	
Co-gérant	JACQUET Deutschland GmbH	
Gérant	JESTION E.U.R.L.	
Gérant	JWS S.A.R.L.	
Gérant	SCI DU CANAL	
Gérant	SCI LA FABRIQUE	
Gérant	SCI ROGNA BOUE	
Gérant	SCI QUEDE	
Gérant	SCI DE MIGENNES	
Gérant	JERIC S.A.R.L.	
Gérant	SCI DE BOURGOGNE	
Gérant	JACQUET Bâtiments E.U.R.L	
Gérant	SCI DES BROSSES	
Gérant	SCI DE MANTENAY	
Gérant	SCI CITE 44	
Jean Révérand	Administrateur	JACQUET Metals S.A.
	Administrateur	JACQUET Benelux S.A.
	Administrateur	JACQUET Finland OY
	Administrateur	JACQUET Iberica S.A.
Michel Perrin	Administrateur	JACQUET Metals S.A.
	Administrateur	JACQUET Iberica S.A.

¹ Président du Conseil d'Administration et Directeur Général

² Représentant de JWS S.A.R.L.

³ Représentant de JACQUET Metals S.A.

13 / conseil d'administration

Le fonctionnement du Conseil d'Administration est décrit dans le rapport du Président sur les conditions de préparation des travaux du Conseil d'Administration et les procédures de contrôle interne mises en place par la société.

14 / informations sociales et environnementales

Se référer au paragraphe 5 des informations données sur le Groupe.

53

15 / affectation et répartition des résultats 2006

Il est proposé d'affecter et de répartir le bénéfice tel qu'arrêté au 31 décembre 2006 comme suit :

Résultat net	10 490 737 €
Affectation aux actionnaires de la société à titre de dividendes	5 643 000 €
Le solde au crédit du compte "autres réserves"	4 847 737 €

16 / charges non déductibles visées aux articles 39-4 et 223 du code général des impôts

Le montant des charges s'élève à 19 543 euros pour l'exercice 2006 et l'impôt correspondant à 6 514 euros.

17 / tableau des résultats des cinq derniers exercices

Voir Annexe 1.

18 / évènements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi

Néant.

19 / délégations octroyées par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration

Néant.

Fait à Saint Priest, le 28 mars 2007

Éric Jacquet
Président du Conseil d'Administration



Annexe 1 : Tableau des résultats des cinq derniers exercices

en €	2006	2005	2004	2003	2002
Capital en fin d'exercice					
Capital social	7 500 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000	7 500 000
Nombre d'actions ordinaires	2 090 000	2 090 000	2 090 000	2 090 000	2 090 000
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	5 770 300	3 710 688	3 057 870	2 126 668	2 034 791
Résultat avant impôt, amortissements et provisions	13 212 264	6 693 763	3 960 862	2 122 153	2 676 651
Impôt sur les bénéfices	2 362 794	1 335 170	317 808	202 458	173 002
Participation des salariés	-	-	-	-	-
Résultat après impôt, amortissements et provisions	10 490 737	4 672 107	2 798 447	992 806	1 253 117
Résultat distribué ¹	5 643 000	2 821 500	2 090 000	209 000	209 000
Résultats par action					
Résultat après impôt, avant amortissements et provisions	5,19	2,56	1,74	0,92	1,20
Résultat après impôt, amortissements et provisions	5,02	2,24	1,34	0,48	0,60
Dividende attribué à chaque action ¹	2,70	1,35	1,00	0,10	0,10
Personnel					
Effectif moyen de l'exercice	10	11	9	9	10
Masse salariale de l'exercice	1 118 424	1 141 304	849 358	644 340	655 895
Charges sociales de l'exercice	452 321	464 343	365 576	271 190	262 873

¹ pour 2006, tel que proposé à l'Assemblée Générale.



Annexe 2 : Informations sur les filiales et participations

56

Société en €	Capital social	Total capitaux propres	Quote-part de capital détenue en %
JACQUET SAS	3 000 000	18 965 931	99,99
JACQUET Lizy SAS	160 000	1 185 534	100,00
FRANCE INOX SAS	300 000	1 204 418	99,99
DETAIL INOX SAS	1 370 000	1 433 355	99,99
JACPOL Sp. z.o.o.	2 036 034	7 844 196	100,00
JACQUET Finland OY	109 000	4 609 622	78,95
JACQUET Metallservice GmbH	70 000	621 443	75,00
JACQUET Iberica SA	402 000	899 790	70,00
JACQUET Nova Srl	400 000	2 159 428	81,25
JACQUET Sverige AB	553 050	1 793 038	100,00
JACQUET Magyarország Kft.	129 025	89 199	100,00
JACQUET s.r.o.	54 570	385 493	80,00
QUARTO Nordic AB	1 106 100	1 777 013	100,00
JACQUET Danmark ApS	33 543	26 176	100,00
JACQUET International SA	625 000	3 661 098	99,96
JACSLO d.o.o.	489 975	3 903 128	100,00
QUARTO Europe S.A.S.U.	100 000	1 528 495	100,00
ERDBRÜGGER Metallservice GmbH	80 000	341 299	51,25
JACQUET Berlin GmbH	100 000	116 080	75,00
JACQUET Norge AS	121 390	(943)	51,20
JACQUET Mid Atlantic Inc.	455 580	(116 243)	75,00
JACQUET Lyon S.A.S.U.	50 000	590 871	100,00
JACQUET Nederland BV	22 689	4 262 075	50,40
FFF HOLDING SAS	2 000 000	772 530	99,98
JSP EURL	300 000	548 047	100,00
JESTION EURL	8 000	371 247	100,00
JWS SARL	42 000	(62 197)	95,00
SCI DU CANAL	800	84 710	98,00
OSS SARL*	1 000 000	2 562 521	99,94
JACQUET Benelux SA*	500 000	3 757 028	99,92
JACQUET UK LTD*	1 265 820	3 569 717	99,96
JACQUET Deutschland GmbH*	25 565	819 300	99,96
JACQUET Steinau GmbH*	36 000	765 108	74,97
JACQUET Polska Sp. z.o.o.*	26 103	362 157	99,96
JACQUET Osiro AG*	248 928	1 580 089	50,98
JACFRIESLAND BV*	1 000 000	2 364 885	40,32
JACQUET Shanghai Co. Ltd.*	4 964 879	4 490 127	95,00
JACQUET Houston Inc.*	227 790	202 378	60,00

* participations indirectes



Valeur comptable des titres détenus brute	Valeur comptable des titres détenus nette	Chiffre d'affaires H.T.	Résultat du dernier exercice	Dividendes versés au Groupe durant l'exercice
5 206 152	5 206 152	66 533 643	5 114 241	2 000 000
152 434	152 434	7 941 105	374 175	0
323 952	323 952	5 268 155	166 337	0
1 877 137	1 397 137	4 369 477	214 298	0
1 979 800	1 979 800	23 858 090	3 804 976	641 783
81 750	81 750	21 514 220	2 862 414	150 011
52 500	52 500	9 766 020	374 302	0
369 600	369 600	6 283 260	340 361	0
325 000	325 000	7 893 188	1 011 842	0
1 902 194	1 902 194	7 911 448	879 564	0
53 250	53 250	1 172 643	54 292	0
37 795	37 795	3 822 613	227 368	0
1 106 880	1 106 880	10 869 972	576 887	267 924
154 617	154 617	1 090 472	3 073	0
1 022 231	1 022 231	868 630	2 891 620	2 199 127
495 781	495 781	24 845 078	3 069 509	0
100 000	100 000	11 535 559	918 511	125 000
41 000	41 000	3 766 704	164 925	0
75 000	75 000	1 455 751	16 337	0
63 922	63 922	1 099 398	(125 551)	0
375 626	375 626	258 099	(605 718)	0
50 000	50 000	14 722 808	540 871	0
1 000 000	1 000 000	31 941 992	1 939 183	348 264
3 288 565	688 564	0	115 117	0
288 112	288 112	2 796 479	103 723	0
7 622	7 622	1 637 600	338 898	200 000
39 900	39 900	0	(62 757)	0
447 901	447 901	93 694	83 910	76 042
0	0	8 652 313	265 982	0
0	0	19 589 498	2 551 315	1 800 000
0	0	10 733 222	1 561 700	0
0	0	19 465 743	746 620	500 000
0	0	8 306 298	408 429	112 500
0	0	6 091 451	232 000	122 669
0	0	8 151 316	591 686	223 018
0	0	9 215 321	1 029 243	0
0	0	484 354	(329 656)	0
0	0	0	(26 917)	0



2 / comptes consolidés 2006

Bilan consolidé au 31.12.2006

58

en K€	Notes			31.12.2006 Net	31.12.2005 Net	31.12.2004 Net
		Brut	Amort. Prov.			
Écarts d'acquisition	4.1.3	1 779	-	1 779	1 779	1 779
Immobilisations incorporelles	4.1.2	916	491	425	471	138
Immobilisations corporelles	4.1.2	42 373	18 577	23 796	21 521	21 071
Actifs financiers	4.1.2	512	150	362	344	332
Impôts différés	4.5	385	-	385	426	417
Actif non courant		45 965	19 218	26 747	24 541	23 737
Stocks et en-cours	4.2	77 045	121	76 924	42 538	32 477
Créances clients	4.3	51 598	266	51 332	34 486	28 964
Actifs d'impôt exigible	4.3	2 827	-	2 827	2 045	1 105
Autres créances	4.3	4 570	-	4 570	1 924	1 807
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.4	40 304	148	40 156	24 236	14 541
Actif courant		176 344	535	175 809	105 229	78 894
Total actif		222 309	19 753	202 556	129 770	102 631
Capital social	4.6.1			7 500	7 500	7 500
Réserves consolidées				33 303	24 806	17 152
Résultat				32 357	11 333	9 354
Capitaux propres part du groupe				73 161	43 639	34 006
Part des minoritaires				5 913	3 528	2 477
Capitaux propres				79 074	47 167	36 483
Impôts différés	4.5			4 003	2 569	1 727
Provision pour risques et charges	4.7			884	990	346
Dettes financières long terme	4.8			19 896	22 603	13 416
Passif non courant				24 783	26 162	15 489
Dettes financières court terme	4.8			17 053	12 034	6 266
Dettes fournisseurs	4.11			62 204	34 146	36 165
Passifs d'impôt exigible	4.11			12 635	5 565	4 796
Autres dettes	4.11			6 807	4 696	3 432
Passif courant				98 699	56 441	50 659
Total passif				202 556	129 770	102 631

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.



Compte de résultat consolidé au 31.12.2006

59

en K€	Notes	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Chiffre d'affaires	5	247 510	172 331	140 570
Achats consommés		158 562	119 112	92 347
Autres achats et charges externes		15 861	14 022	13 419
Impôts et taxes		1 428	1 034	1 057
Charges de personnel		17 854	15 459	14 555
Dotations nettes aux amortissements		3 195	3 168	3 104
Dotations nettes aux provisions		(197)	501	454
Autres charges / (autres produits)		(306)	(26)	(65)
Résultat opérationnel courant	5	51 112	19 061	15 699
Résultat des cessions d'actifs immobilisés	6.1	888	(85)	429
Résultat opérationnel		52 000	18 976	16 128
% du chiffre d'affaires		21,0%	11,0%	11,5%
Coût de l'endettement		1 405	852	867
Autres produits et charges financières		(773)	(768)	187
Résultat financier	6.2	(632)	(84)	(1 054)
Résultat avant impôt		51 368	18 892	15 074
Impôt sur les résultats	6.5	16 040	6 179	4 574
Résultat net consolidé		35 328	12 713	10 500
Part des minoritaires		2 971	1 380	1 146
Résultat net part du groupe		32 357	11 333	9 354
% du chiffre d'affaires		13,1%	6,6%	6,7%
Résultat net par action (en euros)		15,48	5,42	4,48
Résultat net dilué par action (en euros)		15,48	5,42	4,48

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.



Tableau des flux de trésorerie consolidé au 31.12.2006

en K€	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Résultat net	35 328	12 713	10 500
Dotations aux amortissements et provisions	2 999	3 669	3 745
Plus/moins values sur cessions d'actifs et divers	(888)	(15)	(221)
Variation des impôts différés	1 454	815	563
Capacité d'autofinancement	38 893	17 182	14 587
Coût de l'endettement	1 405	852	1 054
Intérêts payés	(1 562)	(720)	(868)
Charge d'impôts	14 510	5 364	3 919
Impôts payés	(8 705)	(5 044)	(1 461)
Trésorerie avant variation du fonds de roulement	44 541	17 634	17 231
Variation des stocks et encours	(34 993)	(9 336)	(11 878)
Variation des créances clients	(16 765)	(5 416)	(7 845)
Variation des dettes fournisseurs	28 058	(2 019)	18 574
Autres variations	(504)	499	(2 108)
Variation du besoin en fonds de roulement	(24 204)	(16 272)	(3 257)
Trésorerie résultant des opérations d'exploitation	20 337	1 362	13 974
Acquisitions d'immobilisations	(5 995)	(4 558)	(4 351)
Acquisitions de filiales	-	-	(41)
Cession d'immobilisations	1 748	101	698
Cession de filiales	-	-	654
Subventions d'investissement reçues	501	-	174
Autres variations	-	-	(79)
Trésorerie consacrée à des opérations d'investissements	(3 746)	(4 457)	(2 945)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(2 821)	(2 090)	(209)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(644)	(541)	(137)
Augmentation de capital des minoritaires	199	-	260
Émissions d'emprunts	5 840	16 883	3 495
Remboursements d'emprunts	(8 042)	(4 624)	(4 291)
Autres variations	303	601	(408)
Trésorerie consacrée à des opérations de financement	(5 165)	10 229	(1 290)
Écarts de conversion relatifs aux liquidités	-	-	24
Variation de trésorerie	11 426	7 134	9 763
Trésorerie à l'ouverture	18 905	11 771	2 008
Trésorerie à la clôture	30 331	18 905	11 771

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

Variation des fonds propres consolidés au 31.12.2006

en K€	Notes	Nombre d'actions	Capital social	Réserves	Écart de réévaluation	Écart de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Part des minoritaires	Capitaux propres
Au 1^{er} janvier 2005		2 090 000	7 500	24 134	1 759	613	34 006	2 477	36 483
Distribution de dividendes				(2 090)			(2 090)	(541)	(2 631)
Écarts de conversion						327	327	3	330
Autres				63			63	209	272
Résultat de la période				11 333			11 333	1 380	12 713
Au 31 décembre 2005		2 090 000	7 500	33 440	1 759	940	43 639	3 528	47 167
Distribution de dividendes				(2 822)			(2 822)	(644)	(3 466)
Écarts de conversion	4.6.3					116	116	9	125
Autres						(129)	(129)	49	(80)
Résultat de la période				32 357			32 357	2 971	35 328
Au 31 décembre 2006		2 090 000	7 500	62 975	1 759	927	73 161	5 913	79 074

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

Annexe aux comptes consolidés au 31.12.2006

1 / faits caractéristiques de l'exercice

L'année 2006 a été marquée par la création de 3 nouvelles filiales : JACQUET Lyon en janvier 2006 et les deux filiales américaines JACQUET Mid Atlantic et JACQUET Houston respectivement en mars et octobre 2006.

Le Groupe a également cédé en avril 2006 sa filiale 3F spécialisée dans la fabrication de fonds bombés de grandes dimensions et structurellement déficitaire depuis 2002. JACQUET Metals sort ainsi du métier de la fabrication des fonds bombés.

Les pourcentages d'intérêts et de contrôle du Groupe dans ces sociétés sont donnés au paragraphe 2.

Le chiffre d'affaires de l'exercice s'élève à 247,5 M€, en hausse de 44 % par rapport à l'exercice précédent. L'activité à l'international représente 83 % des ventes contre 77 % au cours de l'exercice 2005.

Le résultat opérationnel courant a quasiment triplé par rapport à l'exercice 2005 et s'établit à 51,1 M€ contre 19,1 M€ au cours de l'exercice précédent. Exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires, il ressort à 20,7% contre 11,1 % en 2005. Cette performance s'explique par l'accroissement des volumes distribués, la hausse des prix des métaux et la maîtrise des coûts de structure.

La majorité de la trésorerie dégagée sur l'exercice aura été mobilisée par l'accroissement du besoin en fonds de roulement lié au programme d'augmentation des stocks mis en place en 2005 et qui s'est achevé à la fin de l'exercice 2006. Ces derniers s'établissent à 77 M€ au 31 décembre 2006 contre 43 M€ fin 2005. La trésorerie nette du Groupe est positive et le gearing (ratio endettement net/capitaux propres) est de -4 % au 31 décembre 2006 contre 22 % au 31 décembre 2005.

La traduction des résultats 2006 du Groupe à taux de change constant par rapport à 2005 ne génère aucun écart significatif.



2 / variations de périmètre de consolidation

Les évolutions du périmètre de consolidation du Groupe concernent les sociétés créées sur l'exercice ou celles dont le pourcentage de participation a évolué par rapport à l'exercice précédent. Le tableau suivant indique les variations de pourcentage d'intérêts et de contrôle entre 2005 et 2006 :

62

Variation du périmètre	2005		2006	
	% Intérêts	% Contrôle	% Intérêts	% Contrôle
JACQUET Lyon SASU	-	-	100,00	100,00
JACQUET Mid Atlantic Inc	-	-	75,00	75,00
JACQUET Houston Inc	-	-	60,00	80,00
JACQUET Finland OY	75,00	75,00	78,95	78,95

La société JACQUET Finland a racheté 5 % de ses propres parts à un actionnaire minoritaire avec pour intention de les annuler. De ce fait, le pourcentage de détention de JACQUET Metals augmente mécaniquement de 75 % à 78.95 %.

La liste des filiales consolidées au 31 décembre 2006 ainsi que les pourcentages d'intérêts et de contrôle détenus sont présentés en note 7 de l'annexe.

3 / principes comptables

3.1 / déclaration de conformité

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du Groupe JACQUET Metals de l'exercice 2006 ont été préparés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

La société a notamment mis en œuvre les normes et interprétations d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2006 à savoir en particulier : IAS 39 révisée (juste valeur), IAS 19 révisée (avantage au personnel) et IAS 21 révisée (variation des cours des monnaies étrangères) ; l'application de ces nouvelles normes et interprétations est sans incidence sur les comptes consolidés ; elle complète de manière mineure l'information fournie dans les notes et annexes.

Les comptes consolidés n'intègrent pas les éventuels impacts des normes et interprétations publiées au 31 décembre 2006 mais non encore obligatoires dont l'application peut être anticipée. La société ne s'attend pas à ce que ces nouvelles règles modifient de manière substantielle le contenu ou la présentation de ses états financiers consolidés.

Les comptes consolidés du Groupe JACQUET Metals ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 28 mars 2007.

Le Président du Conseil d'Administration, qui a tous pouvoirs pour modifier les états financiers après leur publication, a autorisé la publication de ces derniers le 28 mars 2007.

3.2 / principes d'évaluation et de consolidation

Toutes les sociétés, étant contrôlées de façon exclusive par détention directe ou indirecte des droits de vote, sont consolidées par intégration globale. Toutes les transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées, de même que les résultats internes au Groupe (dividendes, plus values, marges en stock).

Les comptes consolidés du Groupe ont été établis selon les principes établis des normes IFRS : image fidèle, continuité d'exploitation, permanence de la présentation et importance relative.

Les états financiers sont présentés en euros, arrondis au millier le plus proche.

- Les états financiers des sociétés étrangères sont convertis en euro selon les principes suivants :
- les postes de bilan sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice,
 - les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de l'exercice,
 - les écarts résultant de ces méthodes de conversion sont comptabilisés en capitaux propres.
- Les dates de clôture retenues pour la consolidation sont celles des exercices sociaux c'est-à-dire le 31 décembre pour toutes les sociétés consolidées.

3.3 / regroupements d'entreprise

Le Groupe a choisi de retenir l'option offerte par la norme IFRS 1 qui consiste à ne pas retraiter selon les dispositions prévues par la norme IFRS 3 les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004. A compter de cette dernière date, la norme IFRS 3 est appliquée.

3.4 / recours à des estimations de la direction

La préparation des comptes consolidés conformes aux règles IFRS nécessite la prise en compte par la direction d'hypothèses et d'estimations qui ont une incidence sur les actifs et passifs figurant au bilan et mentionnés dans les notes annexes ainsi que sur les charges et produits du compte de résultat. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Les principales estimations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les hypothèses retenues pour le calcul de la valorisation des écarts d'acquisition, l'évaluation de la provision pour régime de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi ainsi que l'évaluation de certaines provisions pour charges.

3.5 / écarts d'acquisition

En application de la norme IFRS 3, lors d'un regroupement d'entreprise, les paiements effectués par le Groupe en prévision d'avantages économiques futurs générés par des actifs qui ne peuvent être identifiés individuellement et comptabilisés séparément sont comptabilisés comme goodwill à l'actif du bilan.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 - Dépréciation d'actifs, la valeur des écarts d'acquisition est testée au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur. Ce test, dont l'objectif est de prendre en compte des éléments ayant pu impacter la valeur recouvrable de ces actifs, est effectué à la clôture de chaque exercice. Pour les besoins de ce test, les valeurs d'actifs sont regroupées par Unité Génératrice de Trésorerie ou unité de reporting (UGT). L'UGT correspond aux entités juridiques ou filiales, niveau auquel le Groupe organise ses activités et analyse ses résultats dans son reporting interne.

Lorsque la valeur recouvrable d'UGT est inférieure à sa valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée en résultat opérationnel courant. La valeur recouvrable de l'UGT est la valeur la plus élevée entre la valeur de marché diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale évaluée sur la base d'une capitalisation à l'infini des flux de trésorerie.

3.6 / immobilisations incorporelles

Conformément à la norme IAS 38, un actif est enregistré à l'actif du bilan s'il est probable que les avantages économiques futurs liés à l'actif iront au Groupe. Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des éléments amortissables tels que des logiciels et des concessions, amortis linéairement sur des durées d'utilité comprises entre 1 et 4 ans.

3.7 / immobilisations corporelles

Le Groupe a choisi de conserver le principe de l'évaluation des immobilisations corporelles selon la méthode du coût historique amorti.

Les biens acquis au moyen d'un contrat de location financement sont traités en conformité avec la norme IAS 17- Contrats de location, soit par comptabilisation d'un actif amortissable et d'une dette financière.

Conformément à la norme IAS 16- Immobilisations corporelles, les actifs sont décomposés si leurs composantes ont des durées d'utilité différentes ou qu'elles procurent des avantages à l'entreprise selon un rythme différent nécessitant l'utilisation de taux et de mode d'amortissement différents.

Le coût d'une immobilisation corporelle est constitué :

- de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables,
- de tous les frais directement attribuables engagés pour mettre l'actif en état de marche en vue de l'utilisation prévue,
- de toutes les remises et rabais commerciaux déduits dans le calcul du prix d'achat.

Les méthodes et durées d'amortissement appliquées par le Groupe sont les suivantes :

- les terrains ne sont pas amortis,
- les bâtiments et leurs aménagements sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité estimée comprise entre 8 et 20 ans,
- les équipements industriels sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité estimée comprise entre 5 et 15 ans,
- les autres catégories d'immobilisations corporelles telles que les véhicules et le matériel informatique sont amorties linéairement sur des durées d'utilité estimées comprises entre 3 et 10 ans.

Le Groupe utilise ses actifs le plus longtemps possible et les cessions d'immobilisations restent très occasionnelles. Le Groupe exploite donc ses actifs sur leur durée d'utilité sans tenir compte de leur valeur résiduelle.

3.8 / tests de dépréciation effectués sur les actifs amortissables

Lorsque des événements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable de certains actifs corporels ou incorporels est susceptible de ne pas être recouvrable, cette valeur est comparée à la valeur recouvrable estimée à partir de la valeur d'utilité (calculée comme la somme actualisée des flux de trésorerie estimés futurs attendus de l'utilisation des actifs et de leur cession éventuelle) en l'absence de juste valeur nette estimable de manière fiable. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de ces actifs, cette dernière est ramenée à la valeur recouvrable (définie comme le montant le plus élevé de la juste valeur nette et de la valeur d'utilité) par comptabilisation d'une perte de valeur d'actif en "autres produits et charges opérationnels". La nouvelle valeur de l'actif est amortie prospectivement sur la nouvelle durée de vie résiduelle de l'actif.

3.9 / stocks et travaux en cours

– Marchandises et produits entiers

Les stocks sont valorisés au prix moyen pondéré, incluant les frais d'approche. Les frais d'approche comprennent les coûts de transport ainsi que d'éventuels frais de traitement (décapage), à l'exclusion des frais de stockage et des frais financiers. Ces stocks sont achetés principalement en euros.

– Produits entamés

Les tôles entamées (tôles entières dont une partie de la surface a été prélevée), sont réutilisables pour la découpe d'autres pièces. Néanmoins, plus la surface de la tôle entamée est petite, plus les chances de réutilisation de cette tôle sont faibles. Toutes les tôles entamées font l'objet d'un recensement exhaustif, nuance par nuance, épaisseur par épaisseur, format par format. La valorisation de ces tôles est déterminée en tenant compte de la proportion estimée de chutes, proportion qui augmente avec le degré d'entame de la tôle.

– Provisions pour dépréciation des stocks

Une provision pour dépréciation est constatée dès lors que la valeur probable de réalisation du stock est inférieure à sa valeur comptable.

Les taux de provision sur stock appliqués sont de 75 % pour des marchandises ne figurant plus au catalogue, de 50 % pour des articles présentant un risque de décote élevé (format, certificat qualité), de 20 % pour des rotations faibles supérieures à 2 ans et de 10 % pour des rotations faibles comprises entre 1 et 2 ans.

3.10 / créances clients

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. La juste valeur des créances clients est assimilée à leur valeur nominale compte tenu des échéances de paiement généralement inférieures à 3 mois. Les créances clients peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une dépréciation. Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe un risque de non recouvrement. La valeur d'inventaire est appréciée créance par créance en fonction de ce risque. Lorsque la créance est couverte par une police d'assurance-crédit, ce qui est généralement le cas, seule la partie non assurée fait l'objet d'une provision.

3.11 / trésorerie et équivalents de trésorerie

Le poste est constitué des liquidités en banque, des fonds de caisse et des valeurs mobilières de placement. Ces dernières sont constituées principalement de titres de placement à court terme, de Certificats de Dépôt Négociables et de SICAV. Les titres détenus à des fins de transaction sont évalués en juste valeur et les pertes et profits latents sont comptabilisés au compte de résultat en produits ou charges financiers. Ces placements sont généralement détenus dans l'optique d'être cédés à court terme.

3.12 / instruments financiers dérivés

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en juste valeur. La comptabilisation des variations de juste valeur dépend de l'intention d'utilisation de l'instrument dérivé et du classement qui en résulte. Dans le cas d'une couverture de juste valeur, les variations de valeur du dérivé sont enregistrées dans le résultat de la période, venant ainsi compenser les pertes ou gains latents reconnus sur l'instrument couvert à hauteur de la part efficace. Les dérivés incorporés non clairement et étroitement liés aux contrats hôtes sont comptabilisés à leur juste valeur au bilan. Leurs variations de juste valeur sont comptabilisées dans le résultat de la période.



3.13 / dettes financières

Conformément aux dispositions de la norme IAS 39- Instruments financiers, les emprunts et passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti calculé sur la base du taux d'intérêt effectif. Aucun coût d'emprunt n'est intégré dans le coût d'acquisition des immobilisations.

66 3.14 / régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraites, de pré-retraites et d'indemnités de départs.

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les provisions sont déterminées de la façon suivante : la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs.

La charge représentative de l'évolution des engagements nets au titre des pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi est comptabilisée dans le résultat opérationnel ou le résultat financier selon la nature du sous-jacent.

3.15 / impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts sur les bénéfices correspond à l'impôt exigible résultant notamment de l'application de la convention d'intégration fiscale mentionnée en note 9.1 pour les sociétés du Groupe faisant partie de ce régime, corrigée des impôts différés. Ceux-ci résultent de retraitements apportés aux comptes sociaux annuels, ainsi que de certains décalages d'imposition dans le temps qui existent entre le résultat comptable retraité et le résultat fiscal.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 12-Impôts différés, les provisions pour impôts différés sont calculées selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable, pour toutes les différences temporelles résultant de l'écart entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs, ainsi que pour les pertes fiscales reportables. Les actifs et passifs d'impôts différés sont calculés en tenant compte des taux d'impôts votés ou quasi adoptés qui seront applicables lors du renversement des différences temporelles.

Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que si leur récupération est probable. Les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'un calcul d'actualisation.

Aucun impôt différé n'a été calculé sur les différences temporaires résultant de la différence d'évaluation des participations dans les sociétés affiliées. Sauf si une distribution est prévue, aucune provision pour les impôts à la source ou d'autres taxes n'est constituée sur les bénéfices non distribués des sociétés affiliées car ces bénéfices sont, en règle générale, réinvestis.

3.16 / subventions publiques

Conformément à la norme IAS 20, les subventions d'investissement publiques reçues sont différées pour être comptabilisées en résultat d'exploitation au prorata de l'amortissement des biens correspondants acquis.

3.17 / chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est composé de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intra-Groupe. Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés (le plus souvent, à la date du transfert de propriétés des biens). Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, donc après déduction de remises et rabais commerciaux. Les coûts de transports facturés aux clients sont compris dans le chiffre d'affaires, ceux supportés par le Groupe sont inclus dans les autres achats et charges externes.

3.18 / résultat opérationnel courant

Le Groupe utilise le résultat opérationnel courant comme principal indicateur de performances. Il correspond au résultat de l'ensemble consolidé avant prise en compte :

- du résultat des cessions d'actifs immobilisés,
- des produits ou charges financières,
- des impôts,
- de la part des minoritaires.

3.19 / produits et charges financiers

Les produits et charges financiers se composent des éléments suivants :

- des charges et produits d'intérêts sur la dette nette consolidée, constituée des emprunts, de la trésorerie et des autres passifs financiers (y compris les dettes sur contrats de location financement),
- du résultat de change sur l'ensemble des opérations du Groupe,
- des profits et pertes de change sur contrats à terme et autres instruments financiers qui ne peuvent être traités comme des instruments de couverture au sens de la norme IAS 39 «Instruments financiers».

3.20 / opérations en monnaies étrangères

Les opérations libellées en devises sont comptabilisées à leur contre valeur en euro à la date de l'opération. A la clôture de l'exercice, les actifs financiers et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros au cours de clôture. Les pertes et gains de change en découlant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en autres produits et charges financiers au compte de résultat.



3.21 / analyse sectorielle

Un secteur d'activité est une composante distincte d'une entreprise qui est engagée dans la fourniture d'un produit unique ou d'un groupe de produits liés, et qui est exposée à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs d'activité.

Les risques et les taux de rentabilité du Groupe JACQUET Metals sont affectés principalement par l'exercice de ces activités dans différentes zones géographiques, constituant ainsi le seul niveau d'information sectorielle au sens de la norme IAS 14.

L'activité du Groupe JACQUET Metals s'exerce autour d'un pôle principal, le commerce de métaux nobles, découpés à la demande ou revendus en l'état (négoce). La découpe et le négoce font appel aux mêmes moyens logistiques et de stockage et les fournisseurs, clients, méthodes de distribution, environnement réglementaire, risques, potentiel de développement et marchés sont communs. Ils ne constituent donc pas au sens de la norme IAS 14 deux secteurs d'activités distincts.

3.22 / résultat par actions

Le résultat par actions est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre d'actions composant le capital social à la date de clôture. En l'absence d'instrument dilutif, le résultat de base et le résultat dilué par actions sont identiques.

3.23 / actifs destinés à être cédés

Lorsque le Groupe s'attend à recouvrer la valeur d'un actif par la vente plutôt que par son utilisation, cet actif de même que les passifs correspondants sont présentés distinctement sur les lignes «actifs et passifs destinés à être cédés» du bilan dans la mesure où ces actifs et passifs contribuent de manière significative au total du bilan consolidé. Un actif classé comme tel est évalué au montant le plus faible de sa valeur comptable et de son prix de vente estimé net des coûts liés à la vente. Les éléments du résultat et du tableau de flux de trésorerie relatifs à ces activités abandonnées sont isolés dans les états financiers pour toutes les périodes présentées s'ils présentent un caractère matériel.

4 / notes sur les principaux postes du bilan

4.1 / immobilisations

4.1.1 / immobilisations et amortissements 2004, 2005, 2006

Les immobilisations se décomposent comme suit :

Immobilisations en K€	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Brevets, licences	501	484	437
Autres immobilisations incorporelles	415	475	141
Immobilisations incorporelles	916	959	578
Terrains et constructions	15 896	13 979	13 703
Installations techniques	18 958	18 336	17 936
Autres immobilisations corporelles	6 556	6 024	5 504
Immobilisations corporelles en cours et autres	963	1 207	266
Immobilisations corporelles	42 373	39 546	37 409
Actifs financiers	512	494	482
Total valeurs brutes	43 801	40 999	38 469

Amortissements et provisions en K€	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Amortissements immobilisations incorporelles	(491)	(488)	(440)
Amortissements immobilisations corporelles	(18 577)	(18 025)	(16 338)
Provisions sur actifs financiers	(150)	(150)	(150)
Total amortissements et provisions	(19 218)	(18 663)	(16 928)
Total valeurs nettes	24 583	22 336	21 541

Sur une période de 3 années, les variations des immobilisations se présentent comme suit :

Immobilisations nettes en K€	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Au 1^{er} janvier	22 336	21 541	21 336
Variation de périmètre	(201)	-	(60)
Investissements de la période	5 995	4 558	4 348
Cessions	(201)	(770)	(712)
Dotations aux amortissements et provisions	(3 195)	(3 168)	(3 704)
Écarts de conversion et autres	(152)	175	333
Au 31 décembre	24 583	22 336	21 541



4.1.2 / variations des immobilisations et amortissements en 2006

70

	31.12.2005	Mouv. de périètre	Augment.	Diminut.	Autres variations	Écarts de conversion	31.12.2006
Immobilisations en K€							
Brevets, licences	484		31	(14)			501
Autres immobilisations incorporelles	475	(41)	11	(4)		(26)	415
Immobilisations incorporelles	959	(41)	42	(18)	-	(26)	916
Terrains	3 058		310			14	3 382
Constructions	10 921	(174)	1 256	(34)	542	3	12 514
Installations techniques	18 336	(1 985)	2 792	(97)	(68)	(20)	18 958
Autres immobilisations corporelles	6 024	(231)	1 216	(491)	30	8	6 556
Immobilisations corporelles en cours	1 027		261		(337)	(68)	883
Avances et acomptes	180		73		(167)	(6)	80
Immobilisations corporelles	39 546	(2 390)	5 908	(622)	-	(69)	42 373
Actifs financiers	494		45	(25)	-	(2)	512
Total valeurs brutes	40 999	(2 431)	5 995	(665)	-	(98)	43 801
Amortissements et provisions en K€							
Brevets, licences	397		51	(14)			434
Autres immobilisations incorporelles	91	(41)	11	(4)			57
Immobilisations incorporelles	488	(41)	62	(18)	-	-	491
Terrains	357		92				449
Constructions	4 338	(129)	623	(34)		9	4 807
Installations techniques	10 135	(1 844)	1 556	(92)	(21)	40	9 774
Autres immobilisations corporelles	3 195	(216)	862	(320)	21	5	3 547
Immobilisations corporelles	18 025	(2 189)	3 133	(446)	-	54	18 577
Actifs financiers	150						150
Total amortissements et provisions	18 663	(2 230)	3 195	(464)	-	54	19 218
Valeurs nettes	22 336	(201)	2 800	(201)	-	(152)	24 583

Les investissements réalisés en Chine et aux Etats-Unis contribuent pour près de la moitié dans l'augmentation des immobilisations du Groupe. Le reste des investissements résulte principalement de l'augmentation des capacités de stockage et de découpe.

4.1.3 / écarts d'acquisition

Par société, les écarts d'acquisition se répartissent comme suit :

en K€	Valeurs brutes			Provisions				VNC
	31.12.2005	Dimin.	31.12.2006	31.12.2005	Dotations	Reprises	31.12.2006	31.12.2006
JACQUET International	81	-	81	-	-	-	-	81
JACQUET Benelux	333	-	333	-	-	-	-	333
JACQUET Deutschland	10	-	10	-	-	-	-	10
SCI DU CANAL	10	-	10	-	-	-	-	10
FRANCE INOX	217	-	217	-	-	-	-	217
JACQUET Sverige	871	-	871	-	-	-	-	871
DETAIL INOX	257	-	257	-	-	-	-	257
3F	41	(41)	-	(41)	-	41	-	-
Total	1 820	(41)	1 779	(41)	-	41	-	1 779

71

4.1.4 / contrats de location

A / locations financement

Les immobilisations acquises par voie de location financement concernent uniquement des installations techniques, matériels et outillages. Elles s'élèvent en valeur nette à 2 264 K€ au 31 décembre 2006 contre 2 281 K€ au 31 décembre 2005. La dette correspondant aux actifs financés par location financement s'élève à 1 714 K€ au 31 décembre 2006 contre 1 772 K€ au 31 décembre 2005.

Les engagements de location financement se ventilent comme suit :

en K€	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Valeurs d'origine	3 970	3 373	3 252
Amortissements	(1 184)	(624)	(260)
Dotations de la période	(522)	(468)	(265)
Valeurs nettes	2 264	2 281	2 727
Redevances payées			
Cumuls exercices antérieurs	1 868	1 115	631
Période	634	753	484
Total	2 502	1 868	1 115
Redevances restant à payer			
À moins d'1 an	518	635	732
Entre 1 et 5 ans	833	1 355	1 978
Total	1 351	1 990	2 710
Valeur résiduelle	96	96	96



B / locations simples

A l'exception des filiales françaises de production, JACQUET Osiro en Suisse, JACQUET Nova en Italie et JACQUET Mid Atlantic aux Etats-Unis, toutes les filiales du Groupe disposant d'un site de parachèvement sont propriétaires de leurs terrains et bâtiments.

Les principales caractéristiques des contrats de baux au 31 décembre 2006 se présentent comme suit :

Description	Option d'achat	Option de renouvellement	Date de signature du bail	Résiliation effective possible au	Engagements ¹ en K€			Loyers HT en K€		
					2007	2008	2009	2006	2005	2004
Site JACQUET Metals ²	N	Tacite	01.01.03	31.12.08	362	391	-	335	313	301
Site FRANCE INOX ²	N	Tacite	01.01.03	31.12.08	99	107	-	92	91	86
Site DETAIL INOX ²	N	Tacite	01.10.99	30.09.08	68	73	-	63	59	58
Site JACQUET Osiro ³	N	Annuelle	01.12.02	01.12.07	90	-	-	90	90	85
Site JACQUET Nova ³	N	Tacite	01.01.02	31.12.07	83	-	-	83	82	81
Site JACQUET Mid Atlantic ³	N	Tacite	30.06.06	30.06.09	119	122	63	58	-	-

¹ les loyers concernant les filiales françaises ont fait l'objet d'une réévaluation sur la base d'un indice du coût de la construction évalué à 8 %.

² baux commerciaux de 9 ans, résiliables tous les 3 ans avec un préavis de 6 mois

³ les loyers futurs ne tiennent pas compte d'un coefficient de réévaluation.

4.1.5 / actifs financiers

Les immobilisations financières sont constituées essentiellement de dépôts et cautionnements.

4.2 / stocks et en-cours

Au 31 décembre, les stocks en valeurs brutes et nettes se répartissent comme suit :

en K€	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Valeurs brutes	77 045	42 735	32 716
Provisions sur stocks	(121)	(197)	(239)
Valeurs nettes	76 924	42 538	32 477

La forte progression des stocks en 2006 s'explique par :

- la volonté du Groupe de proposer à ses clients une gamme toujours plus large de produits,
- la mise en place de stocks importants aux Etats-Unis et en Chine,
- la montée en puissance des nouveaux sites lancés au cours des trois derniers exercices,
- le développement des activités de négoce de tôles en acier inoxydables (sociétés QUARTO),
- l'augmentation du prix des matières premières.

La valorisation du stock au prix de remplacement (application du dernier prix d'achat connu au 31 décembre 2006) conduirait à une augmentation de la valeur du stock d'environ 10 %.



4.3 / créances clients et autres créances

Au 31 décembre, les créances clients et autres créances s'analysent comme suit :

en K€	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Créances clients	51 598	34 833	29 418
Provisions sur créances douteuses	(266)	(347)	(453)
Créances clients nettes	51 332	34 486	28 965
Actifs d'impôt exigible	2 827	2 045	1 105
Avances et acomptes	1 222	2	6
Créances sociales	87	78	257
Autres créances	2 912	1 606	1 166
Charges constatées d'avance	349	238	378
Autres créances nettes	4 570	1 924	1 807
Total créances brutes	58 995	38 802	32 330
Total créances nettes	58 729	38 455	31 877

73

L'ensemble des créances est à échéance à moins d'un an.



4.4 / trésorerie et équivalents de trésorerie

Au 31 décembre, le poste trésorerie et équivalents de trésorerie se répartit comme suit :

en K€	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Valeurs mobilières de placement	22 149	15 717	7 126
Provisions	(147)	(165)	(497)
Valeurs mobilières de placement nettes	22 002	15 552	6 629
Disponibilités	18 154	8 684	7 912
Trésorerie et équivalents nets	40 156	24 236	14 541

Les valeurs mobilières de placement s'analysent comme suit :

en K€	Valeur brute au 31.12.2006	Valeur nette au 31.12.2006	Valeur de marché au 31.12.2006
SICAV	2 809	2 809	2 809
CDN (Certificats de Dépôt Négociables)	19 000	19 000	19 000
Actions Alstom	184	36	36
Divers autres	157	157	157
Valeurs nettes	22 150	22 002	22 002

Les valeurs mobilières de placement ont évolué comme suit au cours des trois derniers exercices :

en K€	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
SICAV	2 809	15 376	6 614
CDN (Certificats de Dépôt Négociables)	19 000	-	-
Actions Alstom	36	19	8
Divers autres	157	157	7
Valeurs nettes	22 002	15 552	6 629

Le taux d'intérêt moyen de rémunération des Certificats de Dépôt Négociables s'élève à environ 3,65 % sur l'exercice 2006.

4.5 / analyse des impôts différés

Les impôts différés actifs et passifs s'analysent comme suit :

en K€	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Déficits fiscaux reportables	-	-	12
Différences temporaires	385	426	405
Impôts différés actifs	385	426	417
Provision pour hausse des prix	3 028	1 509	774
Différences temporaires	191	253	116
Réévaluation d'actif	784	807	837
Impôts différés passifs	4 003	2 569	1 727

Au cours de l'exercice 2006, une provision pour hausse des prix pour un montant total de 4 549 K€ a été comptabilisée dans les comptes sociaux des sociétés françaises intégrées fiscalement.

4.6 / capitaux propres

4.6.1 / capital

Au 31 décembre 2006, le capital se compose de 2 090 000 actions d'une valeur unitaire de 3,59 euros. Le nombre d'actions autorisées et en circulation a évolué comme suit sur les trois derniers exercices :

	2006	2005	2004
Nombre d'actions autorisées	2 090 000	2 090 000	2 090 000
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	2 090 000	2 090 000	2 090 000
Nombre d'actions non encore libérées	-	-	-
Valeur nominale (€)	3,59	3,59	3,59
Nombre d'actions en circulation à la fin de l'exercice	2 090 000	2 090 000	2 090 000
Nombre d'actions bénéficiant d'un droit de vote double	1 217 418	1 379 110	1 567 500
Nombre d'actions en auto-contrôle	-	-	-
Nombre d'actions en auto-détention ¹	-	-	4 982

¹ contrat de liquidité avec la société de bourse BANQUE PRIVEE FIDEURAM WARGNY

Le Conseil d'Administration du 28 mars 2007 proposera à la prochaine Assemblée Générale la mise en distribution d'un dividende de 2,70 euros par action.

4.6.2 / variations des capitaux propres

Voir le 4^{ème} tableau des états financiers.

4.6.3 / écarts de conversion

La variation positive de 116 K€ sur l'exercice 2006 du poste écarts de conversion dans les capitaux propres reflète principalement l'appréciation du Zloty polonais (PLN) et de la Couronne suédoise (SEK) par rapport à l'Euro ainsi que la dépréciation du Yuan chinois (CNY).



4.7 / provisions pour risques et charges

L'évolution des provisions pour risques et charges s'analyse comme suit :

76

en K€	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Provision pour litiges	185	319	176
Provision pour pensions et assimilés	218	78	44
Autres provisions pour charges	481	593	126
Provisions pour risques et charges	884	990	346
dont courant	481	593	126
dont non courant	403	397	220

L'évolution sur les trois dernières années est la suivante :

en K€	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Au 1^{er} janvier	990	346	303
Variation de périmètre	(30)	-	(2)
Dotations aux provisions	600	764	195
Reprises de provisions - montants utilisés	(553)	(113)	(145)
Reprises de provisions - montants non utilisés	(123)	(7)	(5)
Au 31 décembre	884	990	346

4.8 / dettes financières

Les échéances des dettes financières s'analysent ainsi :

en K€	31.12.2006	moins de 1 an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans
Dettes financières long terme	19 896	-	18 387	1 509
Dettes financières court terme < 1 an	7 228	7 228	-	-
Concours bancaires courants	9 825	9 825	-	-
Dettes financières court terme	17 053	17 053	-	-
Total des dettes financières	36 949	17 053	18 387	1 509

Les dettes financières s'analysent comme suit :

en K€	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Emprunts à taux fixe	4 256	2 715	3 846
Emprunts à taux variable	22 868	26 590	13 066
Concours bancaires courants	9 825	5 332	2 770
Dettes financières	36 949	34 637	19 682
Dont EUR	29 215	31 366	15 314
Dont USD	5 232	-	-
Dont GBP	1 102	1 112	1 323
Dont PLN	831	1 433	2 115
Dont SEK	392	501	654
Dont CHF	177	225	276

77

Les taux d'intérêts moyens pour les exercices 2005 et 2006 s'élèvent à environ 4,5 %.

L'augmentation des dettes financières est principalement liée à la mise en place au premier trimestre 2006 d'une enveloppe de financements moyen terme (sur 5 ans) à taux variable de 4 millions d'euros et sans garantie particulière dans le but de financer les investissements et le développement du Groupe. Une première enveloppe de 12 millions d'euros souscrite dans les mêmes conditions et pour les mêmes raisons avait été mise en place en décembre 2005.

Afin de couvrir le risque de change lié à la partie des projets chinois et américains financée par JACQUET Metals, un découvert en dollars a été mis en place à hauteur de 6,9 millions de dollars au 31 décembre 2006.

Aucune dette à moyen terme n'était exigible de manière anticipée au 31 décembre 2006 compte tenu des bons ratios de solvabilité financière du Groupe comme l'indique le tableau ci-dessous :

Description de la clause d'exigibilité	Montant de la dette moyen terme au 31.12.2006	Contrôle d'application en 2006
Covenant Groupe - Ratio dette financière nette de trésorerie sur fonds propres inférieur à 1	1 502 K€	Non applicable Ratio= -4 %



4.9 / position de trésorerie

en K€	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Valeurs mobilières de placement	22 002	15 552	6 629
Disponibilités	18 154	8 684	7 912
Concours bancaires courants	(8 925)	(5 331)	(2 770)
Trésorerie nette	31 231	18 905	11 771

L'essentiel de la trésorerie dégagée sur l'exercice par les opérations a été consacré au programme d'augmentation des stocks, achevé en 2006. Les enveloppes de financement moyen terme d'un montant total de 16 millions d'euros mises en place fin 2005 et début 2006 en prévision des investissements et du développement du Groupe ont été investies, en partie, en Certificats de Dépôt Négociables et SICAV en l'attente d'une utilisation ultérieure.

4.10 / subventions d'investissement

Dans le cadre de ses investissements, le Groupe perçoit dans certains pays (notamment en Belgique et aux Pays-Bas) des subventions publiques liées à des actifs. Ces subventions sont comptabilisées lors de leurs versements par les organismes publics dans les dettes d'exploitation en autres produits différés et sont reprises en compte de résultat sur le même rythme que les amortissements des biens correspondants acquis. Ces subventions s'analysent comme suit sur les trois derniers exercices :

en K€	2006	2005	2004
Subventions en produits différés au 31 décembre	593	271	268
Subventions virées au compte de résultat	179	54	67
Subventions reçues	501	57	174

Au cours de l'exercice 2006, la société JACFRIESLAND a reçu une subvention de 501 K€ pour financer une partie de ses investissements réalisés depuis 2 ans dans la région de Friesland.

4.11 / dettes fournisseurs et autres dettes

Ces postes évoluent comme suit :

en K€	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Dettes fournisseurs	62 204	34 146	36 165
Passifs d'impôt exigible	12 635	5 565	4 796
Avances et acomptes	393	–	33
Dettes sociales	4 623	3 391	2 677
Produits constatés d'avance	839	702	316
Autres	951	603	406
Autres dettes	6 807	4 696	3 432
Total dettes d'exploitation	81 646	44 407	44 393

L'ensemble des dettes d'exploitation est à échéance à moins d'un an.

5 / analyse sectorielle

Comme indiqué au paragraphe 3.21, le métier du Groupe JACQUET Metals s'exerce autour d'un seul pôle, le commerce de métaux nobles découpés à la demande ou revendus en l'état. Le Groupe est aujourd'hui présent en Europe dans 18 pays au travers d'un réseau de filiales et de bureaux de vente, en Chine avec la filiale JACQUET Shanghai et aux Etats-Unis avec les filiales JACQUET Mid Atlantic et JACQUET Houston.

Les informations sélectionnées sur le chiffre d'affaires, le résultat, les actifs et les passifs du Groupe par zones géographiques se décomposent comme suit :

en K€	France	Europe	Reste du Monde	Éliminations	Total
Exercice 2006					
Chiffre d'affaires avec Groupe	130 778	239 712	742	-	371 232
Moins chiffre d'affaires inter-segment	(61 627)	(62 095)	-	-	(123 722)
Chiffre d'affaires consolidé	69 150	177 617	742	-	247 510
Résultat opérationnel courant consolidé	22 224	29 688	(800)	-	51 112
Charges non affectables					888
Résultat financier					(632)
Impôts sur les résultats					(16 040)
Résultat net consolidé					35 328
Actifs sectoriels	84 415	105 667	12 474	-	202 556
Passifs sectoriels	38 947	71 016	13 518	-	123 482
Investissements de la période	437	2 671	2 887	-	5 995
Dotations aux amortissements	1 187	1 889	119	-	3 195

en K€	France	Europe	Reste du Monde	Éliminations	Total
Exercice 2005					
Chiffre d'affaires avec Groupe	94 151	149 434	-	-	243 585
Moins chiffre d'affaires inter-segment	(36 415)	(34 839)	-	-	(71 254)
Chiffre d'affaires consolidé	57 736	114 595	-	-	172 331
Résultat opérationnel courant consolidé	7 803	11 346	(88)	-	19 061
Charges non affectables					(85)
Résultat financier					(84)
Impôts sur les résultats					(6 179)
Résultat net consolidé					12 713
Actifs sectoriels	64 061	63 440	2 270	-	129 770
Passifs sectoriels	34 504	45 786	2 314	-	82 604
Investissements de la période	780	2 381	1 397	-	4 558
Dotations aux amortissements	1 328	1 653	11	176	3 168



rapports de gestion, situation financière et résultats 2006

80

en K€	France	Europe	Reste du Monde	Éliminations	Total
Exercice 2004					
Chiffre d'affaires avec Groupe	72 368	111 068	-	-	183 436
Moins chiffre d'affaires inter-segment	(25 699)	(17 167)	-	-	(42 866)
Chiffre d'affaires consolidé	46 669	93 901	-	-	140 570
Résultat opérationnel courant consolidé	5 111	10 620	(32)	-	15 699
Charges non affectables					429
Résultat financier					(1 054)
Impôts sur les résultats					(4 574)
Résultat net consolidé					10 500
Actifs sectoriels	46 647	55 389	595	-	102 631
Passifs sectoriels	21 971	43 482	695	-	66 149
Investissements de la période	921	3 368	62	-	4 351
Dotations aux amortissements	1 628	1 317	1	158	3 104

Les données ci-dessus concernent les zones d'implantation du Groupe et non de commercialisation.

Le chiffre d'affaires par zone de commercialisation est le suivant :

en K€	France	Europe	Reste du monde	Total
Année 2006				
Chiffre d'affaires avec Groupe	72 050	293 068	6 114	371 232
Moins CA inter-segment	(29 030)	(94 656)	(36)	(123 722)
Chiffre d'affaires consolidé	43 020	198 412	6 078	247 510
Année 2005				
Chiffre d'affaires avec Groupe	60 643	178 239	4 703	243 585
Moins CA inter-segment	(21 439)	(49 815)		(71 254)
Chiffre d'affaires consolidé	39 204	128 424	4 703	172 331
Année 2004				
Chiffre d'affaires avec Groupe	44 919	133 413	5 104	183 436
Moins CA inter-segment	(10 185)	(32 681)		(42 866)
Chiffre d'affaires consolidé	34 734	100 732	5 104	140 570

6 / notes sur les autres postes principaux du compte de résultat

6.1 / résultat des cessions d'actifs immobilisés

En 2005, dans l'optique de la cession de la société 3F, la société JACQUET Metals s'est portée acquéreur de matériels dont 3F n'avait qu'un usage limité et destinés à la vente. Ces matériels achetés pour 683 K€, et enregistrés en stock par JACQUET Metals, ont été cédés en 2006. L'essentiel du résultat des cessions d'actifs immobilisés résulte de la plus value de cession réalisée sur ces actifs.

6.2 / résultat financier

Sur les trois derniers exercices, le résultat financier se décompose comme suit :

en K€	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Coût de l'endettement	1 405	852	867
Revenu des placements	(1 012)	297	(83)
Coût de l'endettement net	393	555	784
(Gain)/perte de change	263	(285)	30
SICAV USD	-	(336)	334
Autres	(24)	150	(94)
Résultat financier	632	84	1 054

Les SICAV USD détenues au 31 décembre 2005 et vendues sur le deuxième semestre 2006 ont généré une perte de change de l'ordre de 250 K€. Au 31 décembre 2005, un gain de change latent équivalent avait été constaté pour ces mêmes SICAV.

6.3 / incidences des variations de change sur le chiffre d'affaires et le résultat du groupe

Les variations de change n'ont pas d'incidence sur la comparabilité des états financiers consolidés des exercices 2006 et 2005.

6.4 / personnel

en nombre	2006	2005	2004
Effectif moyen			
Cadres	54	51	48
Employés	150	141	141
Ouvriers	136	139	146
Effectif moyen total	340	331	335
Dont France	153	156	177
Dont Étranger	187	175	158
Effectif moyen ponctuel au 31 décembre	381	376	338

L'effectif moyen est de 340 personnes en 2006 contre 331 en 2005. Cette hausse est limitée du fait de la cession de la société 3F en avril 2006. Au 31 décembre 2005, la société 3F comptait 30 salariés.



6.5 / analyse du taux d'imposition

Au 31 décembre, la charge d'impôt du Groupe se répartit comme suit :

82

Preuve de l'impôt	en K€	Incidence du taux
Résultat consolidé	35 328	
Charge d'impôt	16 040	
Résultat consolidé avant impôt	51 368	
Taux d'impôt applicable en France		33,33 %
Charge fiscale théorique	17 121	
Écart de taux sociétés étrangères	(1 875)	(3,6%)
Perte fiscale de la période non activée	190	0,4%
Utilisation de déficits reportables non activés	(72)	(0,1%)
Impôts sur différences permanentes	142	0,3%
Contribution additionnelle	533	1,0%
Charge d'impôt réelle	16 040	31,2%

La charge d'impôt de l'exercice s'élève à 16 040 K€ dont 14 586 K€ d'impôts sur les bénéfices et 1 454 K€ d'impôts différés.



7 / tableaux des filiales

Au 31 décembre 2006, la liste des sociétés consolidées s'établit comme suit :

Sociétés	Pays	% Intérêts	% Contrôle
JACQUET Metals	France	Société Mère	Société Mère
JACQUET SAS	France	99,99	99,99
JACQUET Lizy SAS	France	100,00	100,00
FRANCE INOX SAS	France	99,99	99,99
DETAIL INOX SAS	France	99,99	99,99
QUARTO Europe S.A.S.U.	France	100,00	100,00
JACQUET Lyon S.A.S.U.	France	100,00	100,00
FFF HOLDING SAS	France	99,98	99,98
JSP EURL	France	100,00	100,00
JESTION EURL	France	100,00	100,00
JWS SARL	France	95,00	95,00
SCI DU CANAL	France	98,00	98,00
OSS SARL	France	99,94	99,96
JACPOL Sp. z.o.o.	Pologne	100,00	100,00
JACQUET Polska Sp. z.o.o.	Pologne	99,96	100,00
JACQUET Finland OY	Finlande	78,95	78,95
JACQUET Metallservice GmbH	Autriche	75,00	75,00
JACQUET Iberica SA	Espagne	70,00	70,00
JACQUET Nova Srl	Italie	81,25	81,25
JACQUET Magyarország Kft.	Hongrie	100,00	100,00
JACQUET s.r.o.	Tchéquie	80,00	80,00
QUARTO Nordic AB	Suède	100,00	100,00
JACQUET Sverige AB	Suède	100,00	100,00
JACQUET Danmark ApS	Danemark	100,00	100,00
JACQUET International SA	Luxembourg	99,96	99,96
JACSLO d.o.o.	Slovénie	100,00	100,00
ERDBRÜGGER Metallservice GmbH	Allemagne	51,25	51,25
JACQUET Berlin GmbH	Allemagne	75,00	75,00
JACQUET Deutschland GmbH	Allemagne	99,96	100,00
JACQUET Steinau GmbH	Allemagne	74,97	75,00
JACQUET Norge AS	Norvège	51,20	51,20
JACQUET Nederland BV	Hollande	50,40	50,40
JACFRIESLAND BV	Hollande	40,32	80,00
JACQUET Benelux SA	Belgique	99,92	99,96
JACQUET UK LTD	Angleterre	99,96	100,00
JACQUET Osiro AG	Suisse	50,98	51,00
JACQUET Shanghai Co. Ltd.	Chine	95,00	95,00
JACQUET Mid Atlantic Inc.	Etats-Unis	75,00	75,00
JACQUET Houston Inc.	Etats-Unis	60,00	80,00



8 / événements significatifs survenus après la clôture de l'exercice

Néant.

9 / autres informations

9.1 / intégration fiscale en France

84

Le régime d'intégration fiscale concerne en 2006 toutes les sociétés françaises du Groupe à l'exception de JACQUET Lyon. Cette dernière sera intégrée à compter du 1^{er} janvier 2007.

Le régime d'intégration a été prorogé pour 5 ans à compter de l'exercice 2005. La société mère du Groupe est seule redevable vis-à-vis du Trésor Public de l'impôt sur les sociétés dû par l'ensemble des sociétés françaises. L'économie d'impôt réalisée dans le cadre de l'intégration fiscale s'élève à 546 K€ en 2006.

9.2 / contrôles fiscaux

Le Groupe a saisi la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires suite à une vérification de l'administration fiscale portant sur les exercices 1993 et 1994. Les redressements contestés par le Groupe et non comptabilisés s'élèvent à 200 K€ environ. Le contentieux est actuellement traité au niveau du Tribunal Administratif de Lyon.

9.3 / rémunération des dirigeants

Le montant global des rémunérations brutes accordées aux dirigeants du Groupe JACQUET Metals s'élève pour l'exercice 2006 à 930 K€ dont 336 K€ de part variable contre 825 K€ dont 261 K€ de part variable pour l'exercice précédent.

9.4 / engagements financiers hors bilan

Compte tenu de sa gestion financière centralisée, les principaux engagements hors bilan sont suivis depuis le siège. La direction financière du Groupe procède au sein de chaque filiale à une revue détaillée des engagements pour s'assurer qu'ils sont correctement recensés. Ces engagements se répartissent comme suit :

9.4.1 / engagements donnés dans le cadre de prêts / crédits moyen terme

en K€	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Hypothèques sur bâtiment	2 207	1 407	1 212
Nantissements fonds de commerce	2 978	2 978	2 994
Nantissements de titres	2 100	2 100	2 100
Nantissements de matériels	1 745	4 154	3 911
Cautions solidaires	6 660	8 785	5 034
Lettres de confort et ou lettres d'intention	100	-	306
Total	15 790	19 424	15 557

Les nantissements sur titres sont relatifs aux sociétés FRANCE INOX et DETAIL INOX suite à l'octroi de prêts bancaires de respectivement 1 200 K€ et 900 K€ à échéances novembre 2012 et septembre 2009.

9.4.2 / engagements donnés dans le cadre d'autorisations de découvert des filiales

en K€	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Lettres de confort et/ou d'intention	793	820	515
Total	793	820	515

9.4.3 / engagements reçus dans le cadre de la mise en place de découverts autorisés

en K€	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Autorisations de découverts confirmées	17 953	15 980	10 037
Facilités de caisse	584	1 114	940
Total	18 537	17 094	10 977

85

9.4.4 / engagements reçus dans le cadre d'opérations de couverture de taux

Nature du contrat	Montant	Capital couvert au 31.12.06	Capital couvert au 31.12.05	Index taux	valeur de marché	Durée
Cap Libor 3 mois	1 205 KGBP	-	912 K€	5,50 %	-	du 13.08.2002 au 14.08.2006
Cap Euribor 3 mois	10 000 K€	10 000 K€	-	4,00 %	20 K€	du 17.07.2006 au 30.08.2008
Swap Euribor 3 mois	1 170 K€	-	840 K€	3,97 %	-	du 04.03.2003 au 04.12.2012
Cap Euribor 3 mois	2 287 K€	-	286 K€	4,50 %	-	du 27.06.2002 au 27.06.2006

Au 31 décembre 2006, la dette à taux variable du Groupe est couverte à 44 % contre 8 % au 31 décembre 2005.

9.4.5 / engagements contractés pour couvrir le risque de change

La direction financière du Groupe analyse mensuellement les positions de change, devise par devise et filiale par filiale, puis définit et met en place les couvertures nécessaires. L'instrument de couverture utilisé étant le plus souvent l'achat ou la vente à terme de devises. Au 31 décembre 2006, les positions de change du Groupe en GBP, SEK, CHF, DKK, NOK, HUF sont couvertes à 100 %. Les financements en USD consentis par JACQUET Metals aux filiales américaines et chinoise sont couverts au moyen d'un découvert à hauteur de 89 %. Au 31 décembre 2006, la filiale JACQUET Shanghai dispose d'un passif net non couvert de 1 271 KUSD.

9.5 / avantages au personnel - Indemnités de fin de carrière

La couverture des indemnités de fin de carrière telle que prévue par la Convention Collective de la Métallurgie versées à l'occasion du départ à la retraite des salariés des sociétés françaises du Groupe est gérée auprès d'une compagnie d'assurance. Elle se traduit par le versement de primes destinées à couvrir ces engagements. Ceux-ci font l'objet d'une évaluation annuelle à partir des caractéristiques propres à l'entreprise et de facteurs d'évolution externes détaillés comme suit :

- âge de départ à la retraite : 65 ans
- taux de charges sociales : 0 % ou 45 %
- taux de croissance des salaires : 2 %
- mode de départ : mise à la retraite à l'initiative de l'employeur
- rotation des effectifs : 5 % par an pour l'effectif âgé de moins de 50 ans et 0 % pour l'effectif âgé de plus de 50 ans
- table de mortalité : TVTD 88-90
- taux d'actualisation : 4,50 %

La loi de financement de la sécurité sociale pour 2007 interdit, à partir de 2010, les mises à la retraite d'office avant 65 ans. Une disposition complémentaire a été ajoutée instituant une période transitoire de 2010 à 2014 pendant laquelle les indemnités versées ne seront pas soumises à charges sociales. En conséquence, et compte tenu du montant peu significatif de l'impact dans les comptes du Groupe au 31 décembre 2006, l'intégralité des charges sociales afférentes au départ à la retraite des salariés après le 31 décembre 2014 a été provisionné sur l'exercice 2006. L'impact sur l'exercice est de 126 K€.

Dans l'hypothèse où les indemnités de fin de carrière après évaluation sont supérieures aux primes déjà payées, des versements complémentaires sont réalisés. Si les versements complémentaires n'ont pas pu être réalisés à la clôture de l'exercice, une provision pour risques et charges est comptabilisée.

Le montant des droits acquis s'élève à 367 K€ au 31 décembre 2006 contre 335 K€ l'année précédente. L'engagement au 31 décembre 2006 est couvert à hauteur de 350 K€ par le contrat d'assurance et une provision de 17 K€ pour la différence est comptabilisée.

Pour les filiales étrangères du Groupe, un recensement exhaustif des engagements de retraite est réalisé filiale par filiale sur la base des règles applicables à chaque pays.

La variation des engagements totaux (France et étranger) évolue comme suit au cours des trois dernières années :

Droits acquis en K€	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Dont couverts par contrat d'assurance	350	311	284
Dont provisionnés	214	78	44
Total	564	389	328

L'augmentation des engagements provisionnés entre le 31 décembre 2005 et le 31 décembre 2006 provient de la prise en compte à 100 % des charges sociales sur les départs à la retraite après le 31 décembre 2014 pour 126 K€.

Au titre du droit individuel à la formation (DIF), les filiales françaises totalisent un droit ouvert à hauteur de 5 000 heures. Le Groupe, ne disposant pas des éléments statistiques nécessaires, n'est pas en mesure de chiffrer de manière fiable l'utilisation future qui sera faite de ce droit pour les salariés. Par conséquent, aucune charge au titre de cet engagement n'a été comptabilisée dans les états financiers 2006.

9.6 / parties liées

Les actifs appartenants directement ou indirectement au dirigeant et exploités dans le cadre de l'activité du Groupe se présentent comme suit :

en K€	Sites	Loyers HT	Loyers HT	Loyers HT	Locataires
		2006	2005	2004	
JERIC Sarl	Saint Priest (69)	335	313	301	JACQUET Metals
	Villepinte (93)	92	91	86	FRANCE INOX
SCI Rogna Boue	Grésy/Aix (73)	63	59	58	DETAIL INOX
SCI de Migennes	Migennes (89)	47	162	153	3F (cédée avril 06)

9.7 / garantie de passif donnée dans le cadre de la cession de FORME

Suite à la cession en décembre 2004 par FFF Holding de la totalité des actions qu'elle détenait dans la société FORME, une garantie d'actif et de passif a été consentie à la société acheteuse dont les principales caractéristiques sont détaillées ci-dessous :

- base de la garantie : Bilan clos au 31 décembre 2003
- nature des garanties accordées : pertes dommages ou préjudices en raison de réclamations sociales ou fiscales
- franchise : 150 000 euros
- plafond de la garantie : 655 000 euros
- durée de la garantie : suivant prescription de l'Administration fiscale et des organismes sociaux
Cette garantie n'a pas été mise en œuvre au cours de l'exercice 2006.

9.8 / garantie de passif donnée dans le cadre de la cession de 3F

Suite à la cession en avril 2006 par FFF Holding de la totalité des actions qu'elle détenait dans la société 3F, une garantie d'actif et de passif a été consentie à la société acheteuse dont les principales caractéristiques sont détaillées ci-dessous :

- base de la garantie : Bilan clos au 31 décembre 2005
- nature des garanties accordées : pertes dommages ou préjudices en raison de réclamations sociales ou fiscales
- franchise : 75 000 euros
- plafond de la garantie : 300 000 euros
- durée de la garantie : 31 mars 2009
Cette garantie n'a pas été mise en œuvre au cours de l'exercice 2006.

9.9 / clauses de rachat de titres

La participation au capital de JACQUET s.r.o détenue par son dirigeant (20 %) fait l'objet d'une clause de rachat pour 4 K€ au profit de la JACQUET Metals SA applicable jusqu'au 31 décembre 2007.



3 / rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

88

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société JACQUET Metals relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I / opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après. Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II / justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III / vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion, conformément aux normes professionnelles applicables en France. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à VILLEURBANNE et LYON, le 25 avril 2007

Les Commissaires aux Comptes

PIN ASSOCIES
Jean-François PIN

DELOITTE & ASSOCIES
Alain DESCOINS



4 / comptes sociaux 2006

Bilan au 31.12.2006

Actif en K€	Notes	Brut	Amort. Prov.	31.12.2006 Net	31.12.2005 Net	31.12.2004 Net
Immobilisations incorporelles	3.1	309	305	4	22	42
Immobilisations corporelles	3.1	1 359	638	721	742	782
Autres actifs financiers	3.2	28 863	3 080	25 783	26 382	20 864
Actif immobilisé		30 531	4 023	26 508	27 146	21 688
Stocks et en-cours		-	-	-	683	-
Créances clients	3.6	3 308	-	3 308	1 499	1 161
Autres créances	3.6	6 015	-	6 015	2 985	2 090
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.3	24 711	148	24 563	15 242	6 711
Actif circulant		34 034	148	33 887	20 409	9 962
Écarts de conversion actif		206	-	206	12	5
Total actif		64 770	4 171	60 600	47 567	31 655

Passif en K€	Notes	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Capital social		7 500	7 500	7 500
Réserve légale		750	750	593
Réserves réglementées		-	-	187
Autres réserves		10 067	8 216	7 478
Résultat		10 491	4 672	2 798
Capitaux propres	3.4	28 808	21 138	18 556
Provisions pour risques et charges	3.5	206	13	590
Dettes financières auprès des établissements de crédits		15 004	14 239	4 322
Concours bancaires courants		9 326	6 689	3 527
Comptes courants créditeurs		1 523	1 566	1 970
Dettes financières diverses		174	144	144
Dettes fournisseurs		402	1 222	378
Autres dettes		5 155	2 355	2 134
Dettes	3.6	31 585	26 215	12 475
Écarts de conversion passif		1	201	34
Total passif		60 600	47 567	31 655

Les notes annexes font partie intégrante des comptes annuels.



Compte de résultat au 31.12.2006

en K€	Notes	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Chiffre d'affaires net	4.1	5 770	3 711	3 058
Autres achats et charges externes		2 020	1 972	2 318
Impôts et taxes		238	148	154
Charges de personnel		1 570	1 606	1 214
Dotations nettes aux amortissements		183	195	182
Autres charges		7	29	28
Autres Produits	4.2	3 871	3 062	1 731
Résultat opérationnel		5 623	2 823	893
Produits financiers		7 774	4 952	3 505
Charges financières		(1 412)	(1 700)	(1 286)
Résultat financier	4.3	6 362	3 252	2 219
Résultat courant		11 986	6 075	3 112
Résultat exceptionnel	4.4	868	(68)	4
Résultat avant impôt		12 854	6 007	3 116
Impôt sur les résultats	4.5	2 363	1 335	318
Résultat net		10 491	4 672	2 798

Les notes annexes font partie intégrante des comptes annuels.

Tableau des flux de trésorerie au 31.12.2006

en K€	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Résultat net	10 491	4 672	2 798
Dotations aux amortissements et provisions	376	1 018	510
Plus/moins values sur cessions d'actifs et divers	(2)	68	4
Capacité d'autofinancement	10 865	5 758	3 312
Variation des stocks et en-cours	683	(683)	-
Variation des créances clients	(1 809)	(338)	(368)
Variation des dettes fournisseurs	(820)	844	114
Autres variations	(623)	(514)	624
Variation du besoin en fonds de roulement	(2 570)	(691)	370
Trésorerie résultant des opérations d'exploitation	8 295	5 067	3 682
Acquisitions d'immobilisations	(1 602)	(626)	(2 454)
Cessions d'immobilisations	2	100	3
Trésorerie consacrée à des opérations d'investissements	(1 600)	(526)	(2 451)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(2 822)	(2 090)	(209)
Émissions d'emprunts	4 068	11 010	-
Remboursements d'emprunts	(3 272)	(1 497)	(1 067)
Variations des comptes courants et avances aux filiales	2 015	(6 595)	2 805
Trésorerie consacrée à des opérations de financement	(11)	828	1 529
Variation de trésorerie	6 684	5 369	2 760
Trésorerie à l'ouverture	8 553	3 184	424
Trésorerie à la clôture	15 237	8 553	3 184

Les notes annexes font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe aux comptes sociaux au 31.12.2006

1 / faits caractéristiques de l'exercice

L'année 2006 a été marquée par la création de deux nouvelles filiales, JACQUET Lyon en France et JACQUET Mid Atlantic aux Etats-Unis. Cette dernière, créée en mars avec un capital de 600 K\$, aura pour activité principale la distribution et la découpe de tôles.

Par ailleurs, les pourcentages de participation de la société ont évolué de la façon suivante :

- achat de 50,4 % du capital de JACQUET Nederland BV à JACQUET Benelux.
- la société JACQUET Finland OY a racheté 5 % de ses propres actions à un actionnaire minoritaire en fin d'exercice 2006 avec pour but de les annuler. Le pourcentage de détention de JACQUET Metals dans cette filiale augmente mécaniquement de 75 % à 78,95 %.

Les quotes-parts de capital détenues dans ces sociétés sont données au paragraphe 3.2.

2 / principes, règles et méthodes comptables

2.1 / principes généraux

Les comptes sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises.

2.2 / immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent principalement des logiciels amortis linéairement sur leur durée d'utilité estimée entre 1 à 4 ans selon leur nature.

2.3 / immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées selon la méthode du coût historique.

Les actifs sont décomposés si leurs composantes ont des durées d'utilité différentes où qu'elles procurent des avantages à l'entreprise selon un rythme différent nécessitant l'utilisation de taux et de mode d'amortissement différents.

Le coût d'une immobilisation corporelle est constitué :

- de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables,
- de tous les frais directement attribuables engagés pour mettre l'actif en état de marche en vue de l'utilisation prévue,
- de toutes les remises et rabais commerciaux déduits dans le calcul du prix d'achat.

Les méthodes et durées d'amortissement appliquées sont les suivantes :

- les terrains ne sont pas amortis,
- les bâtiments et leurs aménagements sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité estimée comprise entre 8 et 20 ans,
- les autres catégories d'immobilisations corporelles telles que les véhicules, les fournitures et le matériel informatique sont amortis linéairement sur des durées d'utilité estimées comprises entre de 3 et 10 ans.

La société utilise ses actifs le plus longtemps possible et les cessions d'immobilisations restent très occasionnelles. La société exploite donc ses actifs sur leur durée d'utilité sans tenir compte de leur valeur résiduelle.



2.4 / tests de dépréciation effectués sur les actifs amortissables

Lorsque des événements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable de certains actifs corporels ou incorporels est susceptible de ne pas être recouvrable, cette valeur est comparée à la valeur recouvrable estimée à partir de la valeur d'utilité (calculée comme la somme actualisée des flux de trésorerie estimés futurs attendus de l'utilisation des actifs et de leur cession éventuelle) en l'absence de juste valeur nette estimable de manière fiable. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de ces actifs, cette dernière est ramenée à la valeur recouvrable (définie comme le montant le plus élevé de la juste valeur nette et de la valeur d'utilité) par comptabilisation d'une perte de valeur d'actif en « autres produits et charges d'exploitation ». La nouvelle valeur de l'actif est dépréciée prospectivement sur la nouvelle durée de vie résiduelle de l'actif.

2.5 / actifs financiers

La valeur brute des titres de participation correspond au coût historique d'acquisition des titres. L'évaluation de la juste valeur des titres de participation est réalisée sur la base des flux futurs de trésorerie attendus augmentée de la valeur résiduelle de l'entreprise et plus précisément selon les éléments suivants :

Les flux futurs de trésorerie sont déterminés sur la base des prévisions établies par la direction du Groupe sur les 5 exercices suivant la date à laquelle est réalisée l'évaluation, compte tenu d'une appréciation de l'ensemble des conditions économiques qui prévaudront pendant la durée d'utilité des actifs. Les flux futurs de trésorerie sont calculés à partir du résultat d'exploitation issu des budgets prévisionnels, ajusté de la variation du besoin en fonds de roulement, des amortissements et des dépenses d'investissements, avant incidence des éléments financiers et après prise en compte de l'impôt sur les résultats. Les flux futurs de trésorerie sont actualisés sur la base du coût moyen des ressources financières du Groupe. La valeur résiduelle correspond au flux de trésorerie actualisé à l'infini, cette valeur étant augmentée de la trésorerie disponible et diminuée des dettes financières.

Même en l'absence d'un indice de perte de valeur, un test de dépréciation sur l'évaluation de la valeur des titres de participation est réalisé annuellement à la clôture de l'exercice pour constater si la valeur recouvrable des titres n'est pas inférieure à leur valeur comptable. Si la valeur comptable des titres est supérieure au montant le plus élevé entre leur valeur d'utilité et leur prix de vente net anticipé, une perte de valeur portant sur la différence est alors enregistrée.

2.6 / créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances clients peuvent, les cas échéant, faire l'objet d'une dépréciation. Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe un risque de non recouvrement. La valeur d'inventaire est appréciée créance par créance en fonction de ce risque. Lorsque la créance est couverte par une police d'assurance-crédit, ce qui est généralement le cas, seule la partie non assurée fait l'objet d'une provision.

2.7 / opérations en monnaies étrangères

Les opérations libellées en devises sont comptabilisées à leur contre valeur en euro à la date de l'opération. A la clôture de l'exercice, les actifs financiers et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros au cours de clôture. Les différences résultant de cette actualisation sont portées au bilan en écart de conversion. Les pertes latentes de change font l'objet d'une provision pour risques.

3 / notes sur les principaux postes de bilan

3.1 / immobilisations

La variation des immobilisations sur l'exercice s'analyse comme suit :

Immobilisations en K€	31.12.2005	Augmentation	Diminution	31.12.2006
Immobilisations incorporelles	309			309
Terrains	581	42		623
Installations générales	120	13		133
Matériel de transport	156	29	(22)	163
Matériel de bureau	383	31	(11)	403
Immobilisations corporelles en cours	4	29		33
Avances et acomptes	4			4
Immobilisations corporelles	1 248	144	(33)	1 359
Titres de participations	19 462	1 457		20 919
Créances rattachées à des participations	8 990	8 278	(9 503)	7 765
Prêts aux filiales	810		(810)	-
Prêts et autres immobilisations financières	200	7	(28)	179
Autres actifs financiers	29 462	9 742	(10 341)	28 863
Total valeurs brutes	31 019	9 886	(10 374)	30 531
Amortissements et provisions en K€	31.12.2005	Augmentation	Diminution	31.12.2006
Immobilisations incorporelles	287	19	(1)	305
Terrains	149	67		216
Installations générales	26	14		40
Matériel de transport	76	26	(22)	80
Matériel de bureau	255	58	(11)	302
Immobilisations corporelles	506	165	(33)	638
Titres de participations	3 080			3 080
Total amortissements et provisions	3 873	183	(34)	4 023
Valeurs nettes	27 146	9 702	(10 340)	26 508



3.2 / actifs financiers

L'augmentation des titres de participations en valeur brute s'élève à 1 457 K€ pour l'exercice clos au 31 décembre 2006 et s'analyse comme suit :

94

Création d'une filiale aux USA détenue à 75 %, JACQUET Mid Atlantic Inc	376 K€
Augmentation de capital de JACQUET Norge AS	31 K€
Création d'une filiale en France détenue à 100 %, JACQUET Lyon SASU	50 K€
Acquisition de 50,4 % des parts de JACQUET Nederland BV	1 000 K€
Total	1 457 K€

Les créances rattachées à des participations s'élèvent à 7 765 K€ au 31 décembre 2006 contre 8 990 K€ en 2005. Elles s'expliquent principalement par :

- une avance de trésorerie de 2,8 M\$ accordée à la société JACQUET Shanghai pour le financement de son besoin en fonds de roulement (équivalent à 2 126 K€).
- une avance de trésorerie de 4,8 M\$ accordée à la société JACQUET Mid Atlantic pour le financement de son besoin en fonds de roulement (équivalent à 3 645 K€).

Les informations sur les filiales et participations détenues directement et indirectement sont détaillées ci-dessous :

	Total des capitaux propres	Quote-Part de capital détenue	Valeur comptable des titres détenus valeur brute	Valeur comptable des titres détenus valeur nette	Prêts et avances aux filiales montant brut	Comptes courant des filiales montant brut	Cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires HT	Résultat du dernier exercice	Dividendes versés au Groupe durant l'exercice
Filiales et participations directes en K€										
JACQUET SAS	18 966	99,99 %	5 206	5 206	-	-	4 364	66 534	5 114	2 000
JACQUET Lizy SAS	1 186	100,00 %	152	152	-	-	-	7 941	374	-
FRANCE INOX SAS	1 204	99,99 %	324	324	-	-	-	5 268	166	-
DETAIL INOX SAS	1 433	99,99 %	1 877	1 397	-	-	-	4 369	214	-
JACPOL Sp. z.o.o.	7 844	100,00 %	1 980	1 980	-	-	535	23 858	3 805	642
JACQUET Finland OY	4 610	78,95 %	82	82	-	-	400	21 514	2 862	150
JACQUET Metallservice GmbH	621	75,00 %	53	53	-	-	-	9 766	374	-
JACQUET Iberica SA	900	70,00 %	370	370	-	220	-	6 283	340	-
JACQUET Nova Srl	2 159	81,25 %	325	325	200	-	-	7 893	1 012	-
JACQUET Sverige AB	1 793	100,00 %	1 902	1 902	-	-	-	7 911	880	-
JACQUET Magyarorszag Kft.	89	100,00 %	53	53	81	-	-	1 173	54	-
JACQUET s.r.o.	385	80,00 %	38	38	-	-	-	3 823	227	-
QUARTO Nordic AB	1 777	100,00 %	1 107	1 107	-	-	-	10 870	577	268
JACQUET Danmark ApS	26	100,00 %	155	155	1	-	-	1 090	3	-
JACQUET International SA	3 661	99,96 %	1 022	1 022	-	938	346	869	2 892	2 199
JACSLO d.o.o.	3 903	100,00 %	496	496	-	-	-	24 845	3 070	-
QUARTO Europe S.A.S.U.	1 528	100,00 %	100	100	-	-	-	11 536	919	125
ERDBRÜGGER Metallservice GmbH	341	51,25 %	41	41	-	-	-	3 767	165	-
JACQUET Berlin GmbH	116	75,00 %	75	75	-	-	-	1 456	16	-
JACQUET Norge AS	(1)	51,20 %	64	64	-	-	-	1 099	(126)	-
JACQUET Mid Atlantic Inc.	(116)	75,00 %	376	376	3 645	-	-	258	(606)	-
JACQUET Lyon S.A.S.U.	591	100,00 %	50	50	-	-	-	14 723	541	-
JACQUET Nederland BV	4 262	50,40 %	1 000	1 000	300	-	-	31 942	1 939	348
FFF Holding SAS	773	99,98 %	3 289	689	611	-	-	-	115	-
JSP EURL	548	100,00 %	288	288	-	-	259	2 796	104	-
JESTION EURL	371	100,00 %	8	8	-	-	-	1 638	339	200
JWS SARL	(62)	95,00 %	40	40	-	-	-	-	(63)	-
SCI DU CANAL	85	98,00 %	448	448	-	65	-	94	84	76
Total des filiales directes			20 919	17 839	4 838	1 223	5 904			6 008
Filiales et participations indirectes en K€										
OSS SARL	2 563	99,94 %	-	-	-	-	-	8 652	266	-
JACQUET Benelux SA	3 757	99,92 %	-	-	500	-	-	19 589	2 551	1 800
JACQUET UK LTD	3 570	99,96 %	-	-	-	-	756	10 733	1 562	-
JACQUET Deutschland GmbH	819	99,96 %	-	-	-	300	-	19 466	747	500
JACQUET Steinau GmbH	765	74,97 %	-	-	-	-	-	8 306	408	113
JACQUET Polska Sp. z.o.o.	362	99,96 %	-	-	-	-	-	6 091	232	123
JACQUET Osiro AG	1 580	50,98 %	-	-	-	-	-	8 151	592	223
JACFRIESLAND BV	2 365	40,32 %	-	-	300	-	-	9 215	1 029	-
JACQUET Shanghai Co. Ltd.	4 490	95,00 %	-	-	2 126	-	-	484	(330)	-
JACQUET Houston Inc.	202	60,00 %	-	-	-	-	-	-	(27)	-
Total des filiales indirectes					2 926	300	756			2 758
Total général			20 919	17 839	7 764	1 523	6 660			8 766



3.3 / trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie nette se décompose comme suit :

en K€	2006	2005	2004
Valeurs Mobilières de Placement	21 775	15 242	6 622
Disponibilités	2 788	–	89
Total	24 563	15 242	6 711

Les valeurs mobilières de placement s'analysent comme suit :

en K€	Valeur brute au 31.12.2006	Valeur nette au 31.12.2006	Valeur de marché au 31.12.2006
CDN (Certificats de Dépôt Négociables)	19 000	19 000	19 000
SICAV EUR	2 739	2 739	2 809
Actions Alstom ¹	184	36	36
Total	21 923	21 775	21 845

¹ 374 actions Alstom achetées au prix de 491 €.

Les valeurs mobilières de placement ont évolué comme suit au cours des trois derniers exercices :

en K€	2006	2005	2004
CDN (Certificats de Dépôt Négociables)	19 000	–	–
SICAV	2 739	15 223	6 614
Actions Alstom	36	19	8
Total	21 775	15 242	6 622

Le poste disponibilités s'analyse comme suit à la clôture de l'exercice :

en K€	31.12.2006	Dont Groupe
Comptes reflète débiteurs	9 689	9 689
Comptes reflète créditeurs	(9 633)	(7 523)
Compte centralisateur	(56)	
Solde net "Centralisation de trésorerie"	–	2 166

Une convention de centralisation de trésorerie a été mise en place en 2004 entre JACQUET Metals et les filiales françaises du Groupe. Cette dernière se traduit par une remontée automatique et quotidienne des soldes de trésorerie des filiales vers JACQUET Metals par compensation des soldes débiteurs et créditeurs et permet ainsi d'optimiser la gestion de trésorerie du Groupe.

3.4 / variation des capitaux propres

Le capital social est composé de 2 090 000 actions représentant un total de 7 500 000 €. La variation de l'exercice s'analyse comme suit :

en K€	31.12.2005	Augmentation	Diminution	31.12.2006
Capital social	7 500	-	-	7 500
Réserve légale	750	-	-	750
Réserve spéciale	-	-	-	-
Autres réserves	8 216	1 851	-	10 067
Résultat 2005	4 672	-	(4 672)	-
Résultat 2006	-	10 491		10 491
Capitaux propres	21 138	12 342	(4 672)	28 808

en K€	31.12.2006
Capitaux propres au 31.12.2005	21 138
Dividendes versés sur l'exercice	(2 822)
Résultat 2006	10 491
Capitaux propres au 31.12.2006	28 808

3.5 / provisions pour risques et charges

La variation des provisions pour risques et charges en 2006 est détaillée ci-dessous :

en K€	31.12.2005	Augmentation	Diminution	31.12.2006
Provisions pour pertes de change	13	206	(13)	206
Total	13	206	(13)	206

La provision pour perte de change correspond aux pertes latentes subies sur les avances de trésorerie faites aux filiales JACQUET Mid Atlantic et JACQUET Shanghai. Ces pertes latentes sont compensées par des gains de change réalisés sur le découvert en USD d'un montant équivalent aux avances de trésorerie.

3.6 / état des créances et des dettes

Au 31 décembre 2006, les créances et les dettes se répartissent comme suit :

État des créances en K€	Montant total	À moins d'1 an	À plus d'1 an et à moins de 5 ans	À plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations	7 765		7 765	
Prêts et autres immobilisations financières	179	10	20	149
Immobilisations financières	7 944	10	7 785	149
Créances clients	3 308	3 308		
Autres créances	6 015	6 009	6	
Créances	9 323	9 317	6	-
Total	17 267	9 328	7 791	149



État des dettes en K€	Montant total	À moins d'1 an	À plus d'1 an et à moins de 5 ans	À plus de 5 ans
Dettes financières				
- à un an maximum à l'origine	9 364	9 364		
- à plus d'un an à l'origine	14 967	3 264	10 612	1 090
Comptes courants créditeurs	1 523	1 523		
Dettes financières diverses	174	14		160
Dettes fournisseurs	402	402		
Autres dettes	5 155	5 112	43	
Total	31 585	19 679	10 655	1 250

Les dettes financières auprès des établissements de crédit augmentent d'environ 3,4 M€ par rapport au 31 décembre 2005. La société a complété l'enveloppe de financements moyen terme (entre 5 et 7 ans) à taux variable, mise en place fin 2005 pour un montant de 12 M€, par deux nouveaux emprunts en début d'exercice pour un montant de 4 M€. Tout comme en 2005, ils ont été souscrits sans garantie particulière et ont pour but de financer le développement du Groupe. Les dettes financières à moins d'un an comprennent des découverts en USD pour un montant équivalent à 5 232 K€ destinés à couvrir le risque de change sur les avances de trésorerie au profit des filiales JACQUET Mid Atlantic et JACQUET Shanghai.

4 / notes sur le compte de résultat

4.1 / ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires sur les trois derniers exercices se ventile de la façon suivante :

en K€	2006	2005	2004
Chiffre d'affaires	5 770	3 711	3 058
France	2 082	1 552	1 241
Étranger	3 688	2 159	1 817

Le chiffre d'affaires est constitué de prestations de service facturées aux filiales. Son évolution est directement liée au développement de l'activité du Groupe.

4.2 / autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation s'analysent comme suit :

en K€	2006	Dont Groupe
Loyers ¹	700	499
Produits d'activité annexes	3 171	54
Total	3 871	553

¹ refacturation de loyers : La société JERIC, société patrimoniale d'Eric Jacquet, facture à JACQUET Metals les loyers de certaines filiales françaises du Groupe. Ces loyers sont intégralement refacturés par JACQUET Metals et sont donc sans incidence sur le résultat de la société.

4.3 / résultat financier

Le résultat financier a évolué comme suit au cours des trois derniers exercices :

en K€	31.12.2006	31.12.2005	31.12.2004
Produits financiers de participations	6 008	3 683	2 773
Intérêts et produits assimilés	624	276	330
Différences positives de change	324	33	57
Reprises de provisions et transfert de charges	30	922	262
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	788	38	83
Total des produits financiers	7 774	4 952	3 505
Dotations financières aux provisions	206	1 413	924
Intérêts et charges assimilées	995	244	292
Différences négatives de change	211	43	70
Total des charges financières	1 412	1 700	1 286
Résultat financier	6 362	3 252	2 219

La fraction des charges et produits financiers de l'exercice 2006 relative aux entreprises liées s'analyse comme suit :

en K€	31.12.2006
Produits financiers de participations	6 008
Intérêts et produits assimilés	574
Total des produits financiers	6 582
Intérêts et charges assimilées	208
Total des charges financières	208
Résultat financier	6 374

4.4 / résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel s'analyse comme suit au 31 décembre 2006 :

en K€	31.12.2006
Produits cession d'éléments d'actifs	1 552
Total des produits exceptionnels	1 552
VNC d'éléments d'actifs cédés	684
Total des charges exceptionnelles	684
Resultat exceptionnel	868

En 2005, dans l'optique de la cession de la société 3F, dont JACQUET Metals détenait 99,98 % du capital par l'intermédiaire de sa filiale FFF Holding, la société JACQUET Metals s'est portée acquéreur de matériels dont 3F n'avait qu'un usage limité et destinés à la vente. Ces matériels achetés pour 683 K€, et enregistrés en stock par JACQUET Metals, ont été cédés en 2006. L'essentiel du résultat exceptionnel résulte de la plus value de cession réalisée sur ces actifs.



4.5 / ventilation de l'impôt sur les sociétés par niveau de résultat

L'impôt sur les sociétés en fonction de la nature du résultat se ventile comme suit :

en K€	31.12.2006
Opérationnel	1 987
Financier	86
Exceptionnel	290
Total	2 363

100

5 / autres informations

5.1 / informations concernant les entreprises liées

Le détail des créances et des dettes envers les entreprises liées s'établit comme suit :

en K€	31.12.2006	Dont entreprises liées
État des créances		
Créances rattachées à des participations	7 765	7 765
Prêts et autres immobilisations financières	179	149
Immobilisations financières	7 944	7 913
Créances clients	3 308	2 658
Autres créances	6 015	3 794
Créances	9 323	6 452
Total Actif	17 267	14 365
État des dettes		
Comptes courants créditeurs	1 523	1 523
Dettes financières diverses	174	109
Dettes fournisseurs	402	29
Autres dettes	5 155	476
Total passif	7 254	2 137

Les produits et charges de l'exercice relatifs aux entreprises liées sont détaillés au paragraphe 4.

5.2 / engagements financiers

Au 31 décembre 2006 les engagements financiers se ventilent comme suit :

– Engagements financiers donnés et reçus dans le cadre d'opérations de financement :

en K€	31.12.2006
Nantissement de titres	2 100
Cautions solidaires	6 660
Total des engagements donnés sur moyen terme :	8 760
Lettres de confort	400
Garantie à première demande	493
Total des engagements donnés sur découverts autorisés :	893
Total des engagements donnés	9 653

en K€	31.12.2006
Autorisations de découverts confirmées	17 460
Total des engagements reçus	17 460

— Couvertures de change

La société est exposée au risque de change, les avances aux filiales hors zone euro étant consenties en monnaie locale. Pour limiter le risque de change, la direction financière analyse régulièrement la position de change devise par devise, puis définit et met en place les couvertures nécessaires, généralement en ayant recours à du découvert à hauteur des avances consenties et exprimé dans la monnaie des filiales concernées.

— Engagements reçus dans le cadre d'opérations de couverture de taux

Nature du contrat	Montant	Capital couvert au 31.12.2006	Capital couvert au 31.12.2005	Index taux	valeur de marché	Durée
Cap Euribor 3 mois	10 000 K€	10 000 K€	—	4,00 %	20 K€	du 17.07.2006 au 30.08.2008

5.3 / personnel

L'effectif est composé de 11 cadres.

Les rémunérations et avantages de toute nature, directs et indirects des mandataires sociaux se sont élevés à 402 K€ au cours de l'exercice 2006, pour 393 K€ en 2005 (étant précisé qu'un des mandataires sociaux est rémunéré par la société JACQUET SAS, filiale de JACQUET Metals). Il n'existe pas de régime de retraite spécifique pour les mandataires sociaux.

Les salaires et avantages de toute nature versés en 2006 aux cinq personnes les mieux rémunérées de la société s'élèvent à 717 K€ contre 723 K€ au cours de l'exercice précédent. Il n'est pas attribué aux dirigeants et administrateurs de la société de rémunération sous la forme de plans d'options portant sur des actions. Il n'existe pas de régime de retraite spécifique accordé aux membres du comité de direction.

5.4 / impôt sur les bénéfices

- Allègement de la dette future d'impôt (en base)

en K€	31.12.2006
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation	15
Écart de conversion passif	1
Résultat 2006 de la SCI du CANAL	82
Plus values latentes sur valeurs mobilières de placement	69
Total	167



— Intégration fiscale

Le régime d'intégration fiscale a été prorogé pour 5 ans à compter de l'exercice 2005.

La société mère du Groupe, JACQUET Metals, est seule redevable vis-à-vis du Trésor Public de l'impôt sur les sociétés dû par l'ensemble des sociétés françaises (à l'exception de JACQUET Lyon). Les principales dispositions ci-après ont été adoptées pour le traitement comptable des impositions relevant de ce régime particulier :

— chaque filiale intégrée, bien que non tenue de verser l'impôt au Trésor, constate néanmoins en charge celui dont elle serait redevable dans le régime de droit commun et en acquitte le montant à JACQUET Metals.

— l'éventuel allègement d'impôt constaté au niveau de la déclaration fiscale d'ensemble et résultant de l'imputation de la perte d'une société déficitaire constitue un profit qui appartient à la filiale et dont le montant lui reste acquis.

— les économies réalisées par le Groupe non liées aux déficits (correctifs, avoirs fiscaux et crédit d'impôt des sociétés déficitaires) sont conservées chez la société mère et sont constatées en produits ou en charges.

L'économie d'impôt réalisée dans le cadre de l'intégration fiscale s'élève à 546 K€ en 2006.

5.5 / indemnités de fin de carrière

La couverture des indemnités de fin de carrière telle que prévue par la Convention Collective de la Métallurgie versées à l'occasion du départ à la retraite des salariés des sociétés françaises du Groupe est gérée auprès d'une compagnie d'assurance. Elle se traduit par le versement de primes destinées à couvrir ces engagements. Ceux-ci font l'objet d'une évaluation annuelle à partir des caractéristiques propres à l'entreprise et de facteurs d'évolution externes détaillés comme suit :

- âge de départ à la retraite : 65 ans,
- taux de charges sociales : 45 % si le départ du salarié est prévu postérieurement au 31/12/2014, 0 % dans le cas contraire,
- taux de croissance des salaires : 2 %,
- mode de départ : mise à la retraite à l'initiative de l'employeur,
- rotation des effectifs : : 5 % par an pour l'effectif âgé de moins de 50 ans et 0 % pour l'effectif âgé de plus de 50 ans,
- table de mortalité : TVTD 88-90,
- taux d'actualisation : 4,50 %.

Dans l'hypothèse où les indemnités de fin de carrière après évaluation sont supérieures aux primes déjà payées, des versements complémentaires sont réalisés. Si les versements complémentaires n'ont pas pu être réalisés à la clôture de l'exercice, une provision pour risques et charges est comptabilisée.

Au 31 décembre 2006, le montant des droits acquis s'élève à 63 K€ pour un montant versé et capitalisé de 45 K€. Afin de couvrir l'ensemble des droits acquis un complément de versement sera effectué sur l'exercice 2007.

Aucun autre engagement spécifique de retraite n'a été contracté au profit des dirigeants.

5.6 / droit individuel de formation

Le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis et n'ayant pas jusqu'à présent donné lieu à demande de la part des salariés s'élève à 393 heures.

5.7 / évènements survenus après la clôture de l'exercice

Néant.

5 / rapport général et spécial des commissaires aux comptes sur les comptes sociaux

5.1 / rapport général

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société JACQUET Metals, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I / opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II / justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

La note 2.5 de l'annexe aux comptes annuels expose les règles et méthodes comptables relatives à l'évaluation des titres de participation.

Nos travaux ont consisté à examiner le caractère approprié de la méthodologie d'évaluation mise en oeuvre, ainsi que les données et les hypothèses utilisées, et à vérifier, par sondages, les calculs effectués. Nous avons, sur ces bases, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III / vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels,
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, du changement, de la cessation de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à VILLEURBANNE et LYON, le 25 Avril 2007

Les Commissaires aux Comptes

PIN ASSOCIES
Jean-François PIN

DELOITTE & ASSOCIES
Alain DESCOINS



5.2 / rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées – exercice clos le 31 décembre 2006

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Ces conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice sont présentés ci-après :

I / acquisition de JACQUET Nederland BV

Lors de sa séance du 29 mars 2006, votre Conseil d'Administration a autorisé votre société à acquérir auprès de la société JACQUET Benelux, 252 parts entièrement libérées, au porteur, représentant 50,4 % de la totalité des parts de la société JACQUET Nederland BV, moyennant le prix de un million d'euros.

II / acquisition de JACQUET UK

Lors de sa séance du 5 décembre 2006, votre Conseil d'Administration a autorisé votre société à acquérir auprès de la société JACQUET International, des titres de participation représentant 76 % du capital de la société JACQUET UK Limited, moyennant un prix fixe et forfaitaire de 1 160 000 €.



Par ailleurs, en application du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

I / avance consentie à JACQUET Magyarország

Lors de sa séance du 26 septembre 2005, votre Conseil d'Administration avait autorisé le versement d'une avance non rémunérée de 20 000 000 HUF (81 356 euros) à JACQUET Magyarország, destinée à renforcer les capitaux permanents de cette dernière.

Au 31 décembre 2006, l'avance versée s'élève toujours à 81 356 euros.

105

II / baux commerciaux

Bailleur	Locataire	Prise d'effet	Locaux	Loyers <charges> en €	Taxe foncière <charges> en €
JERIC	JACQUET Metals	01.09.2002	Terrain de 2442 m ² à St Priest (69)	<4 727>	
JERIC	JACQUET Metals	01.01.2003	Terrain à usage de stockage à St Priest (69)	<37 993>	
JERIC	JACQUET Metals	01.01.2003	Ensemble immobilier rue Michel Jacquet (ex- rue du Bordelais) à St Priest (69)	<292 312>	<29 213>
JERIC	JACQUET Metals	01.01.2003	Ensemble industriel sur la commune de Villepinte (93)	<91 587>	<35 927>
SCI MIGENNES	JACQUET Metals	01.01.2003	Ensemble industriel sur la commune de Migennes (89)	<162 762>	<29 410>
JERIC	JACQUET Metals	01.01.2004	Appartement dit "Flexovit" situé rue du Maconnais à St Priest (69)	<5 116>	<1 770>
JERIC	JACQUET Metals	01.01.2004	Local à archives de 95 m ² situé rue du Maconnais à St Priest (69)	<637>	
JERIC	JACQUET Metals	23.03.2004	Maison dite "Torres" située rue du Lyonnais à St Priest (69)	<5 031>	<361>
JERIC	JACQUET Metals	01.01.2005	Maison dite "Garcia" située rue du Lyonnais à St Priest (69)	<4 680>	<826>
Total				<604 845>	<97 507>



rapports de gestion, situation financière et résultats 2006

Personnes concernées par les conventions et engagements relevant de l'article L. 225-38 et L. 225-40 :

106

Nom	Mandats	Société
Éric Jacquet	Président du Conseil d'Administration	JACQUET Metals SA
	Gérant	JERIC SARL
	Gérant	SCI DE MIGENNES
	Administrateur délégué	JACQUET Benelux SA
	Administrateur	JACQUET International SA
	Représentant permanent de l'actionnaire détenant plus de 10 % des droits de vote	JACQUET Magyarország Kft
Jean Révérand	Administrateur	JACQUET Metals SA
	Administrateur	JACQUET Benelux SA

Fait à VILLEURBANNE et LYON, le 25 Avril 2007

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES
Alain DESCOINS

PIN ASSOCIES
Jean-François PIN

6 / rapport du Président du Conseil d'Administration sur les conditions de préparation des travaux du Conseil, et les procédures de contrôle interne mises en place par le Groupe JACQUET Metals

Ce rapport a été établi sous la responsabilité du Président du Conseil d'Administration conformément aux dispositions de l'article L 225-37 du Code de Commerce modifié par la loi de sécurité financière n°2003-706 du 1^{er} août 2003. Le Groupe JACQUET Metals se compose de plus de 30 filiales, toutes contrôlées majoritairement, réparties dans plus de 20 pays. Ce rapport couvre l'ensemble des filiales entrant dans le périmètre de consolidation du Groupe. Les informations suivantes sont mentionnées précédemment dans le document de référence :

- La rémunération des administrateurs est donnée dans le rapport de gestion au paragraphe 10 des "informations sur la société mère" p. 51.
- L'analyse des risques est développée au paragraphe 4 des "renseignements concernant l'activité de la société" p.16.

Ce rapport a pour objet de rendre compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration de la société JACQUET Metals ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place. Le présent rapport précise également les conditions dans lesquelles s'effectue la mission du Directeur Général de la société et les limitations apportées par le Conseil d'Administration à ses pouvoirs.

1 / préparation et organisation des travaux du Conseil d'Administration

A / déroulement et missions du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité du Groupe et veille à leur mise en œuvre sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées générales et dans la limite de l'objet social.

Le Conseil d'Administration examine régulièrement la situation du Groupe sous ses aspects les plus variés :

- comptables et fiscaux :

Le Conseil d'Administration arrête les comptes trimestriels du Groupe après s'être assuré auprès des Commissaires aux Comptes de la pertinence et de la permanence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes sociaux et consolidés ainsi que du traitement adéquat des opérations importantes. Les changements significatifs dans les pratiques comptables du Groupe sont systématiquement approuvés par le Conseil. Il est également informé des principaux jugements de la direction du Groupe et de leurs impacts sur les états financiers.

- évaluation des risques :

La direction expose au Conseil tous les risques dont elle a eu connaissance de quelque nature que ce soit (juridiques, comptables, commerciaux, environnementaux, financiers...). Si certains sont significatifs, le Conseil d'Administration décide des actions correctives à mettre en place. Le cas échéant, la direction financière tient à la disposition du Conseil une synthèse décrivant l'exposition aux risques (change, devises,...) et les engagements hors bilan de l'entreprise.

- financements :

Le Conseil est informé de l'état de la situation financière du Groupe, notamment le niveau d'endettement et les couvertures de change mises en place, des méthodes et techniques utilisées pour définir la politique financière et des grandes lignes de la stratégie financière à venir.

— communication :

Le Conseil examine les projets de rapports d'activité et de résultats ainsi que tous les communiqués du Groupe avant leur publication.

— vie du Groupe et stratégie :

Le Conseil est informé du déroulement des projets de développement et des investissements en cours et à venir (nouvelles filiales...).

— contrôle interne :

Le Conseil est informé des procédures internes de collecte et de contrôle des informations financières. Le Conseil entend les Commissaires aux Comptes sur le descriptif de leur intervention ainsi que la direction financière sur les travaux de contrôle financier menés, les difficultés rencontrées et les actions d'amélioration à venir.

B / composition et fréquence du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration de la société est composé de trois membres, Monsieur Éric Jacquet, Monsieur Jean Révérand, Monsieur Michel Perrin. Il n'y a pas d'administrateur pouvant être qualifié d'indépendant c'est-à-dire n'entretenant directement ou indirectement aucune relation de quelque nature que ce soit avec la société, le Groupe ou sa direction.

Le Conseil d'Administration s'est réuni 5 fois au cours de l'année 2006 aux dates suivantes : 29 mars, 18 mai, 23 juin, 19 septembre et 5 décembre en présence de l'ensemble de ses membres. La durée moyenne des réunions est de 4 heures. Les membres du Conseil d'Administration ont été convoqués aux différentes réunions par lettre. Pour chaque réunion, le registre des présences a été signé par les membres du Conseil participant à la séance. Les Commissaires aux Comptes de la société assistent aux séances du Conseil d'Administration.

C / charte des administrateurs et règlement intérieur du Conseil d'Administration

Il n'existe pas à ce stade de règle formelle et écrite précisant les obligations de chaque administrateur et le fonctionnement interne du Conseil. En préambule aux différentes séances, le Président du Conseil d'Administration rappelle les responsabilités de chaque administrateur, en particulier :

- engagement d'indépendance,
- présence régulière aux séances du Conseil d'Administration et aux assemblées générales,
- information du Président du Conseil d'Administration de toute situation de conflit d'intérêts,
- libre opposition éventuelle aux projets discutés au sein du Conseil d'Administration.

D / ordres du jour du Conseil d'Administration

Chaque membre du Conseil a la liberté de demander au Président l'inscription au projet d'ordre du jour de sujets qu'il estime relever des compétences du Conseil d'Administration, les administrateurs n'ayant pas fait usage de cette faculté au cours du dernier exercice clos. Le projet d'ordre du jour est remis aux membres du Conseil d'Administration et aux Commissaires aux Comptes de la société soit par lettre, soit par messagerie électronique. Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2006, les ordres du jour ont notamment comporté les points suivants, cette liste n'étant pas exhaustive :

- Examen et arrêté des comptes : le Conseil a examiné et arrêté les comptes annuels sociaux et consolidés au 31 décembre 2005, les documents de gestion prévisionnelle, établi les rapports de gestion sur les comptes consolidés et les comptes sociaux, approuvé le rapport du Président visé par l'article L 225-37 du Code de Commerce et proposé l'affectation des résultats et le montant des dividendes à verser (mars 2006). Il a examiné la situation financière au terme de chaque trimestre (juin 2006, septembre 2006, décembre 2006) et arrêté les comptes consolidés du premier semestre ainsi que les documents de gestion prévisionnelle (septembre 2006). Lors de chacune de ces réunions, les résultats financiers ont été commentés et examinés en présence des Commissaires aux Comptes.
- Mise à jour des statuts : le Conseil a approuvé la mise à jour de l'article 4 des statuts suite au changement de nom de la rue du Bordelais, adresse du siège social, désormais dénommée rue Michel Jacquet (mars 2006).
- Changement de dénomination sociale : le Conseil a approuvé la proposition de son Président concernant la modification de la dénomination de la société et l'adoption de " JACQUET Metals " comme nouvelle dénomination sociale (mars 2006).
- Marche du Groupe : développement des affaires, ouverture et création de nouvelles filiales (juin 2006, septembre 2006, décembre 2006).
- Augmentation de capital au sein des filiales (septembre 2006).
- Opérations financières : autorisation de cautions solidaires et de garanties (mai 2006, décembre 2006), augmentation du plafond de garanties financières consenties aux filiales (juin 2006).
- Opérations juridiques : qualification en conventions courantes et conclues à des conditions normales au sens de la loi sur les sociétés commerciales de toutes les conventions relatives aux prestations de direction générale et d'assurance crédit, aux avances et prêts consentis entre sociétés du Groupe, aux garanties financières, aux contrats de baux et sous-locations mobilières intervenant tant entre la société mère, ses filiales et entre les filiales elles-mêmes (mars 2006).
- Assemblée générale : le Conseil a procédé à la convocation de l'assemblée générale des actionnaires et arrêté les documents à soumettre à l'assemblée, notamment l'ordre du jour (mars 2006).

E / invitations

En fonction des sujets inscrits à l'ordre du jour, le Président peut décider de convier un ou plusieurs collaborateurs de la société, à présenter un dossier ou participer aux discussions préparatoires aux délibérations du Conseil. La direction financière assiste de façon systématique aux réunions préparatoires ainsi qu'aux Conseils proprement dits.



F / information du Conseil

Lors de l'exercice 2006, les administrateurs ont reçu les informations nécessaires à l'accomplissement de leur mission et ont pu se faire communiquer préalablement à toute réunion, les documents qu'ils ont estimés utiles. Le droit des administrateurs à l'information a été organisé selon les modalités suivantes :

— information préalable aux réunions du Conseil : les dossiers, travaux ou documents dont les membres du Conseil d'Administration doivent prendre connaissance sont adressés aux administrateurs avant la date de la réunion.

En outre, lors des séances du Conseil, les principaux points à l'ordre du jour font l'objet d'une information soit sous la forme d'une note écrite ou d'un rapport transmis aux participants du Conseil, soit sous la forme d'une présentation électronique.

— information permanente du Conseil : le Conseil est informé de manière permanente et par tous moyens, de la situation financière, de la trésorerie, des engagements de la société ainsi que de tous événements et opérations significatifs relatifs à la société. Les communiqués de presse sur les résultats de la société sont régulièrement adressés aux administrateurs et aux Commissaires aux Comptes. Ils font l'objet d'une discussion préalable avant diffusion aux organes de presse. Les demandes d'information éventuelles portant sur des sujets spécifiques sont adressées au Président du Conseil.

— confidentialité des informations : l'ensemble des participants aux réunions du Conseil est tenu à une obligation de confidentialité et de discrétion s'agissant des informations et documents qui sont communiqués.

G / procès-verbaux

Chaque réunion du Conseil fait l'objet d'un procès-verbal adressé aux membres du Conseil et approuvé ou amendé à l'occasion de la réunion suivante. Les procès-verbaux sont couchés sur le registre des délibérations du Conseil.

H / comités du Conseil d'Administration

Compte tenu de la taille du Groupe, il n'existe pas de comité formel du type comité d'audit, comité des rémunérations ou comité du gouvernement d'entreprise, agissant sous l'autorité du Conseil d'Administration. Le Groupe est piloté par une équipe de direction restreinte composée de sept membres, sous l'autorité du Président du Conseil d'Administration et représentant les grandes directions suivantes : direction générale, direction administrative et financière, direction informatique, direction d'exploitation et direction des achats.

Ce comité se réunit régulièrement et à la demande, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige pour mettre en œuvre des plans d'actions (par exemple, croissance externe, lancement de nouvelles filiales, campagne de communication, réorganisation interne, développement des systèmes d'information).

2 / procédures de contrôle interne

A / objectifs poursuivis par la société en matière de procédures de contrôle interne

En préambule, il est rappelé que le Groupe JACQUET Metals exerce son activité dans 20 pays et est représenté par 32 implantations. Par conséquent, le Groupe attache une importance toute particulière à la mise en place et au respect de procédures de contrôle interne homogènes dans l'ensemble de ses structures.

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans le Groupe ont pour objet :

- de veiller à ce que les opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités du Groupe par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables, et par les valeurs et règles internes au Groupe.
- de garantir une application et une interprétation à l'identique des règles édictées par la direction générale du Groupe indépendamment de la zone géographique où s'exerce l'activité de la société.
- de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux et à l'extérieur reflètent avec sincérité l'activité et la situation du Groupe.
- de s'assurer de la sauvegarde des actifs.
- de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité, les risques d'erreurs ou de fraudes.

Le contrôle interne s'inscrit ainsi dans le cadre d'un processus d'amélioration continue, mais malgré sa fiabilité, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que les risques soient totalement éliminés.

B / description synthétique des procédures générales de contrôle mises en place

Les filiales disposent d'une autonomie de gestion qui leur est nécessaire pour atteindre les objectifs commerciaux et de rentabilité fixés par la direction générale du Groupe. Cependant, compte tenu du métier et du nombre important d'implantations, le Groupe privilégie une organisation centralisée du contrôle interne. Les filiales sont placées sous la responsabilité d'un manager hiérarchiquement rattaché à la direction d'exploitation du Groupe. Certains managers sont également associés au capital des filiales qu'ils dirigent.

Le système de gestion des commandes clients et fournisseurs, de la facturation, du suivi des expéditions et des bons de travail est commun à l'ensemble des filiales du Groupe. Il est placé sous la responsabilité du service informatique qui veille à son bon fonctionnement en proposant régulièrement des améliorations. Les modifications des programmes et la mise à jour des bases de données ne peuvent être effectuées que par le personnel informatique qualifié au siège du Groupe. Les procédures concernant l'utilisation du système sont décrites et mises à jour dans un manuel utilisateur rédigé en français et en anglais. Pour la bonne compréhension des procédures, le personnel opérationnel dans les filiales est régulièrement formé à l'utilisation du système par la direction d'exploitation du Groupe. Une revue informatique du système qui a porté notamment sur les contrôles généraux informatiques a été réalisée par un cabinet spécialisé dans ce domaine en 2006.

Le progiciel de comptabilité est également commun à la quasi-totalité des filiales du Groupe. Des adaptations ont été réalisées afin de rendre le progiciel compatible avec les règles en vigueur dans certains pays. Le suivi de la maintenance et les demandes de développements spécifiques sont centralisés au siège du Groupe, seul habilité à contracter avec le prestataire. Pour ses applications clients et ventes, le progiciel est directement interfacé avec le système de gestion décrit ci-dessus.



Des développements sont prévus pour interfacier la gestion avec le logiciel comptable. Les filiales conservent une autonomie quant à la gestion des opérations de paie directement traitées en interne à partir de logiciels standardisés ou confiées à l'extérieur à des sociétés spécialisées.

Les créances clients sont couvertes par une police d'assurance crédit applicable à l'ensemble des filiales du Groupe. Des autorisations de couverture en fonction des encours de crédit sont systématiquement recherchées avant de procéder aux livraisons, ce qui réduit fortement le risque d'impayé. Quelle que soit la société, dans la mesure où les créances ne seraient pas couvertes par l'assurance crédit, seule une autorisation délivrée par la direction générale du Groupe ou un paiement avant expédition est susceptible de débloquer les livraisons en attente.

Le Groupe s'approvisionne auprès de grands producteurs d'aciers et d'alliages de nickel. Les contrats d'approvisionnement sont traités par la direction des achats et la direction générale du Groupe. Les prix d'achats – qui, compte tenu des spécificités du métier du Groupe sont susceptibles de fluctuer de façon importante – sont négociés par la direction générale du Groupe. Les conditions d'achats sont ensuite régulièrement communiquées à l'ensemble des filiales qui gèrent directement leurs approvisionnements en fonction de leurs besoins. Les filiales conservent une autonomie et une souplesse d'organisation pour les achats de dépannage. La gestion centralisée des conditions d'achats réduit considérablement le risque de dérapage des prix et de détérioration des marges brutes.

D'une manière générale, le contrôle opérationnel des filiales a été renforcé avec la mise en place d'un suivi mensuel piloté par les directions financière et d'exploitation du Groupe. Les développements de l'activité de chaque filiale sont suivis au cours d'une conférence téléphonique avec le manager responsable de la société. Les points discutés lors de l'entretien sont consignés dans un compte rendu diffusé pour acceptation et signature au responsable de la filiale et pour information à la direction générale du Groupe. Ces entretiens complètent efficacement par ailleurs les réunions organisées dans les filiales ou au siège du Groupe en présence des managers.

Le Groupe considère que des progrès importants ont été accomplis dans le renforcement des procédures de contrôle interne. Cependant la poursuite de l'amélioration des procédures et le renforcement des contrôles font partie intégrante des objectifs du Groupe.

C / description des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information financière et comptable

Comme en matière d'organisation générale du contrôle interne, un accent particulier est mis sur les procédures de contrôle utiles à l'élaboration et au traitement de l'information financière et comptable destinée à la communauté financière et plus particulièrement aux actionnaires, et sur les procédures visant à en assurer la conformité aux principes comptables généraux et aux référentiels et méthodes retenus. Le Groupe considère que des progrès qualitatifs et quantitatifs importants ont été accomplis dans la mise en œuvre des procédures de contrôle interne afin de garantir une transcription fidèle dans les états financiers des activités du Groupe et de prévenir les risques d'erreurs ou de fraude.

Nous examinerons successivement les procédures d'élaboration de la consolidation des comptes et du contrôle de la qualité des informations financières et comptables.

1 / procédure d'élaboration de la consolidation des comptes

Il est rappelé que les états financiers consolidés du Groupe JACQUET Metals sont établis en conformité avec les normes IFRS. Les procédures d'élaboration de la consolidation des comptes sont décrites ci-dessous :

— cadre général, arrêté de comptes, audit et communication financière :

La consolidation des comptes du Groupe est réalisée à partir des remontées de liasses de consolidation préparées par les filiales selon un calendrier diffusé à l'ensemble des responsables financiers et comptables. La consolidation est réalisée 4 fois par an. Les arrêtés trimestriels de mars et de septembre sont réalisés de manière plus simplifiée, la consolidation annuelle ainsi que la consolidation semestrielle au 30 juin sont réalisées de manière exhaustive. Les états financiers annuels et semestriels sont arrêtés à l'issue d'un Conseil d'Administration statuant sur les comptes sociaux et consolidés, après que les Commissaires aux Comptes aient finalisé leurs travaux de révision. Les communiqués financiers ne sont diffusés qu'une fois les comptes audités et arrêtés par le Conseil d'Administration. Ces communiqués sont rédigés par la direction générale de la société et sont transmis pour avis et commentaires aux Commissaires aux Comptes une semaine avant la publication officielle. Les résultats du Groupe sont publiés trimestriellement dans un souci constant d'amélioration de la transparence de l'information financière.

— arrêté des comptes dans les filiales :

Les responsables comptables de chaque filiale procèdent à l'arrêté des comptes sociaux, leur travail étant formalisé dans un dossier de révision comprenant les principaux documents et états de contrôle. Ils préparent les liasses de consolidation qui remonteront au siège. Les responsables comptables sont le plus souvent conseillés par des experts comptables pour les questions d'ordre social et fiscal. Les ajustements de consolidation rendus nécessaires par l'utilisation du référentiel comptable Groupe sont clairement identifiés et documentés dans un dossier de révision.

Les responsables comptables reçoivent à leur embauche, au siège du Groupe, une formation sur les procédures et les règles comptables et financières en vigueur dans le Groupe. Ils sont ensuite informés régulièrement des nouvelles règles et procédures à appliquer : cette information continue se fait le plus souvent lors des revues et audits internes qui ont lieu dans chaque filiale tous les ans. Le cas échéant, si les besoins de formation sont significatifs, des sessions collectives sont organisées au siège du Groupe.

Des efforts particuliers ont été réalisés en matière de formation financière puisque la direction financière est maintenant pourvue de personnel qualifié dédié à la formation des personnels comptables et à la mise à jour des procédures.

— consolidation :

Les liasses de consolidation établies sur la base des règles Groupe sont envoyées aux services comptables du siège et font l'objet d'un examen détaillé. La consolidation proprement dite est réalisée à partir du logiciel Equilibre développé par la société AS. Après saisie de l'ensemble des liasses de consolidation des filiales, les principaux retraitements de consolidation sont comptabilisés. A l'issue de ces opérations, un dossier complet de consolidation est constitué. Après vérification, le dossier de consolidation est transmis aux Commissaires aux Comptes.



2 / contrôle de la qualité des informations financières et comptables

La direction financière du Groupe s'assure trimestriellement par une revue limitée ou exhaustive de la cohérence des liasses de consolidation transmises par les filiales. Un dossier de revue est à cette occasion formalisé.

De plus, un audit exhaustif des comptes et des procédures est effectué par des contrôleurs de gestion du Groupe dans les filiales au moins une fois par an. Ce contrôle est formalisé par un dossier de travail qui donne lieu à rédaction d'une note de synthèse mettant en avant les principaux points d'audit soulevés. Le plus souvent, les opérations comptables inhabituelles (estimations, transactions, écritures comptables) font l'objet d'une consultation et/ou d'une demande d'autorisation préalable auprès de la direction financière du Groupe. Le dossier de travail et la note de synthèse sont mis à disposition des Commissaires aux Comptes du Groupe.

Par ailleurs, des examens internes sont réalisés à la demande par la direction financière en fonction de l'évolution de l'activité des filiales ou sur des problèmes comptables particuliers.

La direction financière du Groupe renforce ses effectifs de contrôleurs de gestion régulièrement afin de maintenir un niveau de contrôle interne financier élevé dans un contexte de développement soutenu.

En 2007, un effort particulier sera mis sur l'actualisation et la formalisation des procédures financières. Cette formalisation a commencé en 2006 avec les procédures de contrôle interne financier et de tenue des dossiers de travail qui doivent être respectées par les contrôleurs de gestion. Depuis 2006, un membre de la direction financière du Groupe est affecté spécifiquement à la mise en place et la formalisation des procédures ainsi qu'à la formation du personnel comptable.

D'une manière générale, les informations financières et comptables communiquées par les filiales et qui servent à la préparation des informations Groupe à destination de la communauté financière, des Commissaires aux Comptes ou des utilisateurs en interne, font l'objet d'une vérification approfondie par la direction financière.

3 / limitations apportées par le Conseil d'Administration aux pouvoirs du directeur général

Monsieur Éric Jacquet assume également les fonctions de Directeur Général. En sa qualité de Directeur Général, Monsieur Éric Jacquet jouit des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration. Il représente la société dans ses rapports avec les tiers. Par ailleurs, Monsieur Éric Jacquet est secondé dans sa tâche par Monsieur Philippe Goczol qui s'est vu reconnaître depuis février 2003 de nouvelles responsabilités dans le cadre de ses fonctions de Directeur Général salarié non administrateur de la société.

7 / rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du Président

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société JACQUET Metals et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

115

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requière la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président ;
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations données dans le rapport.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Fait à VILLEURBANNE et LYON, le 25 Avril 2007

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES
Alain DESCOINS

PIN ASSOCIES
Jean-François PIN

document d'information annuel

informations publiées ou rendues publiques par l'émetteur au cours des douze derniers mois

(Article 221-1-1 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers)

116

Ce document contient ou mentionne toutes les informations publiées ou rendues publiques par l'émetteur au cours des 12 derniers mois pour satisfaire aux obligations législatives ou réglementaires en vigueur soit du 1^{er} janvier 2006 au 20 avril 2007.

Publications au BALO : <http://www.journal-officiel.gouv.fr>

Droits de vote	16.04.2007	
Chiffre d'affaires 2006	26.01.2007	N°affaire 495
Comptes semestriels 2006	30.10.2006	N°affaire 15719
Chiffres d'affaires du 2 ^{ème} et 3 ^{ème} trimestre 2006	13.10.2006	N°affaire 15117
Convocation à l'assemblée générale du 23 juin 2006	26.05.2006	N°affaire 7560
Comptes sociaux et comptes consolidés 2005	24.05.2006	N°affaire 605336
Chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2006	24.04.2006	N°affaire 4386

Publications au Greffe du Tribunal de Commerce : <http://www.infogreffe.fr>

PV AGE / AGO, Modification des statuts	01.08.2006	N° dépôt 15727
Dépôt des comptes consolidés 2005	01.08.2006	N° dépôt 18009
Dépôt des comptes sociaux 2005	02.08.2006	N° dépôt 17845

Communiqués AMF : <http://www.amf-france.org>

Contrat de liquidités mars 2007	14.04.2007	
Chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2007	11.04.2007	
Résultats 2006	29.03.2007	
Contrats de liquidités jan / fév 2007	20.03.2007	
Franchissement de seuil	02.03.2007	207C0405
Franchissement de seuil	14.02.2007	207C0306
Contrats de liquidités oct / nov / dec 2006	17.01.2007	
Chiffre d'affaires 2006	09.01.2007	
Bilan semestriel du contrat de liquidité	08.01.2007	
Résultats du 3 ^{ème} trimestre 2006	07.12.2006	
Contrats de liquidités juillet / août / sept 2006	24.10.2006	
Chiffre d'affaires du 3 ^{ème} trimestre 2006	05.10.2006	
Résultats du 1 ^{er} semestre 2006	21.09.2006	
Contrats de liquidités avril / mai / juin 2006	21.07.2006	
Chiffre d'affaires du 2 ^{ème} trimestre 2006	06.07.2006	
Résultats du 1 ^{er} trimestre 2006	30.06.2006	
Document d'information annuel	19.05.2006	
Document de référence	06.06.2006	D.06-0508
Chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2006	18.04.2006	
Contrats de liquidités jan / fev / mars 2006	14.04.2006	

Communication et information financière :La Tribune, Les echos, <http://www.jacquetmetals.com>

Chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2007	11.04.2007
Résultats 2006	29.03.2007
Chiffre d'affaires 2006	09.01.2007
Droits de vote	02.01.2007
Résultats du 3 ^{ème} trimestre 2006	07.12.2006
Chiffre d'affaires du 3 ^{ème} trimestre 2006	05.10.2006
Résultats du 2 ^{ème} trimestre 2006	21.09.2006
Chiffre d'affaires du 2 ^{ème} trimestre 2006	06.07.2006
Résultats du 1 ^{er} trimestre 2006	29.06.2006
Chiffre d'affaires du 1 ^{er} trimestre 2006	15.04.2006

responsabilités

1 / responsable du document de référence

Éric Jacquet

Président Directeur Général

118

Attestation du responsable du document de référence

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence, sont à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans le présent document de référence ainsi qu'à la relecture d'ensemble du document de référence.

Éric Jacquet

2 / responsable du contrôle des comptes

Commissaires aux comptes titulaires

– DELOITTE & ASSOCIES

Immeuble "Park Avenue" - 81, boulevard Stalingrad – BP1284 – F 69608, VILLEURBANNE Cedex. Renouvelé par l'Assemblée Générale du 23 juin 2006 pour un mandat s'achevant lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2011.

– PIN ASSOCIES

170, boulevard Stalingrad – F 69006, LYON. Représenté par M. Jean François PIN. Renouvelé par l'Assemblée Générale du 23 juin 2006 pour un mandat s'achevant lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2011.

Commissaires aux comptes suppléants

– BEAS

7-9, Villa-Haissay - F 92524, NEUILLY-SUR-SEINE. Renouvelé par l'Assemblée Générale du 23 juin 2006 pour un mandat s'achevant lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2011.

– Hervé Gay

170, boulevard Stalingrad – F 69006, LYON. Nommé par l'Assemblée Générale du 23 juin 2006 pour un mandat s'achevant lors de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2011.

3 / responsable de l'information financière

Thierry Philippe

Directeur Financier

Tel. +33 (0)4 72 23 23 50

Fax. +33 (0)4 72 23 23 10

t.philippe@jacquetmetals.com

table de correspondance

Afin de faciliter la lecture du rapport annuel enregistré comme document de référence, la table de thématique suivante permet d'identifier les principales informations requises par l'Autorité des Marchés Financiers dans le cadre de ses règlements et instructions d'application.

informations	Pages	119
1 / personnes responsables	118	
2 / contrôleurs légaux des comptes	118	
3 / informations financières sélectionnées	3	
4 / facteurs de risques	16 à 18	
5 / informations concernant l'émetteur		
– histoire et évolution de la société	19	
– investissements	28 à 29	
6 / aperçu des activités	4 à 7	
7 / organigramme	11 à 12	
8 / propriétés immobilières, usines et équipements	14 à 15	
9 / examen de la situation financière et du résultat	34 à 36	
10 / trésorerie et capitaux	3, 36, 65	
11 / recherche et développement, brevet et licences	47	
12 / informations sur les tendances	37	
13 / prévisions ou estimations du bénéfice	N.A.	
14 / organes d'administration, de direction et de surveillance et direction générale	20 à 21	
15 / rémunérations et avantages	51	
16 / fonctionnement des organes d'administration et de direction	107 à 110	
17 / salariés	27, 46 à 47, 81	
18 / principaux actionnaires	27	
19 / opérations avec des apparentés	13, 15, 87	
20 / informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur	58 à 87, 89 à 102	
21 / informations complémentaires	N.A.	
22 / contrats importants	N.A.	
23 / informations provenant de tiers, déclarations d'expert et déclarations d'intérêts	88, 103 à 106, 115	
24 / documents accessibles au public	31	
25 / informations sur les participations	11 à 12, 37 à 46, 56 à 57	



www.jacquetmetals.com